



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 143 • NUMÉRO 008 • 1^{re} SESSION • 40^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le jeudi 27 novembre 2008

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 27 novembre 2008

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

•(1000)

[Français]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, les rapports des délégations canadiennes de la section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie concernant leur participation au colloque France-Canada, « L'empreinte de la France au Canada après 400 ans », tenu à Paris, en France, les 7 et 8 mars 2008, et à la Commission des affaires parlementaires de l'APF tenue à Andorre-la-Vieille, principauté d'Andorre, les 6 et 7 mai 2008.

[Traduction]

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai le plaisir de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation parlementaire canadienne à la 16^e session du Comité de pilotage sur la Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce tenue à Genève en Suisse, le 3 octobre 2007.

Le Président: Si la Chambre consent à passer aux pétitions, nous reviendrons aux motions dans quelques minutes. D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

PÉTITIONS

L'ORCHESTRE RADIOPHONIQUE DE CBC/RADIO-CANADA

M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux de déposer des pétitions signées par de nombreux habitants du Grand Vancouver, dont un certain nombre de la circonscription de Burnaby—Douglas.

Ces pétitionnaires sont tous des admirateurs de l'Orchestre radiophonique de CBC/Radio-Canada. Ils soulignent que cet orchestre joue un rôle important dans la vie culturelle du Canada et de Vancouver depuis sa création, il y a 70 ans, et qu'il a grandement contribué à promouvoir les musiciens et les compositeurs canadiens.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à maintenir le financement de cet orchestre et le réseau CBC/Radio-Canada à faire

preuve d'un engagement fort et renouvelé envers la musique classique sur ses ondes.

Je suis certain que ces pétitionnaires croient qu'il n'est pas trop tard pour sauver l'Orchestre radiophonique de CBC/Radio-Canada.

•(1005)

LE PONT INTERPROVINCIAL

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, pour une question de temps, si la Chambre veut bien me le permettre, je lirai le préambule de la pétition et...

Le Président: Le député sait qu'il ne peut pas faire cela, mais il peut nous donner un court résumé.

L'hon. Mauril Bélanger: Je ferai donc un bref résumé, monsieur le Président.

Cette pétition est la sixième d'une série et j'espère que le gouvernement réagira de manière positive aux pétitions en question.

Ces pétitions ont été signées par des gens qui habitent à Ottawa, dans la région de la capitale nationale. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'ordonner à la Commission de la capitale nationale d'effectuer une évaluation détaillée sur l'aménagement d'un pont interprovincial qui relierait le parc industriel Canotek à l'aéroport de Gatineau, tous deux dans le secteur Est de leur ville respective. Ce projet est aussi connu comme étant l'option sept de la première phase de l'évaluation environnementale concernant les ponts interprovinciaux.

Nous attendons le rapport final du consultant. Cette phase préconise la construction d'un pont à l'endroit où, essentiellement, on créerait d'autres problèmes. L'objectif visé consiste à retirer des camions lourds du coeur de la capitale nationale. Toutes les villes qui se respectent ont une voie périphérique. Il faut construire un pont, peut-être deux même, mais il faut le faire à un endroit qui nous permettra à l'avenir d'aménager une voie périphérique autour de la région de la capitale nationale.

Les pétitionnaires prient le gouvernement fédéral d'adopter les mesures qui s'imposent et d'ordonner à la CCN de faire ce qui convient.

LE PRIX DE L'ESSENCE

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par des centaines de personnes provenant de charmantes localités ontariennes, notamment Finch, Chrysler, Apple Hill, Cornwall, Berwick, Monkland, Roxborough, Moose Creek et Maxville.

Privilège

Les pétitionnaires signalent que le prix de l'essence à la pompe n'est pas représentatif du coût réel de l'essence. Quand le prix du brut monte, le prix à la pompe monte immédiatement, mais quand le prix du brut baisse, il ne baisse pas à la pompe.

Compte tenu du fait que le prix englobe la TPS, qui est de 5 p. 100, la taxe d'accise fédérale de 10 p. 100 et la taxe provinciale de 14,7 p. 100, les pétitionnaires aimeraient que le gouvernement fédéral réduise les taxes fédérales et instaure un mécanisme qui obligerait les compagnies à justifier toute hausse projetée du prix de l'essence et à donner un avis de 30 heures. Les pétitionnaires signalent également que lorsque le prix du baril de pétrole baisse, le prix à la pompe devrait automatiquement baisser le jour même à la fermeture des marchés boursiers.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

PRIVILÈGE

L'UTILISATION DU PAPIER À EN-TÊTE DE DÉPUTÉ ET DES PRIVILÈGES DE FRANCHISE POSTALE

Le Président: La présidence est saisie d'une question de privilège de la part du député de Malpeque et je suis prêt à l'entendre à ce sujet.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je soulève la question de privilège relativement à une lettre que le secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, le député de Cypress Hills—Grasslands, a envoyée en utilisant son privilège de franchise postale.

La lettre, dont je suis prêt à déposer une copie, a été envoyée à plusieurs personnes, plus précisément à des agriculteurs, et à des organismes dans l'Ouest. Elle s'adresse aux producteurs. J'aimerais la citer:

Un changement de direction au conseil d'administration ouvrirait une nouvelle ère de possibilités dans l'Ouest canadien. Votre vote peut y contribuer.

Le député y va ensuite de ses recommandations. Je lis un autre passage:

Ensemble, nous pouvons donner à l'Ouest des choix en matière de mode de commercialisation. Le temps presse. Votez pour Sam et Walter aujourd'hui et envoyez votre bulletin de vote par la poste ou par télécopieur à Myers Norris Penny.

J'estime que c'est là un abus grave du privilège parlementaire et une violation des principes de la démocratie dans ce pays. La lettre vient d'un secrétaire parlementaire qui a accès à de l'information confidentielle que détient la Commission canadienne du blé. N'utilise-t-il pas une liste confidentielle pour satisfaire ses visées politiques dans sa propre circonscription? Je crois comprendre que d'autres députés du Parti conservateur envoient aussi des lettres.

Monsieur le Président, deux questions se posent ici. Premièrement, le secrétaire parlementaire viole-t-il son serment d'office et se sert-il de listes confidentielles à des fins politiques? Deuxièmement, le secrétaire parlementaire viole-t-il le Règlement de la Chambre et se sert-il de ses privilèges de franchise postale à des fins politiques et pour faire valoir son idéologie en matière de choix de mode de commercialisation?

Que se passerait-il si, au cours de la prochaine campagne électorale dans n'importe quelle province, nous à la Chambre nous servions quotidiennement de nos privilèges de franchise postale pour mousser la candidature d'une personne en particulier? Nous savons que le gouvernement, que le ministre de l'Agriculture a levé les règles visant les dépenses des tierces parties, ce qui permet aux grandes sociétés céréalères et à d'autres de travailler pour leurs adversaires, s'opposant ainsi, à mon avis, aux producteurs individuels.

C'est une question très importante. Monsieur le Président, vous devez déterminer si, en se servant des privilèges parlementaires, comme l'a fait le député — qui est même secrétaire parlementaire —, celui-ci a compromis l'intégrité d'un processus électoral qui est censé ne pas faire l'objet d'ingérence de la part du gouvernement, mettant ainsi en cause l'intégrité de l'élection comme telle et le rôle de tous les députés fédéraux. Il s'agit ici de savoir jusqu'où le gouvernement et ses députés sont prêts à aller pour parvenir à leurs fins.

Selon moi, l'utilisation abusive du papier à en-tête et des privilèges de franchise postale d'un député dans le but d'influencer de façon flagrante le processus démocratique appliqué par la Commission canadienne du blé constitue une violation évidente de ces privilèges. Monsieur le Président, je suis d'avis que vous devriez juger que le député a abusé de ses privilèges parlementaires en agissant de la sorte.

Je veux signaler un dernier point. Lors de l'élection récente du Président, il a beaucoup été question du décorum à la Chambre. En fait, dans son discours du Trône, le premier ministre a déclaré que « maintenir cet idéal de démocratie que nous incarnons dans le monde est une responsabilité qui incombe à chacune et à chacun d'entre nous ». Je pense que le député de Cypress Hills—Grasslands, le secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, a miné cet idéal de démocratie, parce qu'il a fait fi de l'équité et de l'égalité des droits dans le cadre de l'élection démocratique de membres du conseil d'administration de la Commission canadienne du blé. Il a bafoué le principe même évoqué par le premier ministre dans le discours du Trône.

Il s'agit d'une situation très grave qui ne peut être tolérée plus longtemps. Monsieur le Président, je vous demande de rendre une décision en ce sens.

● (1010)

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais répondre à la question de privilège soulevée par le député de Malpeque.

Premièrement, j'aimerais signaler que les questions de privilège existent pour une raison très importante. Une question de privilège doit être soulevée lorsqu'il y a entrave à la capacité du député de faire son travail. Ce n'est pas le cas ici. Je ne vois rien dans l'intervention que le député de Malpeque a faite il y a quelques instants qui pourrait laisser croire que la lettre envoyée par le député de Cypress Hills—Grasslands a empêché le député de Malpeque de faire son travail.

Deuxièmement, le député de Malpeque croit-il vraiment que le Président de la Chambre devrait censurer les communications des députés? J'espère que ce n'est pas ce qu'il est en train de dire parce que tous les députés ont le droit de communiquer avec leurs électeurs.

Troisièmement, le député de Malpeque semble suggérer que le député de Cypress Hills—Grasslands a utilisé une liste confidentielle. Il n'y a aucune preuve de cela. En effet, tous les parlementaires communiquent avec certaines personnes régulièrement. Nous défendons tous les opinions de nos partis. Notre gouvernement n'a pas caché son désir de permettre aux agriculteurs canadiens de l'Ouest de commercialiser leurs produits comme ils le désirent. C'est une position que nous avons défendue publiquement, y compris dans des communications, au cours des dernières années. La lettre du député n'est rien d'autre que le prolongement de cette pratique.

Je soutiens donc, monsieur le Président, qu'il n'y a pas là de question de privilège, et je vous demanderais de rendre une décision éclairée à ce sujet le plus tôt possible.

• (1015)

L'hon. Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais ajouter quelques mots au sujet de la question de privilège que le député de Malpeque a soulevée.

J'ai reçu moi aussi la lettre que le député de Cypress Hills—Grasslands a fait parvenir à un certain nombre de personnes et d'organisations dans l'Ouest du Canada. Et je me pose également des questions sur l'origine de la liste. Nous avons entendu parler de listes que le gouvernement possède et de l'usage abusif qui en est fait pour communiquer avec des membres de la collectivité.

Après avoir examiné la lettre, dont j'ai également le texte, j'estime qu'il s'agit d'une violation flagrante de la dispense d'affranchissement accordée aux députés. Je dois ajouter que le député est secrétaire parlementaire et membre du gouvernement. Dans la lettre en question, qui a été déposée, le député invite ses correspondants à appuyer, à l'élection des membres du conseil de la Commission canadienne du blé, les candidats qui ont la même opinion que le gouvernement, qui appuient la liberté de choix en matière de mise en marché.

Comme on vous l'a signalé, monsieur le Président, la lettre a été envoyée sur le papier à en-tête parlementaire et postée aux frais des contribuables, en vertu de la dispense d'affranchissement. Il est clair que le député se sert des ressources de son bureau de député pour s'ingérer dans l'élection des membres du conseil de la Commission canadienne du blé et pour influencer cette élection de façon que son opinion puisse être représentée au conseil.

À mon avis, il s'agit là d'un exemple clair d'ingérence politique. Le député a fait un usage abusif de ses privilèges de député et, plus important encore, de secrétaire parlementaire chargé de la Commission canadienne du blé. Les députés ne font pas d'envois pour appuyer des collègues aux élections provinciales ou municipales, car il s'agit d'une violation de nos privilèges. Selon moi, la situation n'est guère différente ici.

J'estime également que cet incident entache la réputation de toute la Chambre des communes. Je réitère ma question: où le député a-t-il obtenu sa liste? À mon sens, cette ingérence est contraire à l'éthique, puisque le député est secrétaire parlementaire et a un intérêt direct à l'égard des résultats de l'élection.

Certains députés auront peut-être remarqué ce que disait le *Winnipeg Free Press* ce matin: « [...] pour que, on l'espère, ils puissent voter pour des candidats qui seront en mesure de travailler avec le gouvernement après l'élection. »

Telle est la mentalité du gouvernement. Faut-il conclure que le gouvernement ne travaillera pas avec les membres du conseil qui ne partagent pas son opinion sur la Commission canadienne du blé? Il est clair que le député veut que ses alliés siègent au conseil, car il

Privilège

appuie explicitement deux candidats, dont l'un, comme il est dit dans la lettre, « [...] a joué un rôle clé pour orchestrer la fusion entre l'Alliance canadienne et le Parti conservateur ». Ce candidat est Sam Magnus.

Le gouvernement conservateur et le secrétaire parlementaire poursuivent leur attaque contre la Commission canadienne du blé en essayant de dissuader les électeurs d'appuyer certains candidats. Récemment, un groupe qui s'appelle Market Choice Alliance s'est plaint du fait que deux candidats libéraux défaits se présentent à l'élection, mais il n'a pas dit que deux conservateurs tentaient également de devenir membres du conseil.

Voilà qui ne semble pas très impartial. Ces gens, tout comme le député de Cypress Hills—Grasslands, sont prêts à tout pour faire triompher leur point de vue. De façon flagrante, le député s'est ingéré dans le processus démocratique à la Commission canadienne du blé et je suis d'avis que, clairement, il a abusé de ses privilèges de député.

Comme mon collègue, je crois que le député doit être reconnu coupable d'outrage. Monsieur le Président, il vous incombe de censurer l'usage abusif que le député a fait des moyens de communications, et je vous prie respectueusement de le faire.

• (1020)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, je trouve honteux que le leader parlementaire adjoint se fasse complice de cette pratique en tentant de la défendre. Il prétend également que cela ne relève pas de vos compétences, monsieur le Président. Toutefois, les coûts de fonctionnement de la Chambre relèvent de vos compétences, et si un député fait un usage abusif des privilèges de franchise postale et des lettres à en-tête, qui font partie de ces coûts, cela relève indubitablement de vos compétences, monsieur le Président.

J'aimerais surtout que vous meniez une enquête, monsieur le Président, pour déterminer si oui ou non cette pratique contrevient à la loi ou si elle est conforme à l'esprit de la loi. Lorsqu'un organisme mis sur pied par le Parlement tient des élections démocratiques, pourquoi quelqu'un tenterait-il d'influencer le résultat de ces élections avec l'argent des contribuables? Un tel geste n'est sûrement pas dans l'esprit de la loi et est peut-être illégal.

Le Président: Ce n'est pas au Président de faire enquête sur des manquements à la loi. Cette responsabilité revient à d'autres. Par contre, je vais prendre la question en délibéré et y réfléchir. Il pourrait y avoir plus tard d'autres interventions à ce sujet. Évidemment, je suis prêt à étudier la question en détail et à rendre ma décision en temps opportun.

Le whip en chef du gouvernement est venu me parler et nous avons convenu de sauter les motions pour y revenir par la suite. Je suis prêt maintenant à revenir aux motions si le whip en chef du gouvernement me signale qu'il désire présenter une motion maintenant.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

L'hon. Gordon O'Connor (ministre d'État et whip en chef du gouvernement, PCC): Monsieur le Président, les partis se sont consultés et se sont entendus pour que je présente la motion suivante. Je propose:

Que le Règlement soit modifié:

L'Adresse

1. par substitution, au paragraphe 104(2), de ce qui suit:

104(2) Les comités permanents, qui sous réserve du paragraphe (1) du présent article, comprennent le nombre de députés précisé ci-dessous, et pour lesquels on dressera une liste de membres, sont les suivants:

- a) le Comité des affaires autochtones et du développement du Grand Nord (douze membres);
- b) le Comité de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique (onze membres);
- c) le Comité de l'agriculture et de l'agroalimentaire (douze membres);
- d) le Comité du patrimoine canadien (douze membres);
- e) le Comité de la citoyenneté et de l'immigration (douze membres);
- f) le Comité de l'environnement et du développement durable (douze membres);
- g) le Comité des finances (douze membres);
- h) le Comité des pêches et des océans (douze membres);
- i) le Comité des affaires étrangères et du développement international (douze membres);
- j) le Comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (onze membres);
- k) le Comité de la santé (douze membres);
- l) le Comité des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (douze membres);
- m) le Comité de l'industrie, des sciences et de la technologie (douze membres);
- n) le Comité du commerce international (douze membres);
- o) le Comité de la justice et des droits de la personne (douze membres);
- p) le Comité de la défense nationale (douze membres);
- q) le Comité des ressources naturelles (douze membres);
- r) le Comité des langues officielles (douze membres);
- s) le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre (douze membres);
- t) le Comité des comptes publics (onze membres);
- u) le Comité de la sécurité publique et nationale (douze membres);
- v) le Comité de la condition féminine (onze membres);
- w) le Comité des transports, de l'infrastructure et des collectivités (douze membres);
- x) le Comité des anciens combattants (douze membres).

2. par substitution, au paragraphe 108(3)b), de ce qui suit:

108(3)b) celui du Comité de la citoyenneté et de l'immigration comprend, entre autres, la surveillance de la mise en œuvre des principes de la politique fédérale de multiculturalisme dans l'ensemble du gouvernement du Canada, dans le but:

- (i) d'encourager les ministères et organismes fédéraux à refléter la diversité multiculturelle du Canada;
- (ii) d'examiner les politiques et les programmes existants et nouveaux des ministères et organismes fédéraux qui tendent à encourager la sensibilité aux intérêts multiculturels, ainsi qu'à préserver et à favoriser la réalité multiculturelle du Canada;

3. par substitution, au paragraphe 108(3)d), de ce qui suit:

108(3)d) celui du Comité des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées comprend notamment la formulation de propositions d'initiatives visant à l'intégration et à l'égalité des personnes handicapées dans tous les secteurs de la société canadienne, ainsi que la promotion, le contrôle et l'évaluation de ces initiatives;

Que la Greffière de la Chambre soit autorisée à réassigner au besoin, après consultations, tout ordre de renvoi qui aura déjà été confié à un comité au moment de l'adoption du présent ordre.

Le Président: Le whip en chef du gouvernement a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

[Français]

Le Président: La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Lui plaît-il de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

DISCOURS DU TRÔNE

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 26 novembre, de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ): Monsieur le Président, dans un premier temps, vous me permettez, à la suite de l'élection, de remercier l'ensemble de la population de Sherbrooke qui m'a fait confiance pour une cinquième fois d'affilée. C'est grâce à une confiance mutuelle que les citoyens et la population de Sherbrooke m'ont réélu. Permettez-moi aussi de féliciter l'ensemble de mes collègues du Bloc québécois. Je suis persuadé qu'ils entretiennent aussi cette relation de confiance avec leurs concitoyens parce qu'ils sont les seuls à représenter vraiment les besoins et les aspirations du Québec. Je félicite aussi l'ensemble des autres députés et, monsieur le Président, je vous félicite également de votre élection, à la suite de laquelle on comprend que le décorum va exister dans cette Chambre. D'ailleurs, pendant les débats d'hier, on a vu que la vice-présidente des comités pléniers a fait en sorte que le décorum soit respecté.

Cela étant dit, une campagne électorale vient de prendre fin, et pas grand-chose n'a changé. On a confirmé dans ses fonctions un gouvernement qui, avec un discours qui laissait présager que ce serait du pareil au même — c'est-à-dire un gouvernement minoritaire —, cherchait à obtenir une majorité sous de fausses représentations.

À la lumière du discours du Trône qui nous est présenté, on a l'impression que beaucoup de gens du gouvernement n'ont pas fait campagne dans les règles de l'art. On fait évidemment campagne pour voir renouvelé son mandat. Mais on fait aussi campagne pour rencontrer les citoyens et les citoyennes, les entreprises, les institutions, et les organisations communautaires, sociales et économiques. On le fait pour prendre le pouls, savoir ce que les gens veulent et reconnaître leurs besoins, mais surtout pour pouvoir y apporter des solutions.

Le meilleur moyen dont dispose un gouvernement qui ne veut pas apporter de solutions, c'est de ne pas reconnaître les besoins. C'est plus facile de dire que les besoins immédiats sont la haute finance et les répercussions automatiques sur l'économie, d'adopter ce discours et d'oublier l'ensemble des autres besoins de la population et des réalités que vivent les citoyens et les citoyennes. Et c'est ainsi que le gouvernement a décidé de s'occuper de l'économie.

À la lecture du discours du Trône, on constate également que le premier ministre est demeuré complètement insensible aux effets de la crise sur la population et l'économie. Le premier ministre n'a tiré aucune leçon du résultat des élections au Québec. Et comme le dit si bien mon chef, ce discours du Trône est à l'image du dernier congrès conservateur: idéologique. J'ouvre ici une parenthèse. L'idéologie conservatrice prend effectivement racine dans les sables bitumineux de l'Ouest. À toutes fins pratiques, elle n'a de préoccupation que pour cette industrie.

L'Adresse

C'est très décevant. Le premier ministre ne s'est pas montré à la hauteur de la situation. On nous promettait un discours du Trône axé sur l'économie et exempt des irritants habituels, mais on a eu le contraire. Pour ce qui est du secteur forestier, il promet de continuer comme si de rien n'était, alors que la situation est désastreuse. On n'y trouve aucun engagement à bonifier l'assurance-emploi ou à créer un programme de soutien aux travailleurs âgés. Il n'y a même pas une ligne sur l'aide que nous pouvons offrir aux retraités affectés par la crise financière, ce qui démontre une grande insensibilité.

En multipliant les irritants, le premier ministre fait la démonstration qu'il n'a toujours rien compris au Québec. Il maintient les coupes en culture et dans les organismes de développement économique. Il persiste dans sa volonté d'imposer une loi répressive contre les jeunes contrevenants et de démanteler le registre des armes à feu.

● (1025)

Il persiste à vouloir créer une commission fédérale des valeurs mobilières. Il ne mentionne même pas le mot « Kyoto ». Il persiste à vouloir réduire le pouvoir politique du Québec. Il promet de multiplier les intrusions dans les compétences du Québec, comme en santé et en éducation. Il n'y a rien sur le déséquilibre fiscal, mais il sert des contre-vérités sur le transfert pour l'éducation et veut plafonner la péréquation. Il désire soutenir le secteur de l'énergie nucléaire et poursuivre les achats militaires sans aucune balise. Il refait encore les mêmes promesses à propos du pouvoir fédéral de dépenser avec une formule déjà rejetée par le Québec. Ce discours du Trône ne tient pas compte du tout de la nation québécoise, ni des intérêts, ni des valeurs du Québec.

L'esprit d'ouverture auquel on s'attendait est absent. Le pire, c'est cette totale insensibilité face aux effets de la crise sur les gens et l'économie. C'est simple. Nous sommes contre ce discours du Trône.

Cet énoncé d'intentions demeure flou quant à la volonté du gouvernement de soutenir l'économie. Entre autres, le discours du Trône ignore à peu près complètement les problèmes immenses des secteurs manufacturier et forestier, alors que des communautés entières sont touchées et attendent désespérément que le fédéral assume son rôle pour participer à la relance et offrir un soutien aux travailleurs qui ont été dépouillés de leur emploi.

On s'attendait à ce que le gouvernement agisse. En déclenchant des élections, il a reporté sa responsabilité. On savait pourtant ce qui risquait de se produire au niveau économique. Le gouvernement a pratiquement abdiqué ou, plutôt, a peut-être démontré son incapacité. Oui, le gouvernement devrait agir et, surtout, il a les moyens d'agir. Il ne manque plus que la bonne volonté.

Le Bloc québécois a proposé cette semaine un plan en trois volets pour relancer l'économie et venir en aide aux gens, à la population.

Le gouvernement a une très grande marge de manœuvre: il pourrait avoir plus de 27,7 milliards de dollars en deux ans. Tout en gardant une réserve, on pourrait investir plus de 23 milliards de dollars. Il est facile d'aller chercher 6 milliards de dollars dans les dépenses bureaucratiques, de même que de mettre fin aux paradis fiscaux. D'ailleurs, pourquoi appelle-t-on cela « paradis fiscaux »? En réalité, c'est l'enfer pour les contribuables québécois et canadiens. On les prive indirectement de services. À mes yeux, il s'agit plutôt d'un détournement fiscal, et le gouvernement devrait y remédier le plus rapidement possible.

Bien sûr, il y a toujours les privilèges accordés aux pétrolières, ce qui pourrait représenter 5,9 milliards de dollars sur deux ans. Il y a aussi l'utilisation possible du surplus de la SCHL.

D'autres façons qui ne coûtent rien existent aussi pour remédier à la situation, pour encourager les entreprises de chez nous et mieux soutenir nos gens. Bien sûr, il y a les achats préférentiels. Des règlements pourraient être élaborés pour utiliser les produits forestiers dans les constructions fédérales. Il y aurait aussi, entre autres, l'abolition du délai de carence au niveau de l'assurance-emploi.

Je suis conscient des besoins et des aspirations de la population de Sherbrooke, et il est évident que lors de ma dernière campagne électorale, des éléments importants que je connaissais déjà m'ont été répétés en ce qui concerne la condition sociale et économique des gens. On peut parler bien sûr de l'assurance-emploi, un dossier qui n'est toujours pas réglé. Le gouvernement doit faire en sorte que les gens puissent au moins vivre convenablement et raisonnablement. Il y a également le dossier du logement social. Dans la communauté sherbrookoise, plus de 1 350 ménages et familles ont des besoins extrêmes à cet égard.

● (1030)

Vous me faites signe que je dois terminer mon intervention. C'est dommage, car j'aurais pu continuer puisque, encore une fois, le gouvernement n'est vraiment pas à la hauteur.

● (1035)

M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination. Je voudrais également féliciter le député d'en face pour la sienne. J'ai écouté son discours avec attention. Aujourd'hui, on aura la chance d'appuyer un discours du Trône qui permet de positionner l'économie canadienne. Les démarches entreprises depuis plus de 30 mois font en sorte que notre pays est le mieux placé pour faire face à la crise économique.

À l'intérieur de ce discours se trouve une importante mesure, soit l'accélération des investissements en infrastructure partout au Québec et au Canada. Je pense à des projets qui permettent autant de s'assurer que nos communautés ont accès à une eau potable de qualité qu'à des projets qui ont un impact économique — ce qui est le cas dans mon comté, Lévis—Bellechasse, pour ce qui est des infrastructures écotouristiques à Buckland.

À mon avis, ce discours du Trône permet à notre économie de maintenir son pouvoir d'achat. On a vu toutes les mesures qu'on a prises en faveur des aînés, notamment en ce qui a trait au fractionnement du revenu, à l'augmentation du revenu admissible pour les gens qui bénéficient du Supplément de revenu garanti, soit les aînés qui gagnent le moins. Malheureusement, le parti du député s'est opposé à cela. Heureusement, les députés de ce côté-ci de la Chambre croient que c'est important que nos aînés, nos familles et nos entreprises manufacturières québécoises soient bien outillées pour faire face à cette crise potentielle.

Comment se fait-il que les députés bloquistes n'appuieront pas précisément l'investissement accéléré en infrastructure, alors que tous les ténors politiques québécois demandent justement qu'on accélère les investissements en infrastructure?

M. Serge Cardin: Monsieur le Président, les investissements en infrastructure sont effectivement un élément important pour maintenir un niveau économique raisonnable. Surtout, ils répondent aussi à un besoin catastrophique qui s'est développé au fil des années à l'intérieur de toutes nos communautés ou municipalités respectives. Par contre, le programme du gouvernement comporte quand même des lacunes.

L'Adresse

Les investissements en infrastructure doivent effectivement être accélérés. Il faut que le Québec en soit le maître d'œuvre. Il faut aussi ajuster la taxe remboursée aux municipalités. Ce sont des éléments qui ne sont pas là. Il y a tellement d'intentions cachées dans ce discours. Il y a un beau discours relativement moelleux qui peut attirer bien des gens, mais il y a tellement d'éléments qui y sont absents. L'économie, c'est bien, mais elle doit servir la population.

Hier, ma collègue de Terrebonne—Blainville posait une question afin que le ministre donne préférence aux achats. Plus de 50 milliards de dollars sont investis dans les achats, l'approvisionnement, les biens et les services, et cela ne coûte rien au gouvernement. Toutefois, si l'on remettait à l'intérieur du marché canadien les biens et services que le gouvernement doit payer — donner préférence à nos entreprises —, cela ne coûterait rien au gouvernement et cela redonnerait une activité économique importante au Québec et au Canada. Des éléments peuvent être partiellement avantageux pour le Québec, mais globalement, cela n'a aucun bon sens.

Bien que certaines choses ne soient pas dites, on comprend bien l'orientation du gouvernement. Ce matin, les journaux indiquent que le gouvernement veut retirer les éléments fondamentaux d'une saine démocratie, d'une saine expression de la population lors des votes. En fait, il veut tenter d'asphyxier ses adversaires politiques peut-être par des jeux qui, dans son idéal profond, lui permettraient d'être majoritaire. Je ne qualifierai pas ces jeux, car ce serait non parlementaire.

[Traduction]

L'hon. Gail Shea (ministre des Pêches et des Océans, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Kamloops—Thompson—Cariboo.

Je tiens à féliciter les députés qui viennent d'être élus pour la première fois ainsi que, bien évidemment, ceux et celles qui ont été réélus le 14 octobre dernier.

Première élue conservatrice à l'Île-du-Prince-Édouard depuis 1984 et première députée conservatrice d'Egmont depuis plus de 30 ans, je suis très fière et très heureuse de prendre la parole aujourd'hui, à la Chambre des communes, pour répondre au discours du Trône.

En ma qualité de députée d'Egmont et de ministre responsable de l'ensemble du territoire de l'Île-du-Prince-Édouard, je suis chargée de représenter les intérêts de mes électeurs ainsi que de tous les résidents de l'île. Pour y parvenir, j'aspire à collaborer avec notre gouvernement provincial.

Tout comme l'ensemble des Canadiens, les Prince-Édouardiens sont préoccupés par la situation économique et par les répercussions qu'elle pourrait avoir sur eux en ces temps difficiles. Notre premier ministre a fait preuve d'un grand leadership en cette période d'incertitude économique mondiale et notre gouvernement est déterminé à protéger l'avenir du Canada.

Le discours du Trône illustre le genre de leadership éclairé et de gestion énergique sur le plan économique dont le gouvernement entend faire preuve. Nous sommes déterminés à protéger les familles canadiennes et les emplois des Canadiens en cette période de difficultés économiques.

Le 30 octobre, le m'a désigné pour devenir la première femme à occuper la fonction de ministre des Pêches et des Océans à la tête d'un ministère indépendant. Je tiens à remercier le premier ministre pour la confiance qu'il a placée dans ma capacité de m'acquitter des responsabilités de cette fonction.

Dans ce rôle de ministre des Pêches et des Océans, l'une de mes priorités consistera à réviser la Loi sur les pêches. J'invite tous mes collègues au Parlement, quelle que soit leur allégeance politique, à prendre acte de la nécessité qu'il y a de renouveler cette loi vieille de 140 ans compte tenu de la difficile situation économique que nous traversons et des répercussions qu'elle a sur tous les Canadiens et sur leurs collectivités. Je les encourage à collaborer à la formulation d'une loi qui favorisera le secteur des pêches et qui lui permettra de demeurer viable sur le plan économique.

Je vais maintenant parler de certains engagements importants pour ma circonscription qui ont été mentionnés dans le discours du Trône. Ils sont importants pour les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard qui sont confrontés à des défis uniques sur le plan économique.

Premièrement, notre gouvernement a renouvelé son engagement de soutenir les industries traditionnelles du Canada comme les pêches et l'agriculture parce que nous sommes convaincus qu'elles favorisent la santé économique d'un grand nombre de régions et de collectivités, comme à l'Île-du-Prince-Édouard. Notre gouvernement continuera d'aider ces secteurs par le biais de mesures destinées à favoriser la promotion des produits canadiens sur la scène internationale tout en aidant les entreprises à innover.

De plus, notre gouvernement a travaillé de concert avec chaque province et territoire qu'il a financé par le truchement de la Fiducie nationale pour le développement communautaire afin d'appuyer les travailleurs canadiens qui vivent dans les collectivités touchées par la volatilité des marchés économiques internationaux.

Notre gouvernement s'est engagé à accélérer la mise en œuvre du plan Chantiers Canada afin que les projets d'infrastructures municipales soient réalisés le plus rapidement possible. Nous estimons que des infrastructures modernes contribuent au renforcement de l'économie et à l'assainissement de l'environnement, ainsi qu'à la prospérité des collectivités.

L'Île-du-Prince-Édouard a déjà bénéficié du plan Chantiers Canada grâce à des sommes très attendues qui permettent la réalisation de projets d'aménagement hydraulique et de traitement des eaux dans la province. Chantiers Canada bénéficiera effectivement à l'Île-du-Prince-Édouard et aux autres provinces parce qu'il leur assurera un financement à long terme destiné à leur permettre de répondre à leurs besoins d'infrastructure. L'engagement du gouvernement en ce qui concerne le financement des infrastructures représente la plus importante promesse jamais faite sur ce plan à l'Île-du-Prince-Édouard.

En cette période difficile, les agriculteurs de la province doivent savoir ce que l'on va faire pour eux afin de garantir la viabilité de leurs exploitations, ce qui est tout aussi vrai pour le reste du Canada. Notre gouvernement continuera de soutenir fermement les secteurs qui appliquent la gestion de l'offre, ici et sur la scène internationale, dans le cadre de nos négociations.

Le gouvernement est en train de mettre en œuvre ses nouveaux programmes dans le cadre du plan Cultivons l'avenir, programmes qui sont axés sur les résultats, qui tiennent compte de l'apport de l'ensemble du secteur et qui s'articulent autour des besoins locaux. Le plus important, c'est que le plan Cultivons l'avenir est destiné à renforcer l'agriculture de demain et à favoriser la souplesse à l'échelle provinciale — élément très important —, tout en demeurant dans les limites des normes nationales, cela pour appuyer les agriculteurs et le secteur de l'agriculture au Canada.

L'Adresse

Le gouvernement a fortement appuyé l'industrie de la pêche sur l'Île-du-Prince-Édouard et dans l'ensemble du Canada. Pendant bien des années, l'industrie réclamait que l'exemption pour gains en capital s'applique aux transferts de permis. Pour la plupart des pêcheurs, cela constitue leur fonds de pension puisqu'ils n'ont aucun régime de pension. À ce sujet, notre gouvernement a honoré l'engagement qu'il avait pris envers les pêcheurs. Nous avons fourni un financement permanent plus important, soit 20 millions de dollars par année, aux ports pour petits bateaux et nous avons embauché plus de 165 nouveaux agents des pêches au cours des trois dernières années.

• (1040)

Notre gouvernement a appuyé les initiatives d'énergie éolienne sur l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui a permis à la province de devenir un chef de file en matière de production d'énergie éolienne.

Le secteur de l'aérospatial est prospère et en pleine croissance dans la province, des centaines de personnes de ma circonscription travaillant dans ce domaine.

Notre gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives visant à venir en aide aux travailleurs du Canada. La Fiducie pour le développement des collectivités, que j'ai mentionnée plus tôt, finance également diverses initiatives axées sur la formation professionnelle, le perfectionnement des compétences et l'élaboration de plans de transition pour les collectivités, qui favoriseront le développement économique et la création d'emplois.

Les gens de l'Île-du-Prince-Édouard ont fort bien accueilli l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, soit le programme fédéral-provincial d'emploi qui propose toute une gamme d'activités d'emploi aux chômeurs âgés afin de les aider à continuer de faire partie de la population active.

Les gens de la province ont également bien accueilli l'entente sur le marché du travail conclu avec les provinces afin de corriger une lacune dans les programmes, à l'intention des personnes qui ne sont pas admissibles à une formation dans le cadre de l'assurance-emploi. Cette lacune sautait aux yeux, car je parlais souvent avec des gens qui sentaient qu'ils occupaient un emploi sans avenir, mais qu'ils ne pouvaient se permettre de quitter parce qu'ils n'étaient pas admissibles à de l'aide dans le cadre du programme d'assurance-emploi.

J'aimerais aussi dire à la Chambre que parmi les initiatives mises en oeuvre par notre gouvernement, le fractionnement du revenu de pension des aînés compte parmi celles ayant reçu le meilleur accueil. Il fait une différence importante pour bien des aînés de notre province.

J'aimerais également souligner l'engagement de notre gouvernement envers les anciens combattants. Ils forment une portion importante de toutes nos collectivités et je suis fière que le gouvernement leur soit venu en aide en améliorant le Programme pour l'autonomie des anciens combattants et en créant le Bureau de l'ombudsman des vétérans.

Je m'en voudrais de ne pas remercier les électeurs d'Egmont, ainsi que les nombreux bénévoles qui m'ont épaulée sans relâche pendant la campagne électorale, qui fut un véritable exercice de démocratie et un exemple de ce qui fait du Canada un si grand pays. Il a fallu attendre la toute fin du dépouillement du scrutin pour connaître le gagnant. Mon adversaire a demandé un nouveau dépouillement, qui s'est déroulé peu après la journée des élections. Ce qui rend tout ce processus si merveilleux, c'est que personne n'a été blessé ni emprisonné, et que non seulement le nouveau dépouillement mais aussi l'ensemble de la campagne se sont déroulés de façon pacifique.

Il ne faut pas oublier que le Canada est le meilleur pays au monde pour ces raisons.

Les Canadiens peuvent être assurés que notre gouvernement fait tout ce qu'il peut pour les protéger pendant cette difficile période d'incertitude économique. À titre de ministre responsable de ma province, je suis très fière d'affirmer que je suis la voix de l'Île-du-Prince-Édouard au conseil des ministres. Notre premier ministre a fait preuve d'une grande constance en cette période de crise économique mondiale. De l'avis de tous, c'est le Canada qui est en meilleure posture pour surmonter ce ralentissement économique. Je crois que cela est dû à la clairvoyance du gouvernement et de notre très compétent premier ministre.

• (1045)

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux que la ministre ait parlé des agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Cependant, elle a parlé du premier ministre, le même premier ministre qui a laissé l'Île-du-Prince-Édouard perdre 85 p. 100 de ses éleveurs de porcs au cours de la dernière année, le même premier ministre qui n'a rien fait pour éviter que nos éleveurs de boeufs se retrouvent dans le pétrin, le même premier ministre qui a insulté les producteurs de pommes de terre et de cultures commerciales en leur offrant un sou la livre pour leurs récoltes endommagées par l'eau.

La ministre est-elle en train de dire que le premier ministre va changer son fusil d'épaule et commencer à appuyer les producteurs de pommes de terre et de cultures commerciales et les éleveurs de porcs et de boeufs de l'Île-du-Prince-Édouard, ce qu'il n'a clairement pas fait par le passé?

Je sais où les conservateurs peuvent trouver l'argent. Comme on l'a fait remarquer hier, le gouvernement conservateur a le plus gros Cabinet depuis le gouvernement Mulroney. Il compte plus de ministres que le gouvernement Mulroney. Le nouveau Cabinet a gaspillé de 20 à 30 millions de dollars pour constituer des fonds pour éventualités destinés à des fins politiques.

Vous prétendez que le premier ministre fait preuve de leadership éclairé, êtes-vous donc disposée à prendre l'engagement, aujourd'hui, de travailler à la réduction de la taille du Cabinet afin que l'argent qui finance le programme idéologique du premier ministre à des fins politiques soit dépensé de façon plus judicieuse?

Le vice-président: À l'ordre, je vous prie. J'ai entendu le député de Malpeque s'adresser à la ministre à la deuxième personne. Je lui rappelle qu'il doit employer la troisième personne en tout temps.

• (1050)

L'hon. Gail Shea: Monsieur le Président, en réponse à mon collègue de Malpeque, je signale que le gouvernement a investi 6 millions de dollars dans l'usine de transformation du boeuf à Albany. Il a également offert 12 millions de dollars aux producteurs de pommes de terre quand ceux-ci avaient désespérément besoin d'argent.

Le gouvernement a transféré plus d'argent à l'Île-du-Prince-Édouard que tout autre gouvernement dans l'histoire.

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la ministre à la Chambre, elle qui a hérité de la tâche peu enviable de diriger le ministère des Pêches et des Océans. Traditionnellement, les ministres arrivent en poste et se font dicter leur ligne de conduite par le ministère. J'espère que les choses seront différentes sous sa houlette.

L'Adresse

La côte Nord de la Colombie-Britannique a perdu plus de 80 p. 100 de sa flotte de pêche commerciale au cours des sept dernières années. Les stocks de poissons ont été décimés et l'ensemble du secteur a été mal géré par un ministère où les décisions sont prises par 1 850 bureaucrates à Ottawa, pendant que le nombre d'agents sur le terrain diminue. Nous en avons perdu 75 l'an dernier, et encore plus l'année précédente.

Ma question est très simple. La ministre est-elle disposée à procéder à la réforme fondamentale qui s'impose pour le secteur des pêches, à revoir les quotas de saumons qui ont été imposés de force aux pêcheurs et à modifier l'assurance-emploi afin que les travailleurs à terre aient accès au programme auquel ils ont cotisé? De plus, la ministre s'est-elle rendue sur la côte Nord et, dans la négative, ira-t-elle?

J'ai parlé aux propriétaires d'entreprises et aux exploitants de la côte. Ils m'ont dit qu'ils avaient fait des offres aux deux ministres précédents, mais que ceux-ci avaient refusé de rencontrer les gens touchés par les décisions prises à la Chambre.

Si la ministre veut vraiment faire les choses différemment et visiter les collectivités qui sont les plus touchées par ses décisions et celles de son ministère, se rendra-t-elle à Prince Rupert, à Haida Gwaii et dans les autres collectivités côtières pour rencontrer les personnes affectées? Je crois que cela améliorerait beaucoup les relations entre ces gens...

Le vice-président: La ministre des Pêches et des Océans a la parole.

L'hon. Gail Shea: Monsieur le Président, je puis assurer le député que j'ai été invitée pas moins d'une vingtaine de fois à visiter la côte Ouest. Je me suis engagée à m'y rendre dès que possible. Je suis impatiente de rencontrer les intervenants de l'industrie.

J'ai dit dès le départ que les principes directeurs du ministère seraient la durabilité, la viabilité économique et la consultation. Cette dernière est particulièrement importante parce qu'il est justement question de l'avenir des intervenants de cette industrie.

Par conséquent, je suis déterminée à consulter l'industrie et je brûle d'impatience de me rendre en Colombie-Britannique.

[Français]

Le vice-président: Il y a assez de temps pour une très brève question. L'honorable député de Rivière-des-Mille-Îles a la parole.

M. Luc Desnoyers (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, on annonçait ce matin la fermeture de deux usines de pièces en Ontario. On sait pertinemment bien que des centaines de milliers d'emplois ont été perdus au Québec et au Canada depuis les dernières années, et ce, dans des secteurs clés: les forêts, les communications, le secteur de l'automobile et la fabrication de pièces.

Aujourd'hui, le gouvernement se réveille en disant qu'il fera des choses, alors qu'on sait pertinemment bien que lorsque ces usines ferment, on continue de recevoir des pièces d'ailleurs dans le monde pour continuer à fabriquer des choses chez nous.

Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire pour empêcher ces fermetures afin de s'assurer que les pièces servant à la fabrication de produits chez nous soient faites chez nous?

[Traduction]

L'hon. Gail Shea: Monsieur le Président, je sais que le gouvernement s'emploie activement à conclure des ententes qui, nous l'espérons, ouvriront de nouveaux marchés aux produits canadiens. Nous ne pouvons dire aux entreprises privées quoi faire

ou quoi acheter, mais il est évident que nous encourageons l'achat de biens fabriqués au Canada.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de réagir au discours du Trône.

Avant de commencer, comme c'est mon premier discours, je tiens à exprimer ma gratitude à quelques personnes importantes. Bien que j'habite en Colombie-Britannique depuis longtemps, j'ai grandi à Ottawa. Dès ma plus tendre enfance, mes parents m'ont appris à m'intéresser à la politique et à la respecter. Ils continuent d'apprécier un bon débat sur un grand nombre de questions d'intérêt pour les Canadiens. Ce débat les enthousiasme encore plus alors que je commence à assumer mon nouveau rôle.

Mon époux, Gord, a toujours été un formidable soutien pour moi. Il en a encore donné la preuve en célébrant notre 25^e anniversaire de mariage dans un débat public tenu en pleine campagne électorale.

Je remercie également mes enfants, Scott, Jamie et Alison. Même s'ils mènent une vie bien remplie à l'université, ils n'ont pas hésité à investir bénévolement et sans compter leur temps et leur énergie, en particulier par le biais du cyberspace politique. Ils me disent que c'est la façon de rejoindre les jeunes, et je ne ménagerai aucun effort pour y parvenir au cours de mon mandat.

L'énergie et l'engagement dont mon directeur de campagne et tous les bénévoles ont fait preuve tout au cours de la campagne me donnent une leçon d'humilité. Je tiens bien sûr à remercier mes électeurs de Kamloops—Thompson—Cariboo qui m'ont accordé leur confiance en m'élisant pour les représenter. J'ai beaucoup de chance de représenter une aussi belle circonscription et je compte bien mettre toutes mes connaissances et mon énergie à profit pour représenter dignement tous mes électeurs.

Je ne suis pas à la Chambre depuis longtemps, mais j'ai déjà eu l'occasion de me rendre compte que mes collègues ont tous des antécédents exceptionnels. Cela ne peut qu'enrichir les débats qui ne manqueront pas de se présenter à mesure que nous ferons face aux nombreux défis. J'ai moi-même quitté Ottawa il y a 27 ans et j'ai passé toutes ces années à travailler sur un front de taille du charbon dans des collectivités urbaines, rurales et éloignées. La politique ne faisait pas partie de mon parcours, mais c'est devenu pour moi une bonne occasion de partager mes années d'expérience et de réflexion avec mes collègues.

J'aimerais maintenant faire quelques observations d'ordre général sur le discours du Trône et je me pencherai ensuite sur certains points qui m'intéressent tout particulièrement.

Notre monde devient de plus en plus complexe, tant au niveau de l'environnement, que des marchés financiers mondiaux et des soins de santé. Nous ne vivons plus dans le monde beaucoup plus simple de nos arrière-grands-parents. Comme Plsek l'a souligné, les méthodes traditionnelles de règlement des problèmes ne sont plus efficaces. Même l'univers mécanique de Newton dans lequel les problèmes peuvent être décomposés, analysés et résolus grâce à des déductions rationnelles est dépassé.

L'Adresse

Il va sans dire que notre système financier est un système global et que bon nombre de personnes et de pays ont la liberté d'agir de manière souvent imprévisible. Ces actions nous touchent tous en tant que pays. Nous sommes tous reliés entre nous. Les mesures prises par l'un d'entre nous modifient la donne pour les autres. Dans cette optique, le discours du Trône reconnaît la gravité de la situation économique dans laquelle nous nous trouvons, l'importance de travailler en collaboration et la nécessité de pouvoir nous adapter.

Le niveau de complexité des problèmes auxquels nous faisons face exige que nous essayions plusieurs approches et que nous prenions nos décisions en nous basant sur ce qui se produit autour du monde et en adoptant les stratégies qui semblent les plus efficaces.

Dans leurs commentaires au sujet du discours du Trône, les députés de l'opposition ont parlé de l'absence d'un plan détaillé. C'est complètement faux. Bien que je ne sois pas économiste, l'approche proposée dans le discours du Trône reconnaît la gravité de la situation et constitue une solution tout à fait appropriée pour faire face à un problème très complexe.

La question de l'accessibilité aux soins de santé et de leur efficacité est depuis toujours une partie intégrante de mon éducation et de ma carrière et demeurera toujours chère à mon cœur. Il est important que tous les députés se rappellent que notre système de santé constitue l'une des plus grandes préoccupations des Canadiens. Il faut comprendre également les défis auxquels sont confrontées les provinces aux prises avec une demande croissante. C'est pourquoi j'ai vivement apprécié l'engagement pris dans le discours du Trône de continuer à verser des transferts à long terme, équitables et prévisibles.

Nous devons cependant tous reconnaître que notre système de santé ne peut poursuivre une croissance exponentielle en accaparant une part de plus en plus grande du budget. J'appuie donc notre engagement à recourir à des mesures innovatrices pour s'attaquer aux maladies cardiaques, pulmonaires et neurologiques, et à prendre appui sur les travaux de la Commission de la santé mentale du Canada. Il est important de souligner le mot « innovatrices ». Deux exemples concrets issus de ma circonscription me viennent à l'esprit; ils indiquent comment l'engagement du gouvernement fédéral à faire preuve d'innovation a jeté les bases d'un changement innovateur, systémique, et permis de réduire la demande de soins actifs coûteux.

• (1055)

Le premier concerne une aide spéciale pour les maladies cardiaques. Les fonds provenant d'Inforoute Canada pour les personnes vivant avec une insuffisance cardiaque congestive ont permis de créer un programme-pilote de surveillance à domicile. Les patients rentraient chez eux munis d'équipement spécial pour surveiller leur état de santé et ils pouvaient téléphoner à un spécialiste en cas de besoin. Les résultats furent extrêmement encourageants, car le programme a permis de réduire le nombre d'hospitalisations et d'accroître la confiance des malades.

Le second exemple concerne une approche innovatrice pour soigner les maladies pulmonaires, qui, soit dit en passant, représentent un autre lourd fardeau financier que doit assumer notre système de soins actifs. Le Fonds fédéral pour l'adaptation des soins de santé primaires a permis à des inhalothérapeutes et d'autres professionnels de travailler avec les médecins de famille en appuyant la prévention, les diagnostics précoces, la lutte contre le tabagisme et l'activité physique. Ici aussi, le programme a eu un impact considérable et positif sur les malades.

Dans ces deux exemples, c'est l'argent du fédéral qui a permis de mettre à profit les nouvelles approches. En fin de compte, la

prévention et l'innovation seront cruciales pour la viabilité à long terme de notre système de soins de santé.

Les administrations locales doivent constamment composer avec les différents besoins d'infrastructures de base. Les demandes sont nombreuses et les files d'attente longues pour la construction d'usines de traitement des eaux usées dont on a un besoin urgent, et les coûts trop élevés pour pouvoir aller de l'avant avec ces projets sans l'aide des gouvernements fédéral et provincial.

Il est ironique pour une administration locale de se voir délivrer une ordonnance par un médecin hygiéniste l'intimant de moderniser son réseau d'alimentation en eau ou de se faire reprocher par le ministère de l'Environnement d'avoir excédé son permis de déversement des eaux usées, mais de ne pas pouvoir compter sur l'aide financière du gouvernement.

Kamloops—Thompson—Cariboo comporte trois autoroutes transnationales et il arrive trop souvent que nous ayons à composer avec des tragédies et des décès en raison d'accidents sur certains des tronçons les plus dangereux de nos routes. Les engagements énoncés dans le discours du Trône à l'égard du plan Chantiers Canada vont non seulement répondre à nos besoins en infrastructures critiques, mais également constituer un important stimulant économique durant cette période de défis.

Gouverner, c'est plus que d'administrer isolément des ministères. Souvent, les intérêts se chevauchent et il est possible de multiplier les gagnants. Il existe de nombreuses façons de respecter l'engagement du discours du Trône visant l'introduction de politiques raisonnables susceptibles de rendre la consommation plus écologique.

Par exemple, j'ai loué hier à la Chambre le partenariat entre notre gouvernement, l'organisme Conservation de la nature Canada et l'un des grands ranchs de notre région, qui fait en sorte que, désormais, plus de 8000 acres de prairies fragiles servant de milieu de vie à un grand nombre d'espèces menacées seront conservés. Cette réussite illustre bien que la protection de l'environnement peut englober d'autres intérêts.

J'ai bon espoir que, dans les mois à venir, nous pourrions faire preuve de beaucoup de créativité en venant en aide à des secteurs en difficulté comme le secteur forestier. Notre gouvernement fait confiance aux capacités d'adaptation des Canadiens et de nos industries et sa stratégie en tient compte.

Ma réponse au discours du trône ne serait pas complète si je n'accordais pas une place aux peuples autochtones du Canada et aux nombreuses bandes établies dans ma circonscription. Le gouvernement s'est imposé une obligation critique: celle de faire en sorte que les Canadiens d'origine autochtone participent pleinement et avantageusement à l'économie.

Kamloops est fière d'être le siège de la Commission de la fiscalité des Premières nations, qui a lancé officiellement ses activités le 1^{er} juillet 2007. Le rôle de la commission, selon elle, consiste à aider à réduire les obstacles au développement économique sur les territoires des Premières nations, à donner plus de certitude aux investisseurs et à permettre aux Premières nations de participer à leurs économies régionales. La CFPN aura pour rôle essentiel de combler le vide institutionnel qui a empêché les Premières nations de participer à l'économie de marché.

J'ai eu le grand plaisir de rencontrer le commissaire en chef de la CFPN et de l'entendre exposer avec enthousiasme sa vision des mesures que prendrait la commission pour aboutir à des améliorations pratiques et mesurables en allant au-delà des engagements.

L'Adresse

Je remercie la Chambre de l'occasion qui m'est donnée d'intervenir ici à l'appui du discours du Trône. Après avoir suivi le débat au cours des six derniers jours, Je suis convaincu que, même si nous sommes de partis différents, bon nombre des objectifs que nous proposons aux Canadiens sont les mêmes. Il se peut que nos avis soient partagés sur la façon de réaliser ces objectifs, mais les Canadiens s'attendent à ce que nous soyons disposés à considérer toute idée à sa juste valeur.

• (1100)

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole. Je félicite la députée de son élection à la Chambre.

J'apprécie ses remarques sur le secteur forestier. De nombreux emplois ont disparu dans le Nord de l'Ontario et bien des familles de travailleurs sont actuellement en difficulté. Ce sont souvent des personnes qui n'ont plus droit à l'assurance emploi, et nous souhaiterions qu'on mette en place une stratégie pour elles.

La question que je pose à la députée porte donc précisément sur le secteur forestier. Se joint-elle à moi pour réclamer un sommet national sur la foresterie dans un avenir proche afin de voir avec tous les intervenants comment on peut améliorer la situation?

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, je félicite moi aussi mon collègue pour son élection. Le secteur forestier est une préoccupation vitale pour notre communauté. C'est une industrie importante dans ma circonscription, où il y a de nombreuses scieries. Ce sont des gens qui ont bien apprécié l'aide qui leur a été apportée grâce au plan d'action contre le dendroctone du pin dans l'Ouest.

Je suis convaincue que tout le gouvernement va continuer à apporter des solutions positives au problème du secteur forestier.

• (1105)

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je félicite moi aussi la députée de son élection. Je suis heureux qu'elle manifeste au moins un peu de compassion pour les industries en difficulté, car il y en a beaucoup actuellement.

Le discours du Trône est plein de belles paroles, mais tout le monde sait bien que ce n'est qu'une esquisse, un simple document superficiel. Le président élu des États-Unis, bien qu'il ne soit pas encore entré en fonction, a récemment évoqué un train de mesures pour stimuler ces industries. Ce que laisse entendre le gouvernement conservateur, en dépit de certains arguments valables dans le discours du Trône, c'est qu'il n'est pas question de telles mesures de relance dans l'immédiat.

La députée est-elle prête à faire pression sur le gouvernement pour qu'il s'en occupe? Les gens sont au chômage, les entreprises forestières ont fermé leurs portes en bien des endroits, le secteur de l'automobile et le secteur agricole sont en difficulté. Nous sommes en crise, et le gouvernement ne peut pas continuer à attendre.

La précédente intervenante, la ministre des Pêches et Océans, avait raison de dire qu'on a affecté 6 millions de dollars d'aide au secteur du boeuf, à cette nuance près que ce montant n'a pas encore été versé, alors qu'il a été engagé en février de l'année dernière.

C'est très bien d'affecter des crédits, mais ils ne servent à rien tant que l'argent n'est pas versé concrètement. La députée va-t-elle encourager le gouvernement à passer à l'action et à verser tout cet argent dans le cadre d'un train de mesures de relance?

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, il est très important de rappeler que nous avons mis en place un train de mesures de relance. Nous avons pris les devants. Nous avons réduit la TPS. Nous avons réduit les impôts sur le revenu des petites entreprises,

des particuliers et des grandes sociétés. Quelques-uns des pays de l'OCDE suivent notre exemple. Notre situation est meilleure, par rapport à la leur.

J'attire aussi l'attention sur le fait que Chantiers Canada témoigne de l'engagement sans précédent que nous avons pris à l'égard des infrastructures au Canada.

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la Chambre à ma collègue de Kamloops.

Le gouvernement a eu besoin de 18 mois pour définir le processus de traitement des demandes dans le cadre du fonds d'action pour enrayer l'infestation de dendroctones du pin en Colombie-Britannique dont la députée vient de parler. Le gouvernement a qualifié la situation de crise, mais il l'a traitée tout autrement. Pendant un an et demi, les collectivités ont eu des tas d'idées de développement économique que le gouvernement aurait pu financer adéquatement presque instantanément.

Lorsqu'il a été interrogé à ce sujet par l'Union des municipalités de la Colombie-Britannique, le ministre a dit qu'il n'était pas au courant de cela. Il a demandé pourquoi les collectivités ne s'étaient pas reprises pour proposer une initiative réalisable.

Le gouvernement est-il prêt à donner suite aux promesses qu'il fait dans ses annonces plus rapidement que...

Le vice-président: La députée de Kamloops—Thompson—Cariboo a la parole.

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, après les années d'inaction du gouvernement libéral dans le dossier du dendroctone du pin qui décime des forêts dans l'Ouest, je suis fière du bilan de notre gouvernement sur ce front. Nous recyclons les travailleurs forestiers. Les déchiqueteuses fonctionnent à plein régime. Nous avons instauré plusieurs mesures. Nous avons un programme de diversification des économies des petites collectivités.

Alors que le gouvernement précédent n'a rien fait dans ce dossier, un gouvernement minoritaire a mis en oeuvre, durant son court règne de 30 mois, plusieurs mesures de soutien de ces collectivités.

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai le temps dont je dispose avec le député de Scarborough-Centre.

C'est avec modestie que je prends la parole dans cette enceinte pour remercier la population d'Etobicoke-Nord qui m'a fait le plus grand honneur de ma vie. Je promets de servir ma collectivité avec humilité et au meilleur de mes capacités, comme Roy Cullen l'a fait avant moi. La collectivité d'Etobicoke, où je suis née, où j'ai grandi et où j'ai choisi de vivre, est très jolie, historique et fière.

Dans les années 1830, John Rowntree a accueilli sa famille au Canada avec le rêve d'une nouvelle vie, d'un nouveau départ et d'un véritable espoir en l'avenir. Depuis, Etobicoke-Nord a accueilli des gens de partout dans le monde et, aujourd'hui, elle est un microcosme du monde. Nous y fêtons la Caribana, qui est une célébration de la culture antillaise, le Diwali, qui est le festival des lumières, et l'Eid, la fête du sacrifice. Nous avons des célébrations dans nos églises, nos gurdwaras, nos mosquées et notre magnifique mandir, un cadeau fait à notre collectivité et à tout le Canada.

L'Adresse

Nous sommes fiers d'être une des circonscriptions les plus multiculturelles de tout le Canada. J'invite tout le monde à venir faire l'expérience de notre diversité et de nos riches attraits. La circonscription est la cinquième sur 308 pour la diversité avec 74 p. 100 d'habitants qui sont des Canadiens de première génération nés dans des collectivités assyrienne, italienne, indienne et somalienne.

Malheureusement, nous avons aussi des défis à relever. Près de 20 p. 100 des habitants de la circonscription ne sont pas encore citoyens canadiens. Ils sont confrontés au défi de la réunification des familles et aux barrières linguistiques et professionnelles. Près de 25 p. 100 de nos familles sont monoparentales et ce parent unique a souvent deux emplois pour parvenir à nourrir sa famille. Près de 20 p. 100 des gens de la circonscription travaillent dans le secteur manufacturier, ce qui la classe au deuxième rang à cet égard au Canada. En contraste, seulement 5 p. 100 travaillent dans la gestion. Nous avons besoin de véritables investissements dans nos familles et nos collectivités, particulièrement en cette période de ralentissement économique.

L'Organisation de coopération et de développement économiques prédit que le Canada se situera à l'avant-dernier rang des pays industrialisés pour ce qui est du taux de croissance. L'économie doit être notre première priorité et nous devrions nous assurer que l'argent commence à arriver dès maintenant. Nous devons investir dans l'infrastructure et le secteur manufacturier afin de maintenir l'activité économique canadienne, de maintenir les emplois et de protéger les économies des personnes âgées.

En même temps, nous devons aussi protéger nos citoyens les plus vulnérables, soit les 550 000 ménages torontois qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Il serait donc prudent de tirer des leçons de la situation que vivent les entreprises et de comprendre que les initiatives sociales et environnementales rapportent.

Nous devons investir dans nos familles puisque dépenser pour nos enfants est bien avisé. Les chercheurs canadiens calculent que chaque dollar investi dans les enfants rapporte le double. Les chercheurs américains pour leur part affirment que les investissements dans les familles à faible revenu rapportent trois ou quatre fois les sommes investies.

En tant qu'ancienne vice-présidente de l'organisme Toronto Foundation for Student Success, je connais le visage de la pauvreté dans la plus grande ville du Canada. J'ai vu moi-même des enfants qui engloutissent leur petit-déjeuner parce qu'ils n'ont rien mangé depuis le déjeuner de la veille. Les retombées économiques de l'investissement dans nos familles sont importantes.

● (1110)

Parmi les mesures ciblées qui sont clairement rentables, on compte notamment les services d'éducation préscolaire et de garde, les programmes d'enseignement secondaire pour les étudiants qui risquent de décrocher, l'accroissement de l'accès à l'enseignement universitaire et l'amélioration de la reconnaissance des titres de compétence étrangers.

J'en ai assez de rencontrer des médecins, des ingénieurs et des professeurs d'université qui meurent d'envie de travailler dans leur domaine, mais qui travaillent plutôt comme chauffeurs de taxi ou préposés dans un centre d'appels. Je suis particulièrement découragée parce que les nouveaux Canadiens nous offrent un lien direct vers les marchés étrangers et que nous manquons tellement de médecins, surtout en médecine familiale et en gériatrie, que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de marginaliser aucun de nos citoyens.

Nous devons aussi investir dans la santé de nos aînés. D'ici 2025, 7,5 millions de Canadiens auront plus de 65 ans et le vieillissement de la population a d'énormes répercussions sur le Canada. La plupart des personnes âgées seront incapables de payer ne serait-ce qu'une fraction des coûts liés aux soins de santé qu'elles encourent, puisqu'un séjour à l'hôpital coûte en moyenne 7 000 \$ et ce chiffre n'inclut pas les soins d'urgence ni les soins cardiaques. Deux des plus grands défis que nous devons relever consistent à faire en sorte que nos aînés soient en bonne santé, indépendants et mobiles et à prévenir et différer les maladies.

Pour terminer sur ce sujet, l'Organisation mondiale de la santé prédit qu'une pandémie de grippe est inévitable, sinon imminente, et qu'elle causera entre 2,7 et 7,4 millions de décès dans le monde. On estime les coûts de cette pandémie à 5 p. 100 du PIB mondial, soit 3 billions de dollars.

Nous devons aussi investir dans la réduction de la violence. Nous ne pouvons plus accepter le statu quo, le coût humain et économique des meurtres d'enfants par d'autres enfants ou de la violence contre les familles. Chaque agression est une source de douleur indescriptible pour les familles, crée l'instabilité dans les collectivités, entrave le développement des centres d'affaires et mine la confiance à l'endroit du gouvernement. Chaque agression entraîne des coûts sur le plan économique.

Seulement aux États-Unis, on estime que la violence liée aux armes à feu coûte 155 milliards de dollars par année, et le coût à vie pour les victimes se situe entre 37 000 \$ et 42 000 \$. Il faut dépenser des milliards de dollars pour répondre au problème de la violence, argent qui pourrait être consacré à l'éducation, aux soins de santé et à la sécurité sociale.

Les mesures préventives sont un bon investissement, avec un rendement souvent beaucoup plus élevé que les coûts. Les avantages économiques découlant des interventions visant les jeunes contrevenants sont souvent plus de 30 fois plus grands que les coûts.

Enfin, nous devons investir dans l'environnement. La réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution et du gaspillage contribue à sauver notre planète, à sauver des vies et à nous faire économiser de l'argent. Nous ne pouvons plus faire comme si les changements climatiques n'existaient pas. Ils sont bien réels, ils sont en train de se produire et ils seront peut-être l'enjeu le plus important de notre génération.

D'ici 2100, soit du vivant de nos enfants, les températures hivernales monteront en flèche dans le Nord canadien, les glaciers reculeront et le pergélisol fondra. Les scientifiques prédisent que cela entraînera des coûts économiques, environnementaux et sociaux énormes. Il est très difficile d'estimer ces coûts, mais un groupe de compagnies d'assurances les ont récemment chiffrés à 300 milliards de dollars par année.

Les scientifiques prédisent également que la réduction des émissions de gaz à effet de serre aura des avantages accessoires, dont 5 000 décès prématurés de moins dans l'ensemble du pays ainsi que des économies de 1 milliard de dollars au chapitre des visites dans les salles d'urgence, des hospitalisations et des jours de travail perdus dans la seule province de l'Ontario.

● (1115)

En terminant, je promets de défendre les intérêts des familles de ma circonscription que j'aime tant, Etobicoke-Nord, et de ne ménager aucun effort pour faire valoir leurs préoccupations. Je promets de défendre énergiquement les intérêts du Canada. J'aime mon pays.

L'Adresse

Chaque fois que je traverse la frontière ou que l'avion atterrit lorsque je reviens de l'étranger, je ressens un bonheur immense à l'idée de rentrer chez nous. Quand je vivais à l'extérieur du pays, je sentais l'appel de la patrie lorsque j'entendais notre hymne national.

● (1120)

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à ma collègue. C'est la députée de mes parents. J'espère donc qu'elle travaillera fort, et je lui souhaite bonne chance.

La députée a beaucoup parlé des changements climatiques. Étant une nouvelle députée, elle ne porte pas nécessairement tout le passé de son parti dans ce dossier. Elle doit tout de même assumer une certaine responsabilité concernant les politiques et l'idéologie du parti. Je parle notamment des centaines de millions de dollars que le gouvernement fédéral a versés au secteur de l'automobile de l'Ontario sans aucune obligation ni demande particulière concernant la construction de véhicules verts.

Je me souviens d'avoir supplié le ministre de l'Environnement de l'époque, qui est maintenant son chef, de poser des conditions avant l'attribution de subventions pour amener les grands de l'automobile à construire les voitures de l'avenir et non les voitures du passé. Il m'avait répondu qu'il était dans l'impossibilité de le faire et qu'il ne voulait pas le faire.

L'idéologie du Parti libéral a-t-elle changé concernant l'économie et l'environnement? Ces deux questions doivent aller de pair. Ce sont les deux facteurs les plus critiques dans cet énorme problème propre à notre génération. Tout versement d'argent, toute forme d'encouragement ou toute politique d'Ottawa doit être accompagné d'exigences sur les plans économique et environnemental, afin qu'on respecte les objectifs fixés et qu'on ne se retrouve pas avec une catastrophe causée par les changements climatiques qui aura été engendrée par son parti et les précédents gouvernements du Canada.

Mme Kirsty Duncan: Monsieur le Président, je servirai les parents du député au mieux de mes compétences.

Je ne peux pas parler du passé concernant les changements climatiques. Le Parti libéral a signé l'accord de Kyoto. L'environnement et l'économie sont inextricablement liés, et le programme que nous proposons au cours de la dernière campagne est très clair à ce chapitre. Nous devons cependant parler du futur. Le problème des changements climatiques et de ce que l'on fera à ce sujet devrait être traité par le gouvernement.

[Français]

M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter la nouvelle députée d'Etobicoke-Nord de sa prestation.

Dans son allocution, ma collègue a abordé trois sujets qu'on retrouve dans le discours du Trône, et le premier est l'environnement. On sait que le discours du Trône s'engage à faire en sorte que 90 p. 100 de l'énergie produite au Canada le soit de façon propre. C'est donc un pas dans la bonne direction pour faire de notre pays un chef de file en matière de développement durable.

Ensuite, elle a mentionné l'importance d'investir dans les infrastructures. Or on retrouve précisément dans le discours du Trône une volonté ferme d'investir dans les infrastructures canadiennes, une façon d'améliorer la qualité de vie de nos collectivités tout en stimulant la croissance économique en cette période que nous connaissons.

Enfin, comme il y a beaucoup d'immigrants dans la communauté de ma collègue, j'aimerais savoir ce qu'elle pense du fait que le

discours du Trône s'engage à reconnaître les titres de compétence étrangers. À mon avis, cela intéressera beaucoup les gens de sa communauté. Alors, quelle est sa position face au discours du Trône? A-t-elle l'intention d'appuyer ces trois excellentes mesures que l'on retrouve dans le discours du Trône?

[Traduction]

Mme Kirsty Duncan: Monsieur le Président, à titre d'ancienne universitaire spécialisée en météorologie, en climatologie et en changements climatiques et de principale auteure nord-américaine au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui a reçu le prix Nobel, j'aimerais savoir quel point de référence le député utilise pour mesurer les réductions de gaz à effet de serre et de quel ordre seront ces réductions. Le point de référence est important, et je voudrais savoir jusqu'à quel point la réduction sera moindre que celle qui devait être accomplie selon le protocole de Kyoto d'ici 2012.

En ce qui concerne les infrastructures, nous avons besoin de l'argent dès maintenant. Combien d'argent compte-t-on investir? À qui iront les gros projets?

● (1125)

Le vice-président: La période allouée aux questions et aux observations est terminée.

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais commencer mon intervention dans ce débat comme les autres députés l'ont fait, c'est-à-dire en remerciant certaines personnes. C'est la première occasion que j'ai de prendre la parole devant la Chambre depuis les élections. Je remercie les gens de Scarborough-Centre d'avoir décidé encore une fois, dans leur sagesse, que j'étais digne de les représenter au cours de la 40^e législature. J'ai été élu pour la première fois en vue de la 35^e législature. C'était il y a longtemps. Cinq autres élections ont eu lieu depuis. J'en suis à mon sixième mandat. C'est avec humilité que je remercie les électeurs de Scarborough-Centre.

Je remercie mes bénévoles également. Ils ont été présents jour après jour pour m'aider à remporter une autre victoire. Je voudrais remercier les gens de mon association de circonscription. Ils se sont occupés des questions administratives, et ils n'ont pas ménagé leurs efforts. Mais, je m'en voudrais de ne pas remercier surtout ma famille, à commencer par ma femme Mary, qui a été la dynamo de la campagne, encore une fois. Je remercie mes enfants: notre fille Irene et son mari Tony; mon petit-fils George et ma petite-fille Maria; notre fils Paul, nouvellement marié à Christina; notre fils cadet Daniel. Je remercie tous les autres, et je m'engage devant eux encore une fois à faire entendre leurs voix à travers la mienne et à défendre leurs points de vue.

Avant le déclenchement des élections et ce débat, je me suis demandé ce que nous devions faire. J'ai consulté mes concitoyens et de nombreuses personnes de mon entourage en sachant que ce débat aurait lieu dès l'ouverture du Parlement. Comme je l'ai demandé par le passé, qu'est-ce qu'un discours du Trône? L'autre jour, j'ai répondu à un autre député qu'un discours du Trône donne un aperçu général de ce que le gouvernement compte faire. Il ne contient rien de précis. Voilà pourquoi il est souhaitable de tenir un vote, mais nous devrions en faire un vote de confiance étant donné qu'il n'y a rien de précis dans ce discours.

L'Adresse

Qu'ai-je fait pendant la campagne? J'ai répondu aux demandes des citoyens. Ils m'ont dit qu'ils vivaient une période très difficile et très éprouvante. Ils m'ont demandé de préciser certains faits afin qu'ils puissent porter un jugement. Mes adversaires du Parti conservateur ont publié des pamphlets contenant des images et des déclarations incendiaires dont je préfère ne pas parler. Ces déclarations étaient inexactes. Toutefois, nous vivons en démocratie. Laissons les citoyens en juger.

Depuis 15 ans que je siége comme député, je me suis constitué toute une base d'information. Je suis allé la consulter. Il ne s'agissait pas de déclarations du député de Scarborough-Centre ni celles d'autres gens. Il s'agissait des faits publiés par les médias. C'est ce qui a été publié et que vous avez pu lire vous-même, monsieur le Président, en tant que député, comme n'importe quel citoyen. J'ai pu voir que nous avons hérité d'un déficit de 43 milliards de dollars, que nous avons réduit la dette de près de 60 milliards de dollars et que nous avons abaissé le ratio dette-PIB de 68,5 p. 100 à 38 p. 100, comme le Parti conservateur le dit aujourd'hui. Je me réjouis qu'il l'ait souligné.

Notre gouvernement libéral a déposé huit budgets équilibrés de suite. Avant les élections, le premier ministre a dit que nous devons aller aux urnes parce que le Parlement ne fonctionnait pas bien. Les Canadiens ont demandé pourquoi il ne fonctionnait pas bien. Lorsqu'ils m'ont posé la question, je leur ai dit qu'il y avait effectivement des problèmes au niveau des comités parce qu'il y a eu des perturbations. Des présidents de comités ont quitté leur poste et nous n'avons pas pu faire notre travail, si c'est ce dont le premier ministre parlait.

Le gouvernement a présenté des mesures législatives, par exemple dans le domaine de la criminalité et de la justice. Mon adversaire a dit que nous avons constamment fait de l'obstruction. Toutefois, j'ai vérifié et j'ai remarqué que, curieusement, j'ai voté pour chacun des projets de loi contre la criminalité. Pourquoi n'ont-ils pas été adoptés? C'est parce que le premier ministre a prorogé le Parlement.

• (1130)

Je peux dire qu'effectivement, nous voulions faire des choses, mais que nous avons les mains liées en 1993 et en 1994. J'ai lu, l'autre jour, une belle déclaration de l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, que nous connaissons tous. C'est un économiste de renom et de réputation internationale. En Ontario, nous avons cherché, avec le premier ministre de la province et les maires, à investir dans l'infrastructure, et c'est devenu un de nos programmes, en 1993, après notre arrivée au pouvoir. Cela a créé beaucoup d'emplois et stimulé l'économie. David Dodge a déclaré à London, en Ontario, que le moment est bien choisi pour construire les ponts, construire les routes que nous avons négligées sur le plan politique dans les années 1990 parce que nous n'avions pas d'argent.

Il a bien dit que c'était « parce que nous n'avions pas d'argent ». Notre pays était officieusement en faillite et nous avons donc dû assainir nos finances, relancer l'économie, après quoi nous avons fait les investissements que nous nous étions engagés à faire, par exemple dans le programme canadien d'infrastructure.

Je sais que dans ma région, celle de Scarborough-Centre, les décisions ont été prises au niveau local. On a demandé à la ville de Scarborough ce dont elle avait besoin. Elle a établi quels étaient ses besoins et nous l'avons aidé à y répondre, chacun des partenaires assumant un tiers du coût.

J'ai examiné la liste pour relever ce qui était important, et d'après mes électeurs, ce sont les soins de santé. Mes collègues se

souviendront que, juste avant les élections, des sondeurs avaient demandé à la population ce qu'elle estimait être les trois enjeux les plus importants sur lesquels elle se prononcerait en cas d'élections immédiates. Le tout premier enjeu, avec 79 p. 100, c'est-à-dire très important, était les soins de santé; le deuxième, avec 75 p. 100, soit très important, était l'économie et le troisième, avec 61 p. 100, très important aussi, était l'environnement. Eh bien, je suis d'accord avec les Canadiennes et les Canadiens.

Ceux qui me connaissent dans cette vénérable chambre depuis 15 ans maintenant savent que je ne cesse de répéter que la santé est et demeurera l'enjeu le plus important au Canada.

En entendant les témoignages des pdg du secteur de l'automobile aux États-Unis, l'autre jour, je me suis souvenu que nous avons accueilli également des cadres de cette industrie à notre comité, quand j'étais secrétaire parlementaire responsable du secteur. Savez-vous à quoi ils attribuaient la compétitivité du Canada et le fait que leur secteur se portait bien? À notre système de soins de santé.

Et puis, il y a eu des déclarations officielles de députés conservateurs. S'ils pouvaient agir à leur guise, comme Mike Harris et les siens, ils privatiseraient les soins de santé. Je n'invente rien. C'est exactement ce qu'ils ont dit, notamment dans des entrevues publiques.

J'ai donc parcouru cette liste et j'ai relevé ces aspects à l'intention de mes électeurs, et je leur ai rappelé que l'investissement le plus important dans le domaine de la santé, 58 milliards de dollars, avait été réalisé par le gouvernement libéral à la suite du rapport Romanow. Dans une entrevue avec Peter Mansbridge, M. Romanow a déclaré que les Libéraux avaient non seulement comblé ses attentes, mais qu'ils les avaient surpassées. Nous avons rempli cet engagement envers les Canadiens. Dans les infrastructures, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons réalisé des investissements sans précédent.

Mes électeurs m'ont aussi invité à demander à l'actuel premier ministre pourquoi il était revenu sur certains de ses engagements. Je leur ai demandé de quels engagements ils voulaient parler. Ils m'ont demandé de les ressortir. Ils ont notamment insisté sur le fait qu'il fallait absolument faire la lumière sur le scandale des manoeuvres de transfert de la campagne électorale précédente et ils continuent d'ailleurs à poser des questions à ce sujet. Je leur ai répondu que j'étais d'accord avec eux, mais que les activités du comité avaient été suspendues. Si nous croyons en la démocratie, il nous faudra bien étudier cette question et aller au fond des choses.

Les Canadiennes et les Canadiens veulent savoir ce qui s'est passé dans le cas de Chuck Cadman, ancien député aujourd'hui décédé. Ils veulent savoir pourquoi les fiducies de revenu ont fait l'objet de la plus forte hausse d'impôt, soit 31 p. 100, et pourquoi des personnes âgées ont perdu le revenu sur lequel elles comptaient. Les Canadiennes et les Canadiens veulent savoir pourquoi, aujourd'hui, le gouvernement ne débloque pas les fonds qui avaient été réservés pour les travaux d'infrastructure.

Il est absolument impossible, en 10 minutes, de dire tout ce que l'on a à dire, mais je serai heureux de répondre aux questions que les députés voudront bien me poser.

• (1135)

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député de sa réélection à la Chambre des communes.

L'Adresse

Le député a abordé bon nombre de questions. Il a entre autres fait mention de l'infrastructure à quelques reprises. Il sait certainement, comme moi et tous nos collègues de la Chambre, que compte tenu des réductions d'impôt de 7,3 milliards de dollars, le gouvernement n'a pas prévu de nouveaux fonds pour l'infrastructure. Le député a également indiqué que le Canada s'apprête à alourdir sa dette. Or, l'annulation des réductions d'impôt contribuerait grandement à éviter cet écueil. En passant, je signale que les réductions d'impôt avantagent les sociétés les plus rentables au Canada, non les petites entreprises et celles qui sont en difficulté.

De toute évidence, le député estime que son parti dirigerait beaucoup mieux le gouvernement. Par conséquent, je lui pose une très simple question. Pourquoi appuie-t-il le discours du Trône?

M. John Cannis: Monsieur le Président, nous l'appuyons parce que nous y avons apporté une modification, parce que, aujourd'hui, les Canadiens n'ont pas les moyens de dépenser un demi-milliard de dollars pour de nouvelles élections, parce que, comme je l'ai dit dans mon intervention, le discours du Trône donne un aperçu général des intentions du gouvernement. Il ne s'agit pas d'un budget. Il ne propose rien de très précis. Ce serait non seulement injuste pour les Canadiens de le rejeter, mais également peu judicieux. Ce serait donner un mauvais exemple à ceux qui nous regardent. Les Canadiens nous ont demandé de coopérer. Je pense que l'actuelle équipe libérale se montre disposée à collaborer, à donner au gouvernement l'occasion de présenter un programme plus étoffé.

Pour ce qui est de l'infrastructure, le député demande pourquoi. Nous avons fait nos preuves. Nous avons un bilan qui se passe de commentaires, non un bilan que nous avons nous-mêmes concocté. Il repose sur des faits, non sur des insinuations.

Permettez-moi également de signaler que, en matière d'infrastructure, dans le budget de 2005, le gouvernement libéral a renouvelé le programme d'infrastructure municipale rurale, le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et le programme d'infrastructure frontalière et la Fiducie d'investissement pour les transports en commun. Nous avions prévu verser 11,5 milliards de dollars entre 2007 et 2014, mais le gouvernement conservateur a malheureusement annulé ces investissements. Quelle formule avions-nous retenue? Nous avons opté pour une formule équilibrée correspondant à la philosophie des libéraux.

M. Brian Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, nous, qui siégeons de ce côté-ci, avons le plus grand respect pour le député en sa qualité d'ancien secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie. Il va sans dire qu'il connaît bien le dossier.

Le député a sûrement lu ou vu à la télévision que des émissaires du gouvernement sont allés à Washington. Comme le député a travaillé avec des ministres de l'Industrie de premier plan, des ministres libéraux efficaces, que pense-t-il du fait que ces émissaires n'ont pu rencontrer personne d'influent à Washington? Que pense-t-il du fait qu'aux États-Unis, le plan de sauvetage, comme on appelle le train de mesures visant à stimuler l'économie, parle de pourcentages du PIB qui, en dollars canadiens, représentent des milliards de dollars? Et si on n'annonce pas aujourd'hui un programme pour stimuler l'économie pour les travailleurs, les épargnants et les retraités qui en ont besoin, un programme de plusieurs milliards de dollars à l'intention des Canadiens, que pensera le député compte tenu de son expérience?

M. John Cannis: Monsieur le Président, je n'étais vraiment pas prêt pour cette question, mais je dirai que ce petit voyage a été effectué en catimini. Ce voyage devait servir les intérêts du Canada,

non du Parti conservateur. Nous ne faisons pas de distinction entre les rouges, les bleus ou tout autre parti. Quand l'équipe libérale allait à l'étranger pour représenter le Canada, nous invitions d'autres députés. Maintenant, nous sommes exclus. Je ne sais pas de quoi les conservateurs ont peur. Je ne sais pas ce qui les effraie.

Il y a quelque temps de cela, au cours du mandat précédent, j'étais vice-président du Comité de la défense et on nous avait invités à une réunion. Les conservateurs nous ont avisés à la dernière minute et, bien sûr, nous avions d'autres engagements. À mon avis, le ministre doit faire un rapport complet de sa visite, compte tenu des circonstances. Cependant, tout se fait derrière des portes closes, en catimini, comme je l'ai dit, et les Canadiens ne sont pas informés.

Je pense que les conservateurs doivent ouvrir le processus pour le bien du pays. Ils doivent inviter des députés d'autres partis à participer, comme le veut la tradition. Ils ne devraient pas se rendre seuls sur place sans que nous sachions avec qui ils ont parlé, si en fait ils ont parlé à quelqu'un.

• (1140)

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Île de Vancouver-Nord.

Je suis honorée de prendre aujourd'hui la parole à titre de représentante des gens de Halton à la Chambre. Je tiens tout d'abord à les remercier pour la confiance qu'ils m'ont témoignée en me choisissant comme députée. C'est très touchant de voir que tant d'amis et de voisins comptent sur moi pour les représenter à Ottawa. Ces gens méritent d'être bien représentés à la Chambre et je jure de travailler sans relâche pour m'acquitter de cette tâche.

Je veux remercier plus particulièrement les bénévoles qui ont travaillé pour moi pendant la campagne. Ils ont insufflé beaucoup d'énergie et d'ardeur dans cette bataille durement livrée. Tous ceux qui ont siégé à la Chambre savent qu'ils n'auraient jamais pu le faire sans l'appui de leurs familles et leurs proches.

J'ai la chance d'avoir grandi dans l'île du Cap-Breton, mais j'ai choisi de m'établir à Halton et d'y élever mes enfants. J'aimerais remercier ma famille du Cap-Breton, et mes anciens voisins, enseignants, employeurs et tous ceux qui m'ont transmis leurs félicitations, notamment les Fraser, les McCormack, les Starzomski, les McNeil et les Schmid.

Je dois aussi remercier ma famille de Halton, notamment mon mari, Dave, pour son appui. Je sais que sans lui je ne serais pas ici aujourd'hui pour servir les gens de Halton et notre merveilleux pays. Je remercie mes garçons, John Colin et Billy, d'avoir été patients et sages et de m'écouter aujourd'hui.

Il n'est pas facile d'être loin de sa famille et des êtres qui nous sont chers, mais si nous choisissons de servir notre pays comme nous le faisons, c'est pour nos familles et nos collectivités. Nous voulons que nos enfants jouissent des mêmes possibilités que nous et que le Canada de demain soit plus fort et prospère qu'il ne l'est aujourd'hui. Comme tous les députés, je suis consciente du privilège et de la responsabilité que nous avons, et cela comprend la responsabilité de diriger.

Comme le discours du Trône l'a à nouveau montré, le gouvernement a le sens des responsabilités. Grâce au leadership et à la gestion prudente dont le gouvernement a fait preuve, le Canada peut affronter la période d'incertitude économique mondiale dans une position solide.

L'Adresse

Les ressources naturelles ont toujours occupé une place importante dans l'économie du Canada et elles seront un facteur majeur de la croissance. Les secteurs d'activité essentiels qu'elles créent emploient quelque 900 000 Canadiens, génèrent près de 13 p. 100 du produit intérieur brut et ont contribué à hauteur de 100 milliards de dollars à l'excédent commercial du Canada l'année dernière. N'empêche, devant le ralentissement économique actuel, il ne suffit pas de disposer de ressources naturelles en abondance.

Nous devons transformer nos ressources en produits ayant une plus grande valeur ajoutée pour garder les emplois de qualité ici, au Canada. Nous devons susciter l'innovation et augmenter la productivité afin d'accroître la compétitivité du Canada.

Pour assurer notre compétitivité, nous devons disposer de sources diversifiées et croissantes d'énergie et adopter une approche équilibrée pour lutter contre les changements climatiques. C'est la raison pour laquelle il est important de positionner le Canada comme superpuissance verte. Nous travaillerons donc de concert avec les Canadiens à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur industriel d'une manière équilibrée et intelligente et en visant des objectifs atteignables. Nous collaborerons avec les Canadiens à la mise en place d'un système nord-américain de plafonnement et d'échange avec nos partenaires. Nous collaborerons avec les Canadiens pour favoriser des investissements ciblés dans les technologies vertes les plus prometteuses, comme les énergies éolienne, solaire, géothermique et hydroélectrique, dans le cadre de petits projets, ainsi que le captage et le stockage du carbone.

Nous collaborerons avec les Canadiens pour accroître l'efficacité énergétique. Nous collaborerons avec les Canadiens pour augmenter la production et l'utilisation d'énergies renouvelables et d'énergies de remplacement. Nous créerons un groupe de travail sur l'électricité verte pour nous assurer que 90 p. 100 de notre électricité provient de sources non polluantes d'ici 2020. L'énergie nucléaire jouera un rôle important dans la façon dont nous allons concilier les exigences de la demande croissante d'énergie et la nécessité de lutter contre les changements climatiques. Un leadership soutenu axé sur nos priorités en matière d'énergie nucléaire accroîtra la sécurité énergétique du Canada et l'aidera à positionner son secteur nucléaire pour qu'il soit prospère ici et à l'étranger.

• (1145)

Notre gouvernement veillera à ce que le Canada ait une réglementation efficace afin d'encadrer d'éventuels projets nucléaires provinciaux.

Un régime de réglementation efficace et efficient pour les grands projets est garant de la compétitivité et du leadership environnemental du Canada. Nous améliorons le régime réglementaire du Canada par le biais d'initiatives telles que le Bureau de gestion des grands projets, ou BGGP.

La prochaine étape, une étape essentielle elle aussi, consiste à prévoir une approche plus efficace pour les projets de recherche dans le Nord, notamment la recherche sur les pipelines. Tout cela dans le but de promouvoir un développement responsable de l'Arctique et d'affirmer notre souveraineté. Notre engagement à appuyer la recherche dans l'Arctique renforce ces objectifs.

Un régime réglementaire solide est aussi essentiel pour le secteur minier, qui fait face à une concurrence plus vive et à des prix des ressources plus bas. L'exploration de nouvelles ressources et le développement et la mise en œuvre de technologies qui permettront d'extraire ces ressources au meilleur coût possible tout en protégeant efficacement l'environnement nécessiteront des efforts importants.

Le gouvernement s'est engagé à travailler avec le secteur minier de manière à rendre le climat d'investissement encore plus propice à l'investissement qu'il ne l'est déjà, au Canada. Nous donnons suite à notre promesse d'investir 100 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, dans le programme de géocartographie de l'énergie et des minéraux à des fins d'exploration de nouvelles ressources. Nous sommes résolus à prolonger le formidable programme d'actions accréditatives, qui crée un environnement favorable aux investissements dans l'exploration minière.

Le gouvernement a aussi à cœur d'avoir un secteur forestier sain, élément essentiel pour nombre de collectivités et de citoyens d'un bout à l'autre du Canada. Que ce soit à cause des désastres naturels tels que l'infestation des forêts par le dendroctone du pin, dans l'Ouest, du ralentissement marqué des marchés américains ou à cause de la variabilité du dollar ou des nouvelles préférences des marchés, notre secteur forestier est confronté à des défis énormes. Nous aiderons le secteur à traverser cette période de restructuration.

Nous continuerons d'appuyer les efforts du secteur en vue de créer de nouveaux produits, de convertir les centrales des usines à la biomasse et d'élargir nos marchés outremer. Notre Fiducie pour le développement des collectivités, de 1 milliard de dollars, aide les collectivités qui vivent de l'exploitation des ressources à diversifier leurs bases économiques.

Les ressources naturelles du Canada appartiennent à tous les Canadiens. Le gouvernement du Canada veillera à ce que les Canadiens tirent le maximum de bénéfices de ces ressources. Pour cela, il faudra, d'une part, qu'il pare aux pressions immédiates qu'exerce le ralentissement économique actuel et, d'autre part, qu'il réagisse aux défis à long terme que pose un marché mondial très concurrentiel.

Voilà précisément ce que fait le gouvernement. Nous continuerons de travailler avec les Canadiens de manière à assurer que notre secteur des ressources est bien positionné pour sortir de la récession mondiale plus fort, plus vert et plus prospère.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Monsieur le Président, je félicite la députée pour son accession au Cabinet et pour son élection à l'issue de la dernière campagne.

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit pour elle d'un dossier très difficile et d'un défi de taille.

Il est clair que depuis quelques mois, bon nombre de Canadiens sont très préoccupés par le coût de l'énergie, notamment par l'augmentation vertigineuse du prix de l'essence, et maintenant du mazout, ce qui a des répercussions sur celui de l'électricité.

Alors qu'on se dirige vers une période de déflation, les gens perdent leur emploi, et ils sont confrontés à l'augmentation du coût de l'énergie, c'est le cas notamment des camionneurs de l'Ouest du Canada qui doivent payer plus cher le carburant diesel. Le prix du mazout est également une source de préoccupation pour eux.

Quelles mesures d'urgence, quels plans, quelles discussions le gouvernement a-t-il prévus pour faire face à cette situation? Dans son discours, la ministre ne mentionne pas la question la plus fondamentale à laquelle les Canadiens sont confrontés, soit l'augmentation du coût de l'énergie au moment où ils perdent leur emploi. La ministre a-t-elle quelque chose à dire à ce sujet? Le gouvernement a-t-il un plan, et si oui, quel est-il?

L'Adresse

L'hon. Lisa Raitt: Monsieur le Président, lorsque nous avons commencé à faire du porte à porte après le déclenchement des élections, début septembre, une des choses que les Canadiens nous ont dites de façon très claire, c'est qu'ils étaient préoccupés par les prix du pétrole et du carburant. Les prix étaient alors, bien sûr, si élevés que les gens se demandaient comment ils pourraient se permettre de faire le plein de leur véhicule.

À mesure que la campagne électorale progressait, il est devenu clair que, compte tenu du ralentissement appréhendé, de l'incertitude économique mondiale et du prix à la baisse de l'essence, c'est la volatilité qui préoccupait les Canadiens.

Notre gouvernement croit fermement que nous devons assurer notre avenir énergétique pour pouvoir bénéficier d'une croissance économique à long terme. Nous prenons très au sérieux notre responsabilité en tant que superpuissance énergétique émergente.

Dans le discours du Trône, nous avons indiqué vouloir nous fixer comme objectif le recours à des sources non émettrices, telles que l'hydroélectricité, le nucléaire, le charbon propre ou l'éolien, pour satisfaire 90 p. 100 des besoins en électricité au Canada d'ici l'an 2020. Nous savons que nous devons relever les défis liés aux changements climatiques.

Nous avons également indiqué, dans le discours du Trône, notre intention de doter le Canada d'une réglementation efficace afin d'encadrer d'éventuels projets nucléaires provinciaux.

Nous nous penchons sur le dossier de l'électricité, en examinant plus particulièrement comment nous assurer que nos vastes ressources énergétiques naturelles continuent de constituer une importante source de richesse et d'emplois pour les Canadiens.

Il est également important de noter que la protection des consommateurs canadiens est une des grandes priorités du gouvernement.

• (1150)

[Français]

Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, je veux féliciter le ministre pour sa nomination. Elle nous dit, à juste titre, que l'industrie forestière la préoccupe énormément et qu'on se doit d'aller vers les deuxième et troisième transformations.

J'aurais des questions à lui poser face à cette situation où des milliers d'emplois sont perdus — et ce n'est pas nouveau, cela fait des années que cela dure.

Pourquoi le gouvernement n'appuie-t-il pas réellement les entreprises? Pourquoi le gouvernement n'accorde-t-il pas des prêts, des garanties de prêts pour que les entreprises puissent aller vers les deuxième et troisième transformations? Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas de crédits d'impôt remboursables aux compagnies qui investissent en recherche et développement? On sait que c'est très long avant de pouvoir rentrer dans ses frais quand on est en recherche et développement. Ce sont des solutions porteuses. La ministre a-t-elle l'intention d'avoir de la vision et d'investir dans ces deux projets?

[Traduction]

L'hon. Lisa Raitt: Monsieur le Président, comme je l'ai dit auparavant, nous comprenons très bien que les travailleurs du secteur forestier et leurs familles traversent actuellement une période difficile. Nous savons que tous les membres de la collectivité sont touchés par la fermeture d'une usine.

Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à aider l'industrie en investissant dans l'innovation et en créant de nouveaux débouchés sur le marché.

Nous comprenons l'angoisse des collectivités. Cependant, le gouvernement a pris les devants et dispose d'un plan à long terme qui permettra d'assurer la prospérité à long terme de l'industrie.

Nous investissons dans l'innovation pour rendre les usines plus concurrentielles. Nous soutenons également le développement de marchés afin de créer des débouchés qui permettront aux entreprises de vendre leurs produits sur d'autres marchés. Nous réduisons l'impôt des entreprises pour garder nos emplois au Canada.

Nous encourageons également le leadership environnemental dont font preuve les entreprises canadiennes de ce secteur et nous prenons les mesures nécessaires pour qu'un crédit suffisant soit en permanence à la disposition des entreprises canadiennes.

Enfin, nous avons lancé un examen ferroviaire pour faire en sorte que nos produits puissent être livrés sur le marché.

M. John Duncan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, PCC): Monsieur le Président, j'ai siégé pendant les 35^e, 36^e, 37^e et 38^e législatures et je suis de retour pour la quarantième. J'ai manqué la dernière législature, mais je suis vraiment heureux d'être de retour. Après une longue période d'apprentissage sur les banquettes de l'opposition, je me retrouve à nouveau du côté des ministériels.

Je remercie la population d'Île de Vancouver-Nord, mon équipe de campagne, ma famille et tous ceux qui, chez moi, ont tellement contribué à défendre l'étiquette conservatrice et à maintenir l'élan de ma campagne pendant une aussi longue période. Pour les députés, cela n'a probablement pas paru très long, mais pour quelqu'un qui a hâte de revenir et de réintégrer la Chambre des communes, une trentaine de mois représente une très longue attente.

Je reconnais de nombreux députés, mais il y en a aussi beaucoup dont le visage m'est inconnu. Il y a eu deux élections et je dirais que le tiers des députés sont nouveaux. J'ai hâte de rencontrer quelques-uns d'entre eux. Je remarque que nous sommes trois députés à partager le même patronyme. J'ai été le seul à porter ce nom pendant quatre législatures. J'ai fait connaissance avec eux et il est très curieux que nous soyons membres de trois partis différents et venions de trois régions distinctes. Voilà qui montre que la diaspora écossaise continue de se répandre dans l'ensemble du Canada et d'apporter une précieuse contribution.

Ma circonscription, Île de Vancouver-Nord, est formée de la moitié nord de l'île de Vancouver et de la côte adjacente. Elle est l'une des plus vastes au Canada. Sur le plan des transports, elle présente bien des difficultés d'ordre géographique et physique. Il y a des montagnes, des lacs, l'océan, et on peut y pratiquer le golf à longueur d'année. Elle est unique en son genre.

Certains secteurs de la circonscription dépendent étroitement des ressources. Elle est le fournisseur de bois de la côte. L'industrie de la pêche est très active. Port Hardy a le port de débarquement de poisson de fond le plus important de la province. Il y a sur la côte ouest une très importante flotte de pêche qui rayonne à partir de là, de Campbell River et de Comox. Il y a également un secteur minier actif et un bon secteur touristique.

L'Adresse

La base aérienne de Comox est une installation très importante du ministère de la Défense nationale au Canada. Bien entendu, les retraités sont nombreux. Comme entité, Comox Valley, où se concentrent environ 60 p. 100 des habitants de la circonscription, se classe au troisième rang au Canada pour ce qui est de l'âge de la population, car c'est une région fort attrayante pour les aînés. Il y a de bons liens avec le réseau canadien de transport aérien, avec l'aéroport de Comox, et Campbell River et Port Hardy sont également reliés au réseau canadien.

On compte aussi dans la circonscription 23 Premières nations. C'est un élément très important dans mon travail. Ces Premières nations sont un facteur crucial de la dynamique de la circonscription. Les réalisations du gouvernement, pendant la 39^e législature, ne sont pas passées inaperçues. J'ai reçu des appuis des Premières nations de ma circonscription. Ce fut un plaisir de travailler avec elles, et j'entends poursuivre ce travail.

Les Premières nations sont très impressionnées par ces réalisations. Celles qu'on signale le plus souvent sont le règlement de la question des pensionnats et les excuses, les mesures prises pour régler des revendications territoriales particulières et, ce qui est propre à la Colombie-Britannique, l'acceptation de négociations à une table commune dans le cadre du processus des traités dans cette province.

• (1155)

Voilà qui m'amène à parler du discours du Trône. Il contient deux grandes déclarations générales au sujet des affaires autochtones et du développement du Nord. J'ai écouté avec plaisir les propos que la ministre des Ressources naturelles a tenus avant que je ne prenne la parole. Elle a parlé de l'Arctique, du développement du Nord, de l'énergie propre, de la souveraineté et d'autres questions importantes pour les ressources et le Nord.

Il a été question dans le discours du Trône des services d'éducation pour les Premières nations et de la Stratégie pour le Nord. Le gouvernement cherche à faire en sorte que les peuples autochtones aient accès aux mêmes possibilités d'éducation que les autres Canadiens. Il s'efforce d'améliorer l'éducation en partenariat avec les provinces et les collectivités des Premières nations. Il est déterminé à améliorer les résultats des Autochtones sur le plan des études. Il s'agit là d'une responsabilité partagée, et les gouvernements, les collectivités, les éducateurs, les familles et les étudiants ont tous un rôle à jouer à cet égard.

Les étudiants des Premières nations ont droit à un système d'éducation qui les incitera à persévérer et à obtenir des diplômes, et qui leur donnera les compétences voulues pour bien s'intégrer au marché du travail et profiter pleinement des possibilités économiques offertes par le Canada.

C'est la raison pour laquelle nous avons investi dans une nouvelle initiative de réforme du système d'éducation des Premières nations qui établit les bases d'améliorations à long terme. Nous investissons 268 millions de dollars sur cinq ans, tout en prévoyant un financement continu de 75 millions de dollars pour les années suivantes. Le financement s'applique à un programme visant à promouvoir la réussite scolaire des élèves autochtones et à un programme de partenariat en matière d'éducation. Il vient s'ajouter aux investissements existants en éducation, qui sont de 1,7 milliard de dollars en 2008-2009.

Je vous donne quelques exemples. L'an dernier, nous avons signé un protocole d'entente avec les Premières nations du Nouveau-Brunswick et la province du Nouveau-Brunswick pour améliorer la réussite scolaire des élèves qui fréquentent les écoles des bandes et

les écoles provinciales. En novembre dernier, la Loi sur la compétence des Premières nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique est entrée en vigueur dans cette province, ce qui a donné lieu à des négociations avec 13 Premières nations.

Nous continuons de faire des investissements d'envergure à l'appui d'une vaste gamme de projets d'infrastructures scolaires, allant des études et de la conception à l'exploitation et à l'entretien, en passant par la rénovation, les réparations mineures et la construction. Depuis avril 2006, nous avons construit 9 écoles et en avons rénové 18 autres. À l'heure actuelle, 67 projets d'écoles sont en cours, 13 sont à l'étape de la conception, 9 concernent de nouvelles constructions, et 45, des rénovations.

Les efforts de notre gouvernement visant le Nord ont été sans précédent. Nous avons sans cesse manifesté notre volonté de venir en aide à la région pour lui permettre de réaliser son vrai potentiel comme région dynamique et prospère dans un pays fort et souverain. La Stratégie pour le Nord représente une vision complète et intégrée. Elle repose sur quatre grands objectifs prioritaires: le renforcement de la souveraineté, la protection de notre patrimoine environnemental, la promotion du développement économique et social, et l'amélioration et la dévolution de la gouvernance, permettant aux gens du Nord de mieux maîtriser leur destinée.

• (1200)

À partir du discours du Trône en passant par le budget de 2008, notre gouvernement a annoncé des mesures pour concrétiser cette vision et, notamment, la cartographie géologique pour appuyer le développement économique, l'expansion du parc national Nahanni, la construction d'un port en eau profonde à Nanisivik et d'un port commercial à Pangnirtung, l'accroissement des effectifs des Rangers canadiens, des investissements dans des projets de l'Année polaire, dans le logement et dans l'amélioration des conditions de vie, et la création du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay, au Nunavut.

Les initiatives les plus marquantes du gouvernement à l'égard du Nord seront vraisemblablement les investissements relatifs à un brise-glace de classe polaire en remplacement d'un navire de la Garde côtière canadienne, le *Louis St-Laurent*, et des plans visant la construction dans le Grand Nord d'une station de recherche scientifique de pointe.

Le Nord et ses habitants nous importent et nous allons continuer de collaborer avec les trois territoires pour faire en sorte que les habitants du Nord soient des partenaires et des décideurs à part entière dans l'avenir du nouveau Nord.

M. Mario Silva (Davenport, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi de commencer par vous féliciter pour votre nouveau poste. Je félicite aussi mon collègue pour son nouveau rôle de secrétaire parlementaire.

Étant donné que c'est le premier jour où la Chambre siège depuis les attentats terroristes qui ont eu lieu hier à Bombay, en Inde, j'aimerais exprimer l'horreur que j'éprouve et dire combien je suis consterné et ébranlé devant un pareil drame. Je voudrais dire au peuple de l'Inde et aux victimes que notre solidarité et nos prières les accompagnent.

Mon collègue voudrait-il dire un mot à ce sujet? Serait-il prêt à demander au leader parlementaire de son parti de voir s'il serait possible d'observer une minute de silence aujourd'hui aux Communes?

L'Adresse

Nous avons appris qu'il se trouve peut-être, parmi les victimes, des Canadiens dont l'identité n'est pas encore connue. C'est une tragédie terrible pour le monde entier, et nous devons manifester notre solidarité.

J'inviterais mon collègue à dire un mot et à proposer au leader parlementaire de son parti de nous faire observer une minute de silence aujourd'hui.

• (1205)

M. John Duncan: Madame la Présidente, j'apprécie ce qui vient d'être dit. Le premier ministre a condamné les attentats aujourd'hui. J'éprouve, moi aussi, le même sentiment d'indignation devant ce qui s'est passé.

Nous savons que certains Canadiens étaient sur les lieux des attentats, mais ce n'est pas tout ce qui nous préoccupe. Nous sommes en présence d'un problème humanitaire, où l'on a vu le terrorisme montrer son visage le plus hideux, aux antipodes de la primauté du droit et des valeurs que chérissent tant les Canadiens.

Il serait tout à fait indiqué que la Chambre délaisse la partisanerie pour un moment. Je vais certainement parler de cette question avec mes collègues et avec les responsables de mon parti. Je crois que cette question est sur le radar de tout le monde et qu'elle occupe tous les esprits aujourd'hui.

Je félicite le député d'avoir ainsi attiré l'attention de tout le monde. Nous nous sentons tous unis par le même sentiment. Je sais que beaucoup de gens éprouvent une immense détresse affective. Ils viennent de subir une perte énorme, et nous sommes collectivement de tout coeur avec eux.

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Madame la Présidente, je félicite le député pour sa réélection.

J'ai beaucoup entendu parler de l'expansion dans le Nord et des dépenses militaires dans cette région, mais le gouvernement ne peut pas trouver l'argent pour construire une école pour les enfants d'Attawapiskat. Je me demande si le député pourrait nous donner une explication à cet égard.

M. John Duncan: Monsieur le Président, si l'école à Attawapiskat a autant fait les manchettes, c'est que le député de cette circonscription a fait de cette question un enjeu clé.

Les fonctionnaires de Santé Canada ont inspecté l'école en juin dernier et l'ont déclarée parfaitement salubre. Nous nous affairons à éliminer le risque environnemental qui, en fait, ne se trouve pas là où l'école primaire actuelle est située. Cela se fait cette année. Il s'agit d'un projet d'environ 1 million de dollars exécuté par la Première nation. C'est à elle que revient cette responsabilité.

Nous nous affairons aussi à établir un calendrier des dépenses en capital afin de veiller à ce que cette école et tous les autres établissements d'enseignement de la région de l'Ontario puissent en bénéficier. La réalité est que, à l'heure actuelle, cette école est considérée comme sûre et il y a...

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Le député de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup a la parole.

[Français]

M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Madame la Présidente, je vous souhaite un bon mandat dans cette fonction qui vous a été confiée.

Je vais partager mon temps avec la députée de Châteauguay—Saint-Constant.

Par suite du discours du Trône, je m'adresse pour la première fois à la population lors d'une allocution. Je veux évidemment remercier

les gens de ma circonscription de m'avoir élu. En même temps, je voudrais souligner le fait que, effectivement, lorsque les électeurs ont eu à se prononcer, ils ont eu à évaluer le comportement futur des partis et des candidats qu'ils choisissaient. Les Québécois de mon comté comme de la majorité du Québec — 49 députés bloquistes élus — ne se sont pas trompés.

Les conservateurs ont livré un discours du Trône complètement déconnecté de la réalité québécoise. Il semble fait pour le reste du Canada, mais il ne semble reconnaître aucunement les besoins ou les questions que le Québec a soulevées pendant la campagne électorale et qui ont été clairement exprimées par les Québécois.

Il est d'autant plus frappant de constater que ce discours du Trône a l'appui du Parti libéral du Canada. On retrouve donc là le vieux regroupement des fédéralistes. Ils vont de l'avant avec des positions très centralisatrices allant complètement à l'encontre des volontés et des capacités d'épanouissement du Québec.

Par exemple, le gouvernement conservateur persiste dans ses coupes en culture et contre les organismes de développement économique, même si la ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Francophonie avait dit, lors de la campagne électorale, que d'autres programmes viendraient remplacer ceux supprimés. Or là, le couperet est tombé: il n'y aura pas d'autres programmes. Le nouveau ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles a confirmé qu'aucun programme ne viendrait compenser pour les coupes. Les conservateurs disent que la diminution de la présence de la culture québécoise sur les marchés mondiaux fait bien leur affaire et ils vivent avec cela. Pour eux, la culture est un bien comme un autre. Il y a là une distinction très nette entre le point de vue des Québécois et celui des Canadiens, et c'est une des raisons pour lesquelles nous nous opposons à ce discours du Trône.

Ensuite, les conservateurs persistent dans leur volonté d'imposer une loi régressive contre les jeunes contrevenants et de démanteler le registre des armes à feu. Concernant les jeunes contrevenants, on sait qu'au Québec s'est développé au cours des années une pratique de réhabilitation qui fonctionne. Les taux de réhabilitation sont plus élevés au Québec que dans le reste du Canada. Dans le présent discours du Trône, on voit le rouleau compresseur des conservateurs de droite continuer à avancer dans le même sens, dans le même esprit qui a prévalu lors de leur congrès à Winnipeg. C'est une approche qui vise à punir plutôt qu'à réhabiliter. Là encore, on va à l'encontre de la volonté des Québécois et des Québécoises.

On persiste à vouloir créer une commission fédérale des valeurs mobilières. Sur ce point, on va même à l'encontre de l'ensemble des consensus québécois: partis politiques ou intervenants en matière économique. Si j'étais député conservateur du Québec, je ne serais pas très fier de moi pour avoir une telle approche qui n'est d'aucune façon acceptée ni souhaitée par les Québécois — on l'a vu au cours des dernières années. Les positions du Québec sont claires là-dessus. Et là encore, il existe une coupure entre les volontés des conservateurs et celles du Québec.

Ensuite, on ne mentionne même pas le mot « Kyoto » dans ce discours. Une certaine approche devrait prévaloir aujourd'hui, alors qu'on vit une crise financière, une crise économique: il faut avoir des solutions de développement durable. De ce côté-là, les conservateurs continuent de faire une distinction très nette avec le développement économique d'un côté et les questions environnementales de l'autre. Pourtant, on sait que cela est indissociable. Les Québécois ont compris cela depuis longtemps. Les Québécois et les Québécoises considèrent que le développement durable est la voie de l'avenir. Ils se seraient attendus à ce que les conservateurs, dans le discours du Trône, enregistrent ce message, d'autant plus que maintenant, ils sont très isolés. Même les Américains, étant donné l'élection du nouveau président américain, vont se distinguer très nettement de l'approche qu'ils avaient précédemment sous le règne du président Bush. Les Australiens ont changé de gouvernement et ont changé d'attitude à ce sujet. Bientôt, il n'y aura plus que le Canada à avoir cette approche restrictive et régressive qui fait qu'on ne veut pas intégrer la nécessité du développement durable dans le développement et qu'on continue de considérer le développement économique et la question environnementale comme opposés, alors que cela doit faire partie du même mouvement.

Également, dans le discours, on annonce qu'on va encore réduire le poids politique du Québec: on va ajouter des circonscriptions qui feront que, dans le poids global, le nombre de députés du Québec diminuera dans l'ensemble canadien.

• (1210)

On réitère cette volonté qui, pourtant, n'est d'aucune façon partagée au Québec. On voit qu'il y a beaucoup de points sur lesquels il y a des distinctions très nettes entre cette approche du Parti conservateur, qui est appuyé par le Parti libéral du Canada, et l'approche des Québécois et des Québécoises qui est portée en cette Chambre par les députés du Bloc québécois. Les Québécois ont très clairement fait connaître cette volonté. À l'occasion de six élections de suite, ils ont montré qu'ils préféreraient un parti comme le Bloc québécois pour les représenter, même s'ils savaient dès le départ qu'il serait dans l'opposition. De cette façon, ils sont certains que les positions défendues avant les élections, pendant les élections et après les élections seront les mêmes, et que les députés du Bloc auront à coeur le développement et la défense des intérêts du Québec, et la promotion de la souveraineté.

Le gouvernement conservateur promet aussi de multiplier les intrusions dans les compétences du Québec comme la santé et l'éducation. Dans le discours du Trône, on ne trouve rien sur le déséquilibre fiscal ou les transferts pour l'éducation. Il y a maintenant 14 ans que le gouvernement libéral a coupé dans ce secteur, et le gouvernement conservateur ferme les yeux. Il continue dans le même esprit et ne corrige pas la situation. Cela a un impact important parce que, pour faire face à la crise économique actuelle et au défi de l'économie mondiale, le domaine du savoir est primordial et, de ce côté, le Québec a besoin de l'argent qui devrait lui revenir par l'entremise des transferts aux études postsecondaires. Or ce n'est pas dans ce discours.

On annonce aussi très clairement vouloir soutenir le développement de l'énergie nucléaire et poursuivre les achats militaires sans aucune balise. On heurte ainsi de plein fouet la volonté des Québécois et des Québécoises. Les Québécois sont contre le développement de l'énergie nucléaire parce que d'autres énergies propres, des énergies alternatives, peuvent être développées, et ils ne souhaitent pas qu'on aille de cette direction.

En ce qui a trait aux achats militaires, on a eu hier le rapport d'évaluation de la mission en Afghanistan. Celle-ci ne va nulle part.

L'Adresse

On fait face à des situations difficiles, et on ne constate pas vraiment de progrès de ce côté. Mais on se rend compte qu'on aurait besoin de cet argent pour l'investir de façon beaucoup plus constructive. Je crois que la façon dont la mission est menée montre clairement que le gouvernement conservateur, qui a décidé d'achats d'équipements sans avoir de politique des affaires étrangères et sans avoir de politique de la défense, doit faire aujourd'hui ce constat: on achète du matériel militaire, mais sans suite logique avec les besoins de départ. Les devoirs devraient être refaits en cette matière, et on ne retrouve pas cela non plus dans ce discours du Trône. De plus, on répète encore la même promesse à propos du pouvoir fédéral de dépenser, avec une formule qui a été rejetée par le Québec.

Ce discours du Trône ne tient pas compte du tout de la nation québécoise, ni des intérêts et des valeurs du Québec. On n'y trouve pas l'esprit d'ouverture auquel on s'attendait. Je pense que les Québécois et les Québécoises ont envoyé un message très clair lors de la dernière élection — on l'a vu, plus de 70 p. 100 de la population ont voté pour un autre parti que le gouvernement —, et la majorité des députés ici ont proposé une approche très différente de celle du gouvernement conservateur. On a vu la régression du vote chez les conservateurs, la régression du nombre de députés, mais au bout du compte, on ne retient aucun de ces messages. Évidemment, le Québec va finir par en tirer des conclusions. Que ce soit un gouvernement conservateur ou un gouvernement libéral au niveau fédéral, le Québec n'est jamais gagnant. Il n'a jamais une place suffisante parce que le gouvernement fédéral a toujours des priorités qui ne sont pas celles du Québec. C'est ce qu'on retrouve encore dans ce discours du Trône, et je souhaite que les Québécoises et les Québécois choisissent d'élire des souverainistes en quantité importante, tant à Québec qu'à Ottawa. La meilleure façon de défendre les intérêts du Québec aujourd'hui, et c'est clairement le choix des Québécois, c'est d'élire une vaste majorité de députés du Bloc. J'espère qu'ils se donneront un gouvernement souverainiste à Québec. Ainsi, ils auront la meilleure équipe pour défendre les intérêts du Québec jusqu'à ce que la souveraineté du Québec se réalise.

Je comprends que les Québécois et les Québécoises aient élu des députés du Bloc. Ils avaient justement prévu que le gouvernement conservateur n'aurait aucune ouverture par rapport aux priorités du Québec.

• (1215)

M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter d'occuper cette fonction. Vous êtes la députée de Victoria et vous êtes également bilingue. C'est tout un plaisir pour un Québécois comme moi de voir une femme bilingue à la tête des travaux de la Chambre. Nous sommes très fiers de votre nomination, madame la Présidente.

Cela fait deux ans que nous avons reconnu la nation québécoise en cette enceinte et, au sortir de cette élection, il faut constater que le fédéralisme d'ouverture, qui est pratiqué par notre gouvernement, porte ses fruits. Lors de son allocution, mon collègue de Montmagny —L'Islet faisait effectivement des remarques à ce sujet. On remarque qu'une pluralité de Québécois se reconnaissent maintenant dans l'offre politique fédéraliste d'une part et que, d'autre part, de moins en moins de Québécois se reconnaissent dans l'idéologie réductrice et le manque de pragmatisme des bloquistes.

Ma question s'adresse d'ailleurs à mon collègue. Je voudrais lui demander la raison pour laquelle il n'appuie pas le discours du Trône, puisqu'on a des exemples de trois preuves concrètes du fédéralisme d'ouverture.

L'Adresse

La première étant qu'on veut encadrer le pouvoir fédéral de dépenser, une demande traditionnelle du Québec, notamment dans les champs de compétence exclusive. On veut protéger les droits d'auteur, ce qui est extrêmement important pour la culture et, en plus, on veut abolir les barrières tarifaires pour que nos entreprises puissent commercer. On a des mesures concrètes en environnement et on veut investir dans les infrastructures.

Comment mon collègue peut-il s'opposer à un discours du Trône qui est avantageux pour le Québec, risquer de plonger à nouveau le pays en élections et aller à l'encontre des intérêts supérieurs du Québec?

• (1220)

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): L'honorable député de Monmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup a la parole.

M. Paul Crête: Madame la Présidente, je constate que vous avez bien dit le nom de mon comté, parce que, effectivement, mon collègue parlait de Monmagny—L'Islet. Toutefois, il y aussi Kamouraska et Rivière-du-Loup qui ont également bien contribué à ma victoire électorale lors de la dernière campagne électorale.

Mon collègue a commencé en nous parlant de la reconnaissance de la nation québécoise et je crois qu'il s'agit effectivement d'un des enjeux de la dernière élection. Les Québécois ont très bien vu que le Parti conservateur, à travers la reconnaissance de la nation québécoise, avait décidé qu'il n'y aurait pas de chair autour de l'os, que cela ne serait que symbolique et ne donnerait rien dans le concret.

Au plan de la langue et au plan des attributs qui peuvent être reconnus à la nation québécoise, certaines actions concrètes donneraient plus de pouvoirs au Québec. De ce côté, en ce qui a trait au pouvoir de dépenser, la formule qu'on met sur la table — celle qu'on avait promis dans le dernier discours du Trône — ne correspond pas à la volonté des Québécois. Il y a un consensus sur le fait que ce n'est pas la façon dont on souhaite qu'elle soit mise de l'avant.

Maintenant, au plan des barrières tarifaires, sans le Québec, il n'y aurait pas eu d'accord de libre-échange avec les États-Unis. Ce sont les souverainistes qui ont été les porteurs de ce dossier. De plus, nous avons toujours été favorables à cette façon de faire. On est d'accord pour que les marchés économiques soient ouverts. On veut avoir notre propre pays et décider à 100 p. 100 des lois qu'on vote avec les impôts qu'on paye. Telle est la perspective dans laquelle nous nous présentons aux élections et nous sommes allés chercher six fois de suite un mandat d'une majorité de députés au Parlement fédéral.

À mon avis, les Québécois et les Québécoises ont la confirmation aujourd'hui que face au discours du Trône présenté par les conservateurs, ceux qui défendent vraiment leurs intérêts, ce sont les députés du Bloc québécois.

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Madame la Présidente, je vous remercie et vous offre mes félicitations

[Traduction]

Vous faites de l'excellent travail.

Dans mon allocution sur le discours du Trône, je me suis efforcé de montrer comment les gens qui sont vraiment dans le besoin n'ont obtenu aucune aide. Le Canada est en crise. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte durant la dernière campagne électorale, les gens étaient très inquiets. J'ai demandé aux 33 millions de Canadiens si un seul d'entre eux avait été réconforté par le discours du Trône en cette

période de crise. Je n'ai reçu aucune réponse. Pas un seul Canadien sur 33 millions n'a répondu oui.

Les discours du Trône peuvent être assez vagues. Ce qui m'inquiète encore plus, c'est que l'énoncé économique qui sera présenté plus tard cet après-midi ne contiendra pas de mesures concrètes. Le ministre a dit qu'il se contenterait de faire un énoncé et qu'il attendrait à l'an prochain pour passer à l'action.

Le député a-t-il l'impression comme moi que les gens qui voient fondre leurs pensions et leurs REER, ceux qui craignent que leurs parents ne puissent pas survivre avec un revenu fixe, ceux qui perdent leur emploi et ceux qui perdent leur maison sont terrifiés...

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Je suis désolée. Les paroles élogieuses du député m'ont fait perdre la tête. J'ai oublié de lui dire qu'il devait poser une très courte question. Le député de Monmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup a la parole.

[Français]

M. Paul Crête: Madame la Présidente, je comprends qu'il faut une réponse très courte. Je vais tout simplement dire que le Bloc québécois a déposé cette semaine des propositions très concrètes pour relancer l'économie, et on souhaite que le gouvernement conservateur y donne suite. Malheureusement, on a jusqu'ici l'indication qu'il veut pelleter cela au prochain budget, ce qui serait très dommageable. À mon avis, on serait mieux de s'occuper du développement économique que d'essayer de pénaliser la démocratie selon les nouvelles dont on entend parler sur le financement des partis politiques.

Mme Carole Freeman (Châteauguay—Saint-Constant, BQ): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui, dans le cadre de l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Avant de parler du discours du Trône, je voudrais profiter de cette première occasion qui m'est donnée pour remercier chaleureusement les électeurs et les électrices de Châteauguay—Saint-Constant de leur confiance renouvelée. En fait, ils m'ont accordé un mandat très fort, avec près de 15 000 voix de majorité. Je les en remercie.

C'est une marque de confiance qui m'honore. Aussi, ce sera avec fierté que je représenterai tous les citoyens et les concitoyens de mon comté sans exception durant cette 40^e législature. Je défendrai leurs intérêts et les consensus de la nation québécoise. Merci encore à eux tous et à elles toutes. Félicitations, madame la Présidente, pour votre nomination.

Nous constatons depuis plusieurs semaines que le monde traverse une grave crise financière qui touchera tôt ou tard les entreprises et les citoyens de nos régions. Voyant ce qui se déroule ailleurs dans le monde pour contrer cette récession globale, les gens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral joue un rôle décisif pour les soutenir et pour remettre l'économie sur les rails, et ce, dans les meilleurs délais.

Selon moi, ce qui est important de garder à l'esprit lorsqu'on parle de ce rôle central, c'est qu'un gouvernement n'est pas une entreprise. En fait, un gouvernement est là pour servir et protéger la population. Il est là pour éviter qu'elle ne souffre inutilement de cette crise financière généralisée.

Lorsque j'écoutais les énoncés généraux du discours du Trône le 19 novembre dernier, je m'attendais à ce que le gouvernement agisse en matière économique pour traverser ces temps difficiles. Je croyais qu'il le ferait dans le plus grand intérêt de la population. Toutefois, force est de constater que les gens devront malheureusement prendre leur mal en patience.

Mon chef et député de Laurier—Sainte-Marie a bien traduit l'idée que je me fais du présent discours du Trône: insensible. Ce discours est d'autant plus insensible envers la population qu'il va jusqu'à ignorer les franges les plus pauvres de notre société. Je ne parle même pas des consensus de la nation québécoise qui sont balayés du revers de la main. Je dis donc que ce discours est insensible. Il l'est davantage pour tous les grands oubliés de cet énoncé. Parmi eux se retrouvent les aînés. Non seulement ont-ils souffert et souffrent-ils toujours de la privation des sommes qui leur sont dues pour leur pension gouvernementale, mais nos aînés sont absents du discours du Trône.

Quant à celles et à ceux qui ont épargné toute leur vie pour leur retraite, ils sont inquiets aujourd'hui de voir leurs économies menacées par la crise financière internationale. Que propose le gouvernement pour accomplir sa mission fondamentale de protéger nos aînés? Rien. Pas un mot.

Si le gouvernement souhaite s'enfermer dans l'insensibilité envers les personnes âgées, ce ne sera pas le cas du Bloc québécois ou de moi-même, puisque nous comprenons très bien les besoins urgents que les aînés et leurs associations ont partagés avec nous lors d'une tournée québécoise qui s'est déroulée durant l'été et l'automne 2007. Le constat de la tournée fut très clair: depuis une dizaine d'années se produit un appauvrissement des aînés. Bien que les fonds de pension et le Supplément de revenu garanti aient généralement augmenté en fonction de l'indice des prix à la consommation, celui-ci ne refléterait pas la situation réelle des pensionnés et des bénéficiaires.

En fait, le coût de la vie des aînés serait plus enclin à être touché par la hausse des coûts des médicaments, des services de santé et des logements. Pour établir un niveau de vie acceptable pour nos aînés et restaurer leur dignité, le Bloc québécois avait élaboré quatre avenues importantes qui ont été incluses dans le projet de loi C-490: augmenter de 110 \$ par mois le montant du Supplément de revenu garanti; poursuivre, pour une période de six mois, le versement de la pension au conjoint survivant; inscrire automatiquement les personnes de 65 ans et plus susceptibles de recevoir le Supplément de revenu garanti; et effectuer le plein paiement rétroactif du Supplément de revenu garanti pour toutes les personnes qui ont été lésées.

Non seulement allons-nous défendre avec la même vigueur ces demandes légitimes de nos aînés pour accéder à une vie meilleure, mais nous pensons aussi aux personnes flouées par leur caisse de retraite. Clairement, nous devrions reporter de 71 à 73 ans l'âge auquel ces personnes ont l'obligation de convertir leur REER en leur régime de pension agréé en rentes imposables, le FERR.

J'ai dit plus tôt que j'étais désappointée par les orientations du discours du Trône et par le mutisme quant à la protection des plus démunis. Mes collègues, tout comme la population que je représente, connaissent bien la grande attention que je porte à tout ce qui touche la justice, et surtout la justice sociale. Une chose semble claire et non accidentelle dans mon esprit: les grands oubliés sont du domaine social.

• (1225)

En effet, je constate qu'outre les aînés, on retrouve parmi les grands oubliés de ce discours du Trône les femmes, les mal-logés, les travailleurs âgés, les chômeurs, le milieu culturel, les francophones hors Québec, les étudiants et les intervenants du monde de l'éducation qui attendent un réinvestissement de 800 millions de dollars pour la correction du déséquilibre fiscal, ainsi que les organismes à but non lucratif à vocation économique.

L'Adresse

Nous sommes donc loin d'une pure coïncidence. À regret, je retrouve à nouveau les mêmes catégories de gens qui ont été mis à l'écart par le gouvernement conservateur lors de la dernière législature. C'est tout bonnement désolant.

J'ajoute par ailleurs qu'il n'y a pas que les plus démunis qui ont fait les frais de l'insensibilité du gouvernement conservateur. Il y a les consensus de la nation québécoise qui, encore, ont été mis à l'écart dans ce discours du Trône. À eux seuls, ils pourraient faire l'objet d'une très longue allocution, mais je me contenterai de nommer ceux qui m'interpellent le plus.

Premièrement, il y a les coupes en culture et dans les organismes de développement économique. Au Québec, le consensus est que la culture est l'un des piliers fondamentaux de notre identité qui doit être protégé.

Deuxièmement, il y a l'imposition de lois répressives contre les jeunes contrevenants. Au Québec, le consensus est que nous misons sur la réhabilitation et que notre système fonctionne bien puisque nous avons l'un des plus bas taux de criminalité en Amérique du Nord. Sévir au lieu de prévenir pour réduire la criminalité n'est absolument pas acceptable.

Troisièmement, il y a la création d'une commission fédérale des valeurs mobilières. Au Québec, le consensus est que nous avons déjà la nôtre et que c'est bien ainsi.

Quatrièmement, il y a le fait qu'on ignore le Protocole de Kyoto. Au Québec, le consensus est que nous avons choisi la voie du Protocole de Kyoto, et non un quelconque compromis ou l'inaction.

Et finalement, il y a le déni de notre affirmation en réduisant le poids politique du Québec au Parlement et en multipliant les intrusions dans ses champs de compétence. Au Québec, le consensus est que nous sommes les mieux placés pour définir nos besoins, et que s'affirmer dans les institutions est nécessaire si nous voulons que notre culture puisse survivre.

Il y a bien d'autres constats d'insensibilité que mes collègues du Bloc québécois ont eu la chance d'expliquer en profondeur dans leur allocution pour démontrer à quel point les consensus du Québec sont toujours mis en doute par ce gouvernement.

Je termine donc en disant qu'à l'instar de la députation bloquiste, je n'appuierai pas ce discours du Trône pour l'ensemble des raisons que j'ai exposées.

• (1230)

[Traduction]

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux que la députée ait indiqué que la question de la culture n'était pas du tout abordée dans le discours du Trône. Les compressions dévastatrices aux programmes culturels ont coûté aux conservateurs leur majorité. Pourtant, on ne fait pas mention des arts et de la culture dans le discours du Trône. Les conservateurs n'ont pas écouté le public. Ils n'ont pas rétabli ces programmes. J'aimerais demander à la députée si le comportement des conservateurs à cet égard lui inspire confiance.

L'Adresse

C'est gênant. Le nouveau ministre du Patrimoine canadien a été très mal informé. Il a laissé entendre que les conservateurs augmentaient l'aide accordée aux programmes culturels. Il a affirmé qu'ils n'avaient pas supprimé de programmes importants dans le secteur des arts et de la culture. Cette imposture a été dénoncée par le *Globe and Mail* il y a longtemps. Le ministre devrait être honnête au lieu de prétendre que les actions de son gouvernement n'ont pas eu des répercussions négatives sur la culture. Il semble dire que les milliers de Québécois qui ont défilé dans les rues pour protester contre cette situation et que les 500 000 personnes qui ont visité le site web ont tort, et qu'il a raison.

[Français]

Mme Carole Freeman: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

En effet, le problème de la culture a été un point crucial pour la population québécoise et, effectivement, elle est descendue dans la rue pour dénoncer toutes ces coupes en culture. Pour nous au Québec, la culture, c'est fondamental. La culture, c'est l'âme de notre nation, c'est notre identité. Or les conservateurs ont coupé dans la culture de façon très draconienne, sans explication. Tous et chacun ont demandé des explications, quelles étaient la cause et la nécessité de ces coupes. On n'a jamais voulu répondre à cela, et la ministre du Patrimoine canadien de la dernière législature s'est refusée à donner des informations à quiconque les demandait pour expliquer la nécessité de ces coupes.

Pour nous, au Québec, c'est notre identité, mais la culture est aussi un moteur économique incroyable. Tout le monde sait à quel point la culture québécoise rayonne partout dans le monde. C'est peut-être la culture du Canada qui rayonne le plus. On n'a qu'à penser au Cirque du Soleil, à Céline Dion et à tous ces gens qui laissent partout une marque remarquable par leurs innovations et leur génie. On n'a qu'à penser au cinéma et aux auteurs. Les conservateurs ont coupé sauvagement, et je pense que la population québécoise leur a bien indiqué qu'elle n'acceptait pas ce genre de traitement et qu'elle refusera toujours que l'on s'essuie les pieds sur son identité et sa culture, sur la nation.

• (1235)

Mme Judy Wasylcia-Leis (Winnipeg-Nord, NPD): Madame la Présidente, je veux commencer en remerciant ma collègue du Bloc québécois ainsi que tous les députés du Bloc québécois, un parti d'opposition vraiment proche des démocrates en ce qui concerne les priorités du gouvernement.

Le député peut-il me dire quelles sont les demandes exactes du Bloc québécois en ce qui concerne cette crise économique?

Pour nous, c'est l'investissement dans les programmes d'infrastructure, les programmes sociaux comme la santé, le chômage, etc., et dans les programmes d'innovation. C'est aussi la protection des droits des consommateurs. C'est notre position.

Maintenant, quelles sont les demandes exactes des députés du Bloc?

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): La députée de Châteauguay—Saint-Constant ne dispose que de 50 secondes pour formuler sa réponse.

Mme Carole Freeman: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question.

En fait, je dois corriger un peu le tir au regard de son préambule qui disait que le Bloc était très proche du NPD. Nous devons certes mettre des bâtons là-dessus. Nous représentons la population du Québec et la nation québécoise, mais nous ne partageons pas la

position centralisatrice du NPD. Nous voulons retrouver nos pouvoirs alors que le NPD veut centraliser les pouvoirs, ce qui est vraiment nettement tout à fait à l'encontre de nos positions fondamentales.

Comme le temps qui m'était imparti s'achève, je termine ainsi: ne serait-ce que sur le plan de notre économie au regard des secteurs manufacturier et forestier, nous demandons vraiment que des investissements majeurs soient faits. Comme je le disais dans mon allocution, nous demandons évidemment que tous les démunis et que toute cette frange de la société qui souffre soient vraiment appuyés dans ce discours du Trône.

[Traduction]

M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kitchener-Centre.

• (1240)

[Français]

Je suis fier de répondre au discours du Trône.

[Traduction]

En ma qualité de secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, je suis fier d'intervenir aujourd'hui en faveur de l'adoption de la réponse au discours du Trône.

Je voudrais tout d'abord remercier les électeurs de Souris—Moose Mountain qui m'ont accordé leur confiance en m'élisant pour la troisième fois. Je remercie ma famille, et plus particulièrement mon épouse Sally, qui m'a accompagné tout au cours de la campagne. J'apprécie au plus haut point tous les efforts qui ont été faits en mon nom.

Ma province, la Saskatchewan, et le Canada en entier ont réalisé de solides gains économiques au cours des dernières années. Nous voulons continuer dans les années à venir à miser sur ces réussites et sur l'élan que nous avons créé ainsi.

Notre gouvernement est très conscient des défis auxquels les Canadiens et leurs familles doivent faire face en cette période d'incertitude économique. Je pense aux propriétaires de petites entreprises, aux agriculteurs, aux aînés, aux travailleurs et aux familles en général. Je suis persuadé que si nous unissons nos efforts, nous pourrions protéger leurs emplois et leurs économies et en ressortir plus forts qu'auparavant.

Je pense également aux gens des Premières nations. Il y a sept réserves dans ma circonscription. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour améliorer les réussites scolaires de nos jeunes autochtones. Préparer l'avenir signifie prendre les mesures nécessaires pour créer la main-d'oeuvre la mieux éduquée, la plus perfectionnée et la plus flexible au monde. C'est précisément ce que fait notre gouvernement.

Que nous soyons en période de prospérité ou d'incertitude économique, il est plus important que jamais que les Canadiens acquièrent des connaissances et des aptitudes. Notre gouvernement s'est engagé dans le discours du Trône à investir dans la main-d'oeuvre canadienne en continuant d'offrir une aide financière aux étudiants. Dans ce but, nous avons accru le financement des études postsecondaires de 40 p. 100. Nous aidons également les étudiants grâce à notre nouveau Programme d'aide au remboursement fondé sur le revenu, qui nous permettra de nous assurer qu'aucun d'entre eux n'aura à verser plus de 20 p. 100 de son revenu pour le remboursement du prêt.

L'Adresse

Dans le budget de 2008, le gouvernement a présenté un nouveau programme canadien de subventions aux étudiants qui permettra aux étudiants de familles à faible et à moyen revenu de profiter d'une aide financière mensuelle de 250 \$ et de 100 \$ respectivement. À compter de l'année prochaine, le nouveau programme devrait permettre de venir en aide à 245 000 étudiants au cours de la première année.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement a également réitéré son engagement à prendre des mesures pour encourager l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise. Nous avons un certain nombre de programmes de ce genre. Le discours du Trône signalait aussi l'engagement de notre gouvernement à travailler avec les provinces à éliminer d'ici 2010 les obstacles au commerce intérieur, aux investissements et à la mobilité de la main-d'œuvre. Nous voulons faire en sorte que les Canadiens puissent mettre à profit leurs qualifications et leurs capacités dans n'importe quelle province où leurs compétences sont requises.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, les collectivités autochtones du Canada représentent un important potentiel inexploité. Près de 16 000 autochtones participent au programme de Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones, dont le mandat est d'aider les Autochtones à recevoir une formation dans les métiers et à décrocher un emploi spécialisé viable dans le Nord et dans l'ensemble du Canada.

Notre gouvernement s'est aussi engagé à fournir un appui financier important sur six ans dans le cadre de nouvelles ententes sur le marché du travail conclues avec les provinces pour corriger une lacune qui rendait certaines personnes inadmissibles à de la formation dans le cadre du programme d'assurance-emploi.

Compte tenu des difficultés économiques qui nous attendent, notre gouvernement sait que de nombreux travailleurs risquent d'être obligés de quitter leur emploi en raison du ralentissement économique. Notre gouvernement va appuyer les travailleurs qui vivent une telle transition et nous ne les abandonnerons pas au moment où ils ont le plus besoin d'aide.

Nous voulons appuyer les Canadiens dans les moments difficiles parce que notre économie tire sa force de nos travailleurs et de leurs familles. Le premier ministre a affirmé que les gouvernements ont le devoir d'aider les familles et les collectivités à faire le pont entre un ralentissement économique et une relance économique.

Voilà pourquoi, en janvier 2008, le premier ministre a annoncé la mise sur pied de la Fiducie pour le développement des collectivités, d'une valeur de 1 milliard de dollars, qui finance diverses initiatives, notamment la formation professionnelle et le perfectionnement des compétences, afin de créer des débouchés pour les travailleurs concernés, des plans de transition pour les collectivités qui favoriseront le développement économique et la création de nouveaux emplois, de même que des initiatives d'infrastructure visant à stimuler la diversification économique.

Afin d'aider les travailleurs âgés à s'adapter à de nouveaux emplois, la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a mis en place l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, notamment pour les travailleurs âgés qui sont en chômage dans les collectivités les plus vulnérables. Nous devons aider tous les Canadiens à participer.

Je veux maintenant traiter de l'élimination des obstacles qui empêchent les Canadiens de réaliser leur plein potentiel.

Le Canada est guidé par le principe selon lequel il faut créer des débouchés et permettre à ceux qui travaillent fort d'avoir une

meilleure qualité de vie. Ce principe doit être maintenu, puisqu'il est porteur d'espoir.

L'élimination des obstacles à l'égalité des chances en milieu de travail permettra à l'économie canadienne d'être encore plus forte et plus compétitive. Nous poursuivons nos efforts en ce sens à l'aide des outils dont nous nous sommes dotés pour assurer l'équité en milieu de travail, notamment la Loi sur l'équité en matière d'emploi, la stratégie visant à créer un milieu de travail sans racisme, et les normes du travail fédérales qui fixent les conditions d'emploi minimales pour les employés et pour un bon nombre d'employeurs, les aidant ainsi à être sur un pied d'égalité avec les autres entreprises.

Nous pouvons trouver de meilleures façons de concilier le travail avec nos autres responsabilités dans la vie quotidienne, et nous allons le faire. Tout nouveau modèle de normes de travail doit tenir compte de cet impératif. Notre gouvernement a créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants afin d'aider les familles à concilier le travail et la vie familiale. Cette initiative offre plus de possibilités aux parents au moment de décider de la meilleure option pour leurs enfants.

La Prestation universelle pour la garde d'enfants, les transferts aux provinces et aux territoires, de même que les crédits d'impôt pour enfants nous permettent de faire des investissements sans précédent afin d'aider les familles qui ont des enfants, tout particulièrement celles dont le revenu est faible ou modeste. En fait, nos investissements en matière de garde d'enfants sont les plus importants de l'histoire de notre pays. Ils sont trois fois plus élevés que les sommes investies par le gouvernement libéral précédent. Notre Prestation universelle pour la garde d'enfants aide 1,5 million de familles et environ deux millions d'enfants annuellement.

Pour la famille moyenne, cette prestation et la déduction pour frais de garde d'enfants couvrent bien au-delà du tiers des coûts des services non parentaux de garde d'enfants. L'effet combiné de ces mesures est encore plus marqué dans le cas des familles monoparentales. On estime que la Prestation universelle pour la garde d'enfants a permis à 24 000 familles comptant quelque 55 000 enfants de cesser de faire partie de la catégorie des familles à faible revenu.

Grâce au financement important que nous accordons, les provinces et les territoires ont annoncé la création de plus de 60 000 nouvelles places en garderie depuis mars de l'année dernière. Nous continuerons de coopérer avec les provinces à la création de places en garderie afin de donner aux parents ce qu'ils nous ont demandé : un véritable choix en matière de garde d'enfants.

Dans le discours du Trône, le gouvernement réaffirme son engagement d'élargir la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance et d'aider les Canadiens à trouver des logements abordables. Notre gouvernement a donc renouvelé les programmes fédéraux en matière de logement et d'itinérance aux niveaux actuels pour une période de cinq ans, prenant fin le 31 mars 2014. Cette mesure a été bien accueillie.

En ce qui concerne la sécurité des Canadiens, le gouvernement est déterminé à prévenir la violence au travail. Les règlements sur la prévention de la violence sont maintenant en vigueur dans les lieux de travail privés et publics assujettis à la réglementation fédérale.

L'Adresse

Est également soulignée, dans le discours du Trône, la nécessité d'examiner soigneusement les dépenses de programme afin d'assurer leur efficacité et leur conformité aux priorités canadiennes. Les contribuables canadiens s'attendent à des services modernes et rentables qui répondent à leurs besoins individuels. Grâce à Service Canada, nous continuons d'améliorer l'accès des citoyens à la pleine gamme de renseignements, de programmes et de services gouvernementaux. Nous continuerons d'encourager l'élaboration de nouvelles façons d'offrir d'excellents services tout en accordant une importance à l'efficacité et aux résultats.

Je répète une fois de plus combien c'est un grand honneur et un privilège de servir mes électeurs à la Chambre. J'espère être à la hauteur de leurs attentes et je ferai tout mon possible pour bien les représenter. Je n'ai aucun doute que quand ces moments difficiles seront derrière nous, le Canada sera un pays plus fort, un pays meilleur.

• (1245)

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de vous voir au fauteuil. Je sais que vous faites un excellent travail à la Chambre.

Mon collègue et moi n'avons pas encore eu la chance de discuter, mais je suis le porte-parole du Parti libéral pour les ressources humaines et je sais qu'il est secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences. Je suis sûr que nous apprendrons à nous connaître en comité.

J'espère que le premier article à l'ordre du jour de notre comité sera la poursuite de l'étude sur la pauvreté au Canada qui a été laissée en plan à la fin de la dernière législature. Le gouvernement, comme la plupart des gens le savent, j'en suis sûr, a un bilan épouvantable dans la lutte à la pauvreté au Canada.

Le secrétaire parlementaire a mentionné la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Toutes les organisations et tous les groupes sérieux de lutte contre la pauvreté au Canada ont demandé de transformer cette prestation en une prestation fiscale. La semaine dernière, l'association des banques alimentaires du Canada a déclaré qu'elle n'avait jamais vu tant de travailleurs fréquenter les banques d'alimentation.

Le gouvernement prendra-t-il les choses au sérieux? Aurons-nous une stratégie de réduction de la pauvreté comme il y en a en Angleterre, en Irlande, dans les pays scandinaves, en Australie ainsi qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et même en Nouvelle-Écosse? Quand le gouvernement prendra-t-il au sérieux la réduction de la pauvreté dans notre pays?

M. Ed Komarnicki: Madame la Présidente, je remercie le député de Dartmouth—Cole Harbour pour ses aimables observations et commentaires. Je suis impatient de travailler avec lui au comité, et avec d'autres, en vue de trouver des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. L'itinérance, la pénurie de logement et la pauvreté sont des questions préoccupantes, notamment en période difficile.

Je lui assure que nous nous pencherons sur la façon de répondre aux besoins actuels en ayant recours au programme d'assurance-emploi et en améliorant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le crédit d'impôt pour enfants et la prestation fiscale pour le revenu gagné.

J'aimerais également rappeler au député que nous avons consacré plus d'argent que n'importe quel autre gouvernement à la lutte contre l'itinérance et à l'initiative en matière de logement pour aider les personnes en transition. Nous venons d'annoncer un investissement

de 387 millions de dollars sur cinq ans dans ces deux dossiers pour un investissement total de 1,9 milliard de dollars.

Selon moi, si les gens ont un logis, une maison, un toit, un lit et de la nourriture, ils peuvent réaliser leur potentiel.

Je suis impatient de travailler avec le député pour voir ce que l'on peut faire dans ce dossier.

• (1250)

Mme Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Nord, NPD): Madame la Présidente, je veux moi aussi vous féliciter de votre nomination au poste de Président suppléant de la Chambre. J'apprécie le travail que vous faites.

Je veux poser une question au secrétaire parlementaire au sujet d'un aspect qui était totalement absent de son discours, et c'était frappant. C'était également passé sous silence dans le discours du Trône. Je parle des personnes handicapées, qui relèvent de sa responsabilité.

À titre de secrétaire parlementaire, il doit savoir que les personnes handicapées ont deux fois plus de risques de vivre dans la pauvreté. Cinquante-cinq pour cent des Canadiens handicapés sont sans emploi. Ce taux augmente à 75 p. 100 chez les femmes. Deux millions de Canadiens n'ont ni l'aide ni le soutien dont ils ont besoin pour travailler et participer à part entière à l'essor de leur collectivité.

Le gouvernement doit réagir.

Premièrement, le secrétaire parlementaire a-t-il une idée de ce que fera le gouvernement pour faire en sorte que la convention de l'ONU soit ratifiée rapidement? Deuxièmement, fera-t-il quelque chose qu'il a refusé de faire au cours de la dernière législature, soit travailler avec nous pour veiller à ce qu'un sous-comité du Comité permanent des ressources humaines soit chargé précisément des difficultés des personnes handicapées?

M. Ed Komarnicki: Madame la Présidente, nous sommes heureux d'entendre toute suggestion que la députée et tous nos autres collègues peuvent nous faire sur cette question. Nul doute, les personnes handicapées doivent faire l'objet d'une attention spéciale si l'on veut qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel et s'intégrer sur le marché du travail.

Nous avons conçu quelques programmes à cette fin. Nous allons améliorer le régime enregistré d'épargne-invalidité pour faciliter l'accès des intéressés à de l'argent qui aurait été transféré à partir de régimes d'épargne-retraite inutilisés. Nous élargissons les critères d'admissibilité à la Prestation pour enfants handicapés. Nous avons créé une Prestation fiscale pour le revenu de travail, qui permet à une personne d'obtenir jusqu'à 500 \$ et à une famille, jusqu'à 1 000 \$, et qui prévoit un supplément pour les travailleurs handicapés à faible revenu.

Bien sûr, on pourrait faire plus, et il faut faire plus. Nous sommes ouverts aux suggestions. Nous voulons tous travailler ensemble et faire de notre mieux pour améliorer la situation.

M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC): Madame la Présidente, je voudrais d'abord dire, moi aussi, à quel point j'ai été outré et attristé d'apprendre ce qui s'est passé en Inde hier. C'est une terrible tragédie.

J'apprécie de pouvoir parler en réponse au discours du Trône et je voudrais remercier la population de Kitchener-Centre de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole en son nom. Je suis extrêmement reconnaissant aux membres de mon équipe de campagne pour leur soutien et leur dévouement.

L'Adresse

Nous vivons à une époque intéressante, comme le dirait le proverbe chinois. Pour rester dans cette tradition, nous pourrions définir la situation actuelle en disant qu'une « crise » représente à la fois un « danger » et des « possibilités ». Le Parlement est confronté à des dangers et à des possibilités et nous avons entendu un discours du Trône qui reconnaît à la fois ces dangers et ces possibilités.

Le discours du Trône aborde clairement les défis économiques qui définissent le travail qui attend le Parlement. Selon les rapports les plus récents, le Canada continue d'être le seul pays du G7 ayant un excédent budgétaire. Notre salaire horaire moyen a continué d'augmenter, affichant une hausse de 4,3 p. 100 l'année dernière. Notre taux de chômage reste un des plus bas de notre histoire. Pour la première fois depuis 1981, nous avons moins de chômage que les États-Unis. Depuis le début de 2008, nous avons enregistré un gain net de 107 000 nouveaux emplois. Par comparaison, nos voisins du Sud ont perdu, jusqu'ici, 1,2 million d'emplois. La prudence financière dont notre gouvernement a fait preuve au cours de la législature précédente a certainement contribué à ces avantages.

Au cours de la campagne électorale, et de nouveau à la Chambre, j'ai entendu les partis d'opposition dire que notre gouvernement dilapidait l'excédent dont nous avons hérité. Je ne pense pas que le remboursement de 37 milliards de dollars de dette nationale en tout juste deux ans, la réduction des impôts de près de 200 milliards de dollars et l'investissement dans l'infrastructure soient du gaspillage. C'était des mesures proactives visant à assurer la bonne santé de notre économie.

Lorsqu'on laisse entendre que le gouvernement a eu tort de réduire l'excédent de cette façon, cela revient à dire que nous devrions faire machine arrière en augmentant de nouveau les impôts. Lorsqu'on laisse entendre que le gouvernement a eu tort d'agir comme il l'a fait, cela revient à dire que nous devrions annuler les investissements dans l'infrastructure. Pourtant, ce sont justement ces mesures qui ont entraîné notre succès économique, qui est connue dans le monde entier. Il est déraisonnable de laisser entendre maintenant que la réduction des impôts et l'investissement dans l'infrastructure étaient des erreurs ou qu'il faudrait renverser la vapeur. Au contraire.

Ces mesures ont un effet stimulant pour l'économie. La réduction de la TPS, par exemple, a non seulement permis aux consommateurs d'avoir plus d'argent dans leurs poches l'année dernière, mais elle continue à accroître leur pouvoir d'achat cette année et continuera à le faire l'année prochaine et l'année d'après.

Les avantages que nous apportent ces réductions d'impôts et ces investissements dans l'infrastructure ne pourraient pas être plus grands si le gouvernement avait attendu jusqu'à maintenant pour les mettre en oeuvre, comme l'ont fait certains de nos voisins. Au contraire. Comme nous avons pris une avance, nous en recueillons déjà des avantages et nous avons retardé l'apparition d'une récession beaucoup plus longtemps que nos voisins.

Toutefois, les dangers sont réels: le déclin du marché boursier, la baisse de confiance des consommateurs américains, la réduction de la demande de nos produits, surtout dans le secteur automobile, de la part de notre principal partenaire commercial et la diminution du prix des matières premières. Nous sommes tous très conscients des dangers qui nous guettent.

Nous ne pouvons échapper au ralentissement économique. Les difficultés économiques qui confrontent notre plus important partenaire commercial nous toucheront inévitablement. Nous sommes un pays commerçant. La santé de l'économie mondiale a des répercussions sur la santé de l'économie canadienne.

Le gouvernement a déjà démontré avoir pris conscience de la nécessité de la coopération internationale. Notre premier ministre a déjà rencontré d'autres chefs d'État et discuté avec eux des principes généraux que notre gouvernement mettra en oeuvre avec l'appui de la Chambre. J'espère personnellement que deux approches deviendront prioritaires. Je suis convaincu de parler au nom de la population de Kitchener-Centre en mentionnant ces priorités. En fait, il s'agit d'occasions à saisir. La première est une accélération des investissements dans les infrastructures. La seconde consiste à appuyer les personnes qui perdent leur gagne-pain ou dont les économies fondent par suite du ralentissement économique. Ces deux priorités sont typiques de la tradition de développement communautaire et d'innovation sociale de Kitchener.

• (1255)

Pour ce qui est des infrastructures, le gouvernement s'est déjà sagement engagé à investir 33 milliards de dollars en infrastructure au cours des années à venir. Il devient crucial de fournir une bonne partie de cette stimulation économique d'ici un an ou deux. Je suis sûr que notre gouvernement s'emploiera à mettre ces mesures en oeuvre dans les meilleurs délais. Il s'agit d'une occasion de répondre aux besoins réels et actuels d'infrastructures.

Il est tout aussi important de faire en sorte qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte. Au Canada, nous n'abandonnons pas les moins fortunés. De toute évidence, le ralentissement économique se fera sentir au niveau du fonds d'assurance-emploi et des programmes d'aide sociale des provinces. C'est avec confiance que je m'attends à ce que le nouveau budget du gouvernement réponde à ces besoins très importants.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à continuer de faire preuve de générosité dans les paiements de transfert destinés aux programmes de soins de santé et d'aide sociale. Il a promis de veiller à ce que les programmes de recyclage des travailleurs soient accessibles pour ceux qui en ont le plus besoin. Il a également confirmé sa détermination à maintenir la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance et d'aider plus de Canadiens à trouver un logement abordable. Ce sont là des occasions d'améliorer nos réseaux de soutien.

Comment le gouvernement atteindra-t-il ces objectifs fondamentaux? Comment la Chambre unira-t-elle ses forces dans un contexte de gouvernement minoritaire? Comment le gouvernement peut-il réconcilier des besoins parfois contradictoires à l'échelle des dix provinces et des trois territoires? Nous avons une occasion unique d'accomplir cette grande tâche au cours de la 40^e législature.

Deux éléments jouent en notre faveur. Premièrement, nous avons entendu un appel presque unanime pour rétablir le décorum à la Chambre. Cette demande montre que les députés et les Canadiens d'un océan à l'autre souhaitent que nous nous concentrions sur un objectif commun. L'ampleur des défis qui nous attendent est telle que nous sommes forcés de mettre de côté les intérêts partisans pour trouver un objectif commun. Une importante occasion d'améliorer le discours public s'offre à nous.

Deuxièmement, nous avons un premier ministre qui a suffisamment de confiance pour tenter une recherche de solutions ouverte. La confiance mène à l'ouverture d'esprit et elle est une condition nécessaire à la transparence. Elle constitue également un prérequis à la confiance mutuelle. Au cours de la dernière législature, notre premier ministre a montré, à bon nombre d'occasions, la confiance tranquille qui l'anime. Avant d'agir, il s'est entre autres ouvertement engagé à obtenir l'approbation du Parlement au sujet de la mission en Afghanistan.

L'Adresse

Je songe à d'autres exemples illustrant cette ouverture, notamment la résolution judicieuse et unificatrice concernant l'identité québécoise et les excuses sincères faites aux survivants des pensionnats indiens. Ces moments ont inspiré les gens de ma circonscription, Kitchener-Centre, et j'ose même dire qu'ils ont inspiré les Canadiens d'un océan à l'autre. Tous ceux qui étaient présents à ces occasions, peuvent être fiers de leur travail.

Ces réalisations ont nécessité de la force et de la confiance et elles ont véritablement été les moments les plus marquants de la 39^e législature. Elles illustrent par surcroît comment l'ouverture d'esprit, la transparence et la confiance mutuelle, possibles uniquement à condition de croire dans ses propres forces, peuvent permettre d'atteindre un objectif commun.

Le discours du Trône offre une voie pour éviter de graves difficultés économiques. Je presse l'ensemble des députés de saisir l'occasion qui leur est offerte de faire preuve de confiance et d'opter pour l'ouverture d'esprit, la transparence et la confiance mutuelle. Empruntons cette voie ensemble en nous concentrant sur les besoins et le bien-être des Canadiens.

● (1300)

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, j'ai bien écouté ce que le député a dit lorsqu'il a proposé de mettre la partisanerie de côté. Je suis tout à fait d'accord, mais ce n'est pas de cela dont il est question. On parle de rapporter les faits avec exactitude. Le député a parlé d'investir 33 milliards de dollars au cours des prochaines années. Or, quand le patient est décédé, on ne peut le ramener à la vie. Le député s'assurera-t-il que l'argent soit versé immédiatement?

Je vais dire au député ce que le gouvernement conservateur n'a pas fait. En 2005, des sommes avaient été mises de côté pour le programme d'infrastructure municipale rurale, le Fonds canadien d'infrastructures stratégiques, le Fonds pour l'infrastructure frontalière et le Fonds d'investissement pour les transports en commun, pour un total de 11,5 milliards de dollars pour 2007, 2008 et 2009. Pour la gouverne du député, dans le budget conservateur de 2007, seulement 4 milliards de dollars de ce financement étaient inclus, soit 7,5 milliards de moins. Les 20 milliards de dollars dont il parle proviennent de la taxe sur l'essence et du remboursement de la TPS aux municipalités.

Le député déclarera-t-il à ses électeurs qu'il est prêt à demander à son gouvernement et à son premier ministre de remettre cet argent aux municipalités?

M. Stephen Woodworth: Madame la Présidente, le facteur temps est primordial pour ces projets d'infrastructure, et c'est pourquoi je suis si heureux que le discours du Trône contienne l'engagement d'accélérer ces projets.

La force de notre pays est que nous travaillons en collaboration avec les provinces, et non unilatéralement. Par exemple, dans ma circonscription, Kitchener-Centre, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont désigné le couloir de transit de la région de Kitchener-Waterloo comme étant une priorité. J'ai l'intention de travailler fort pour que ce projet obtienne son financement en temps opportun.

J'ai déjà communiqué avec le maire de Kitchener et le président de la région de Waterloo pour établir quels sont leurs projets d'infrastructure prioritaires. Je crois que mon travail de député consiste à assurer le financement de ces projets.

● (1305)

Mme Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Nord, NPD): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le député de Kitchener-Centre. J'espère qu'il saura répondre aux normes élevées de sa prédécesseure, Karen Redman, qui a su se mériter le respect et l'admiration de la Chambre.

Je connais très bien Kitchener, car j'y suis né et mes parents habitent tout près, dans le village de Winterbourne. Je sais aussi, d'après mes visites, que les conservateurs ne représentent pas bien les préoccupations de la région à ce jour. J'espère qu'ils le feront.

J'aimerais poser une question sur un dossier bien précis, celui des travailleurs mis à pied qui, en plus d'avoir perdu leurs emplois, se retrouvent sans assurance-médicaments. Des résidents de Kitchener nous ont dit, et ils ont dû dire la même chose au député, qu'ils souhaitaient que le gouvernement adopte une stratégie nationale sur les médicaments afin que tous, sans égard à leur situation financière, aient accès aux médicaments dont ils ont besoin. Le député s'engage-t-il à examiner la question avec le gouvernement?

M. Stephen Woodworth: Madame la Présidente, la présence de mon collègue à la Chambre témoigne de la quantité de gens remarquables qui sont originaires de Kitchener. Je suis content d'apprendre que nous partageons les mêmes racines.

Je suis né à Kitchener et j'y ai grandi. Je connais les collines, les vallées, les rues et les raccourcis, comme le fond de ma poche. J'ai un bon réseau d'amis et de connaissances avec qui j'ai travaillé au fil des ans à Kitchener. Je connais bien leurs besoins et leurs désirs.

Je veux également remercier sur ce que mon collègue a dit au sujet de Mme Redman, ma prédécesseure. Il y a bien des années, dans une autre vie, j'entretenais des liens étroits avec l'organisation qu'elle représentait. J'ai toujours eu une excellente relation avec elle et je conviens qu'elle s'acquittait de ses tâches avec classe et dévouement.

Pour ce qui est de la question des sans-emploi et de l'assurance-médicaments, le gouvernement veut d'abord s'assurer que le moins de gens possible sont sans emploi. Les mesures prévues dans le discours du Trône pour stimuler l'économie devraient permettre d'atteindre cet objectif. D'ailleurs, je m'attends à ce que ces mesures soient couronnées de succès.

[Français]

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à vous informer que je vais partager mon temps avec le député de Davenport.

Tout d'abord, madame la Présidente, j'aimerais vous féliciter d'avoir accédé à ce poste. À mon avis, en raison de votre calme et du bon vouloir que vous mettez en évidence, vous réussirez à obtenir la collaboration de tous les députés des deux côtés de la Chambre.

J'aimerais aussi saisir cette occasion pour remercier les électeurs du comté de Lac-Saint-Louis de m'avoir encore une fois fait confiance.

[Traduction]

Je remercie les électeurs de ma circonscription de m'avoir réélu à Ottawa pour continuer à faire entendre leur voix dans la capitale.

L'Adresse

Je félicite aussi mes collègues, les nouveaux comme ceux qui ont été réélus. Je félicite mes collègues de tous les partis. Nous avons tous connu l'épreuve de la campagne électorale et je pense qu'en raison de cette expérience et de cet engagement que nous partageons tous pour le Canada, il s'ensuit un respect mutuel. La campagne électorale est en train de devenir une habitude pour nous tous. J'avoue que c'est une habitude qui me passionne de plus en plus, bien que de nombreux citoyens en aient à juste titre assez de cette cascade d'élections fédérales que nous avons eue, sans parler des élections à d'autres paliers.

J'ai néanmoins beaucoup apprécié l'occasion que j'ai eue l'automne dernier de rencontrer de façon beaucoup plus fréquente et plus intense mes électeurs grâce à cette campagne. Cela m'a fait plaisir d'échanger avec eux des idées dans des gares, des centres commerciaux, à la porte de leur maison ou à l'occasion de réunions et de débats publics. J'ai bien apprécié la passion caractéristique des électeurs de Lac-Saint-Louis, qui sont parmi les mieux informés et les plus engagés du pays, pour les questions intérieures et internationales.

Ce qui caractérise ma circonscription, à part le fait qu'elle est bordée d'eau sur trois côtés, puisqu'elle est située sur l'une des plus grandes voies maritimes du continent, le Saint-Laurent, c'est que ses habitants sont des gens de principe. Aussi loin qu'il m'en souvienne, c'est une caractéristique des électeurs de Lac-Saint-Louis. Ils sont fidèles à leurs principes, quelle que soit la direction dans laquelle souffle le vent de la politique. Les modes politiques et les puissantes machines politiques avec leurs stratégies de communication sont sans effet sur les principes des électeurs de Lac-Saint-Louis.

J'en viens maintenant au discours du Trône, que j'ai soigneusement écouté comme mes collègues. On y trouve de bonnes choses et aussi des idées que mon parti ou d'autres partis d'opposition n'auraient pas nécessairement présentées dans un discours du Trône, mais de toute façon, ce discours du Trône, pour l'instant, ce ne sont que des paroles. Reste à voir si le gouvernement joindra les actes à la parole.

En période de difficulté, la population attend deux choses du gouvernement: premièrement, que ce soit un gouvernement dans lequel on puisse avoir confiance, et deuxièmement, qu'il s'attaque aux problèmes à court terme tout en ébauchant des solutions à long terme pour les défis plus lointains.

Je constate malheureusement que la feuille de route du gouvernement laisse à désirer sur ces deux plans, et qu'on est en droit de se demander s'il est capable de guider le Canada à travers toutes ces difficultés et de concrétiser toutes les belles paroles du discours du Trône.

Prenons la confiance. Qu'est-ce que cela signifie? À mon avis, la confiance comporte deux éléments, la transparence et la compétence. En matière de transparence, la question est de savoir si les Canadiens peuvent avoir confiance dans les déclarations du gouvernement. C'est un élément très important de leur confiance envers le gouvernement.

Pour ce qui est de la compétence, cela veut dire quand on parle de confiance qu'on part du principe que le gouvernement a des intentions parfaitement honnêtes et tient parole. Le gouvernement prend-il régulièrement les décisions les meilleures et les plus judicieuses? Parce que s'il ne tient pas parole, s'il est inefficace, s'il agit n'importe comment, s'il fait des bourdes ou s'il est incompetent, la population n'est pas plus avancée.

Attardons-nous d'abord à la transparence. Je ne suis pas du tout certain que le gouvernement ait été honnête et sincère avec les

Canadiens au cours des trois dernières années et qu'il ait gagné leur confiance. Le gouvernement tient-t-il parole? Le gouvernement suit-il la direction qu'il s'est publiquement engagé à suivre? Le gouvernement fait-il des tours de passe-passe et prétend-t-il faire une chose alors qu'il en fait une autre? Le gouvernement préfère-t-il le tape-à-l'oeil à la substance?

Regardons un instant le bilan du gouvernement conservateur précédent.

Le gouvernement s'était engagé à tenir des élections à date fixe, mais il a renié cet engagement.

Le gouvernement avait promis de ne pas imposer les fiducies de revenus, mais il a renié cet engagement.

● (1310)

Pendant la campagne électorale de 2006, le gouvernement avait promis des réformes positives de l'impôt sur les gains en capital. Cette promesse, tout comme celle visant la création de nouvelles places en garderie, a disparu comme par enchantement.

Le gouvernement a promis de renouveler nos infrastructures. Pourtant, il tire de la patte. Je pense que l'une des raisons pour lesquelles il agit ainsi, c'est qu'il ne veut pas accroître le déficit car ce serait politiquement embarrassant. Il ne veut pas accroître le déficit qui, comme l'a dit le directeur parlementaire du budget, découle des politiques du gouvernement. Il préfère reporter les dépenses pour sauver la face politiquement. Il préfère laisser nos infrastructures s'écrouler plutôt que de perdre la face politiquement. Il préfère que les gens restent au chômage plutôt que de perdre la face politiquement.

Le gouvernement précédent avait promis de réduire les délais d'attente des patients, mais a ensuite abandonné l'idée de même essayer de tenir cette promesse.

Quant aux changements climatiques, il y a trois ans, le gouvernement a promis de mettre en place des règlements pour contribuer à lutter contre les gaz à effet de serre, mais pas un seul règlement n'a encore été publié.

Au sujet des nominations au Sénat, le gouvernement a déclaré qu'il élirait des sénateurs. La première chose qu'il a faite en 2006 a été de nommer un sénateur. La population a réagi en n'élisant pas ce sénateur au Parlement. Nous savons maintenant que le gouvernement et le Sénat sont en train de préparer le terrain. Le gouvernement prépare en fait le Sénat et les Canadiens à la nomination de 19 sénateurs non élus. Bien entendu, il évoquera l'argument selon lequel le Sénat était dysfonctionnel et qu'il se devait d'agir.

L'Adresse

Le deuxième élément de la confiance, c'est la compétence. D'aucuns diront qu'il importe peu que le gouvernement soit sincère ou qu'il fasse preuve d'honnêteté intellectuelle, pour autant qu'il soit compétent et efficace. En fait, pendant que je faisais du porte-à-porte dans le cadre de la campagne électorale, j'ai rencontré bien des gens décents qui m'ont dit qu'ils n'aimaient pas le gouvernement et qu'ils ne croyaient pas ce qu'il disait, mais que ses députés semblaient intelligents et fûtés. Ils semblent rusés et j'imagine que cela signifie quelque chose. Il est possible qu'ils arrivent à quelque chose par l'intelligence et la ruse. Pourtant, il est plutôt triste de penser que des gens décents, après trois années de règne conservateur, aient réduit à un tel niveau leurs attentes à l'égard de l'honnêteté politique.

Encore une fois, le gouvernement ne s'est pas élevé bien haut sur le baromètre de la confiance qu'est la compétence. Au début de la semaine, le ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) a dégagé le gouvernement de toute responsabilité pour le prochain déficit fédéral en déclarant que le gouvernement n'aurait pas pu voir venir la récession mondiale actuelle. Il faut alors se demander pourquoi donc le gouvernement a éliminé le coussin financier que le gouvernement libéral précédent avait intégré aux budgets antérieurs. Ce coussin avait justement pour but de parer à l'imprévu. Les conservateurs ne peuvent jouer sur deux tableaux à la fois. S'ils n'étaient pas en mesure de voir ce qui se préparait, pourquoi ne se sont-ils pas préparés au pire, au cas où il se produirait? C'est une question de compétence.

Une ligne du budget s'inspirait de mon projet de loi d'initiative parlementaire, le C-228. On y dit que le gouvernement présentera des mesures législatives visant à interdire le captage de l'eau d'un grand bassin hydrographique pour son transfert à l'extérieur de celui-ci. Il reste à voir si le gouvernement donnera suite à cette mesure, mais il peut être certain que je ferai pression pour qu'il agisse le plus rapidement possible.

• (1315)

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, je souhaite à mon collègue un bon retour à la Chambre. Je sais qu'il se passionnera de nouveau pour certains sujets, dont les plans d'eau. Nous avons fait du bon travail ensemble au Comité de l'environnement.

Ma question porte sur les choix du gouvernement en ces temps incertains. Nous prendrons connaissance de certains de ces choix cet après-midi. Je crois que bon nombre d'entre eux ressembleront à un programme, mais qu'ils seront plutôt de nature politique. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi, mais certaines fuites gouvernementales aux médias permettent de croire que tel sera le cas.

Il s'agit en fait de choisir comment stimuler une économie. Je vais parler du Nord-Ouest de la Colombie-Britannique, qui est en récession depuis quelques années déjà. Le taux de chômage atteint plus de 80 p. 100 dans certaines collectivités, alors que le gouvernement affirme qu'une baisse des impôts est la solution à tous les maux. Cela revient à dire que si le seul outil que vous avez est un marteau, vous verrez tout problème comme un clou.

Des entreprises de ma région qui éprouvaient des difficultés depuis longtemps ne payaient pas d'impôts car elles ne réalisaient pas de bénéfices. La baisse des impôts des sociétés n'a eu aucun effet sur leurs bénéfices inexistantes. Par contre, lorsque nous avons pu bénéficier d'un financement conjoint public-privé pour une scierie à Fort St. James, cela a permis de sauver 250 emplois. Les travailleurs retournent d'ailleurs au travail cette semaine.

C'est une question de choix, mais le gouvernement semble tenir mordicus à l'idée que rien ne vaut une mesure sur le taux

d'imposition pour régler un problème plutôt que de proposer de véritables mesures de stimulation et des investissements, comme il en est question aux États-Unis. Je me demande ce que le député pense des choix actuels de ce gouvernement idéologue et de ceux qu'il a faits dans ses budgets précédents.

M. Francis Scarpaleggia: Madame la Présidente, la question du député porte sur un sujet que je voulais aborder avec le député de Kitchener-Centre. Il a parlé de la réduction de la TPS et de son effet stimulant pour l'économie.

Le problème avec les réductions de taxes et de taux d'intérêt est que leur effet — et c'est ce que nous apprennent les cours d'économie pour débutants — est atténué par la psychologie du marché. Nous pourrions réduire les impôts à l'infini, si les gens ont des craintes, ils ne vont pas dépenser. Nous pourrions réduire les taux d'intérêt autant que nous le voulons, si les entreprises sont pessimistes, elles ne vont pas emprunter ni investir.

En réponse au point soulevé par mon collègue néo-démocrate, je pense qu'en une période comme celle que nous vivons en ce moment, ce qui importe, c'est que le gouvernement prenne le contrôle des leviers qu'il serait le seul à contrôler, par exemple, les dépenses pour l'infrastructure. Si le gouvernement décide de consacrer des dépenses à l'infrastructure, aucun comportement du marché ne lui fera changer d'idée, mais si une personne paye 1 p. 100 de moins de TPS — et en passant, le gain réalisé est simplement récupéré par les pétrolières qui augmentent le prix de l'essence ou les casse-croûte qui haussent le prix de leur café — le hic, c'est que le gouvernement peut difficilement tirer cette ficelle. C'est une simple ficelle alors que, ce dont nous avons besoin, c'est d'un solide levier.

• (1320)

[Français]

M. Jean-Claude D'Amours (Madawaska—Restigouche, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue pour son allocution, mais j'aimerais quand même lui poser une question à deux volets.

Si on se souvient bien, il y a eu beaucoup de problèmes au niveau de la crise de l'industrie forestière au cours des 30 derniers mois, soit depuis que le gouvernement conservateur est en place.

Je voudrais que mon collègue me réponde à ceci. Est-ce que le gouvernement a compris? Le gouvernement a-t-il écouté les revendications? On l'avait prévenu à l'avance de la situation, de la crise économique et de la situation au niveau de l'industrie forestière. Le gouvernement a-t-il fait quelque chose?

Quant au deuxième élément, on avait aussi prévenu les conservateurs du danger d'avoir un déficit, mais ils nous disaient de ne pas nous inquiéter et qu'il n'y aurait pas de déficit. Je pose la question à mon collègue. Le gouvernement a-t-il écouté quelque chose de tout ce que nous lui avons dit au cours des 30 derniers mois? Les conservateurs ont-ils compris le message ou ont-ils, tout simplement, fait la sourde oreille?

M. Francis Scarpaleggia: Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de sa question. Je crois que ce qui ressort en fait, encore une fois, de ce gouvernement nouvellement réélu, c'est...

Une voix: Il n'a pas écouté.

M. Francis Scarpaleggia: Évidemment, il n'a pas écouté. C'est un gouvernement qui ne se soucie pas trop des politiques à long terme. Je l'ai mentionné dans mon discours. Un gouvernement qui inspire la confiance doit premièrement être honnête sur le plan intellectuel, mais deuxièmement, il doit planifier à long terme. Je ne crois pas que le gouvernement ait planifié des mesures de rechange au cas où on serait en pleine crise.

En réponse à la question de mon collègue: c'est non.

[Traduction]

M. Mario Silva (Davenport, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais commencer par remercier les gens de Davenport pour la confiance qu'ils m'ont manifestée. Je félicite tous les députés pour leur élection ou leur réélection. En nous choisissant pour les représenter, les Canadiens ont mis en nous leur confiance sacrée. Nous sommes investis de la responsabilité de porter la noble tradition qui remonte à la fondation du pays.

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier les députés qui n'ont pas été réélus d'avoir servi le pays que nous aimons tous comme ils l'ont fait. On se souviendra longtemps de leur ardeur et de leur dévouement.

J'aimerais également remercier le chef de mon parti de m'avoir fait confiance en me nommant porte-parole de l'opposition officielle en matière d'affaires étrangères pour l'Amérique.

Permettez-moi de citer en premier lieu un extrait du discours du Trône:

Le Canada, à l'instar d'autres pays démocratiques, doit aujourd'hui faire face à un défi décisif. Il doit s'adapter à de nouvelles circonstances et de nouvelles exigences ou il faillira à la tâche. Un tel défi n'a rien d'abstrait; c'est une confrontation qui vous sera imposée en raison de votre élection au présent Parlement.

Si les députés ne reconnaissent pas ces paroles, c'est qu'elles n'ont pas été prononcées dans le discours du Trône de la semaine dernière, mais bien dans le discours du Trône du 12 septembre 1968. Ce sont des paroles qui n'ont pas vieilli, car toutes les époques présentent leurs difficultés. Le monde est en constante évolution. Chaque génération doit reprendre le flambeau pour avancer avec audace à travers les ténèbres et illuminer le chemin que d'autres suivront plus tard.

En 1968, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau était le chef jeune et dynamique que le Canada venait d'élire. Bien que le monde fût menacé par de nombreux dangers, comme c'est le cas aujourd'hui, il a demandé à tous les Canadiens de sa génération de mettre la main à la pâte pour bâtir une société juste, où la prospérité serait partagée par un grand nombre, et non réservée à quelques-uns. Mais surtout, il a demandé à tous les Canadiens de prendre la place qui leur revenait dans le monde.

John Maynard Keynes a déjà dit que le Canada était le pays de l'espoir infini. Nous qui siégeons dans cette enceinte avons l'énorme responsabilité de relever les défis auxquels notre pays et le monde doivent faire face.

Le chef de l'opposition, le député de Saint-Laurent—Cartierville, a tout à fait raison d'avoir formulé les commentaires suivants à la suite du discours du Trône. « En élisant un gouvernement minoritaire, a-t-il déclaré, les Canadiens demandent aux parlementaires de travailler ensemble pour que nous réussissions à affronter avec succès les défis économiques auxquels nous faisons face ». Tout pouvoir implique des responsabilités et nous avons celle de faire fonctionner cette législature.

Il est clair que, partout au Canada, les Canadiens affrontent des défis économiques sans précédent. Les deux autres chefs des partis

L'Adresse

de l'opposition sont-ils en train de dire qu'il serait préférable de dépenser 300 millions de dollars pour des élections qui leur conviendraient sur le plan politique au lieu de répondre aux besoins des Canadiens en cette période difficile de notre histoire?

Comme l'a bien dit le chef de mon parti, le discours du Trône comporte de nombreuses lacunes et pourrait être grandement amélioré. Cependant, les Canadiens nous ont envoyés ici pour travailler. Ils nous ont envoyés ici pour que nous mettions fin au comportement effronté partisan que certains ont manifesté à plusieurs reprises et que, au lieu de cela, nous fassions primer les intérêts des Canadiens.

Compte tenu du taux de participation aux élections, qui a été l'un des plus faibles de l'histoire du Canada, nous devons reconnaître que nous avons tous la responsabilité impérative de favoriser la confiance dans nos institutions et de donner aux citoyens de partout au pays un message d'espoir, de coopération et d'engagement en ces temps difficiles. Nous sommes ici dans l'intérêt de la population, et non pas pour notre intérêt personnel.

Dans neuf ans à peine, le Canada aura 150 ans. En 1967, le Canada célébrait son 100^e anniversaire et accueillait l'Expo 67. Le monde constatait alors que nous étions devenus un grand pays.

À cette époque de grands progrès et de grand émerveillement, on a proposé des changements audacieux sur les plans social, économique et politique. Nous devons aujourd'hui chercher le même élan pour relever les défis du nouveau millénaire et entretenir la flamme de l'espoir et de la prospérité dont nous prenons le relais des générations passées. Nous devons pour cela agir avec audace, surtout lorsque la récession est sur nous.

Pensons, à titre d'exemple, au fait que les premiers ministres de l'Ontario et du Québec, et d'autres, préconisent depuis un certain temps déjà la création d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Windsor et Québec. Il en résulterait une liaison interurbaine rapide et viable sur le plan de l'environnement dans ce corridor. Ce projet visionnaire a déjà trop tardé. Même si nous ne sommes plus qu'à neuf ans de notre 150^e anniversaire, nous pourrions réaliser cette liaison ferroviaire à grande vitesse avant cette échéance si nous décidions dès maintenant de le faire.

● (1325)

De même, notre régime national de pensions, qui a été créé par un gouvernement libéral, reconnaît clairement la nécessité de prendre soin de ceux qui ont travaillé très fort pour construire notre pays. Le discours du Trône est une occasion ratée de s'engager à protéger les pensions des Canadiens plus âgés qui le méritent pourtant. Nous devons travailler en collaboration pour nous assurer que tous les Canadiens jouissent de la qualité de la vie à laquelle ils ont droit pour nous avoir élevés, pour avoir travaillé pour nous et pour s'être dévoués à préparer de meilleurs lendemains pour ceux qui profitent maintenant du fruit de leur labeur.

L'infrastructure est dans un état lamentable au pays. Un engagement financier réel et ciblé dans ce domaine aiderait à restaurer l'infrastructure d'une manière viable sur le plan environnemental un peu partout au pays et permettrait également de créer des emplois qui seraient les bienvenus dans toutes les régions.

Nous avons besoin de mesures sérieuses et énergiques pour protéger les emplois dans tous les secteurs de notre économie, y compris les industries manufacturières.

L'Adresse

En périodes difficiles, les familles de travailleurs ont besoin de l'aide du gouvernement. Nous devons tenter de réduire la pauvreté et veiller à ce que, face à la tourmente économique mondiale, un plus grand nombre de Canadiens ne se retrouvent pas dans de telles situations.

Nos jeunes doivent croire en la possibilité d'un avenir brillant. Même si des nuages d'incertitudes planent au-dessus de leur tête, ils doivent savoir que derrière ces nuages, il y a le soleil. Les jeunes Canadiens sont notre avenir. Nous devons les aider à apprendre et à relever les défis que présente un monde en changement et voir à ce qu'ils sachent que nous sommes là pour les appuyer, malgré les graves problèmes auxquels ils doivent faire face.

Notre pays doit faire preuve de leadership dans le dossier des changements climatiques. Nous devons montrer au monde que notre engagement est sérieux et que nous sommes prêts à prendre la tête du peloton comme si notre survie en dépendait puisqu'elle en dépend effectivement.

Il aurait été avisé de prévoir dans le discours du Trône d'engager le pays à l'égard d'une économie plus verte et des avantages économiques et environnementaux que peuvent procurer de telles politiques progressistes et essentielles.

En tant que pays, nous devons nous engager à investir dans la technologie verte pour la production d'automobiles. Si le défi actuel auquel les fabricants d'automobiles font face nous a appris quoi que ce soit, c'est que dans l'avenir, nous devons produire des voitures plus écologiques qui plairont davantage aux acheteurs.

Nous devons tenter de trouver une solution aux grands besoins de nos Premières nations et protéger notre intégrité territoriale dans les régions les plus septentrionales de notre pays.

Lorsque les temps sont durs, il est facile d'oublier que l'identité d'une nation se définit par sa culture et les artistes qui l'expriment par leur passion et leur talent. Lorsque l'économie traverse une période difficile, les artistes sont toujours de ceux qui subissent les pressions financières les plus aigües. Nous devons nous engager à appuyer les artistes de toutes les façons possibles, car ils font un travail important pour le Canada et le monde entier.

Sous le règne des gouvernements libéraux qui se sont succédé et qui ont géré les affaires publiques de façon efficace et progressiste de 1993 à 2006, non seulement nous avons des budgets équilibrés, mais, signe de prudence, nous avons aussi une réserve pour éventualités. La crise économique mondiale vient confirmer la sagesse d'une telle politique. Nous devons trouver une façon de rétablir une réserve pour éventualités et de ne pas adopter à tort et à travers des politiques économiques qui semblent positives à court terme, mais qui ne servent pas le Canada à long terme.

J'invite le gouvernement à continuer dans la veine des politiques des gouvernements libéraux précédents en ce qui concerne le secteur bancaire. Malgré les pressions énormes qui s'exerçaient sur eux à l'époque, les précédents premier ministre et ministre des Finances libéraux ont résisté et n'ont pas autorisé les fusions et la déréglementation dans le secteur bancaire. N'eût été de cela, nos institutions financières seraient aujourd'hui dans une position beaucoup moins favorable qu'elles ne le sont.

Nous nous entendons tous pour dire qu'il y a beaucoup à faire. Aujourd'hui, les députés sont invités à travailler ensemble à la recherche de solutions audacieuses aux défis auxquels le Canada et le monde sont confrontés. Le temps n'est plus aux querelles partisans. Nous devons répondre à l'appel de la population, et elle attend notre réponse.

En ces temps apparemment sombres, faisons rayonner la détermination à toute épreuve du Canada. Servons de guide au monde entier et soyons prêts à surmonter les obstacles qui se dresseront sur notre route, de manière à être les premiers peut-être à émerger de l'ombre.

• (1330)

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, je souhaite à mon collègue un bon retour à la Chambre.

Pour ce qui est de la mise à jour économique qui sera présentée cet après-midi, les questions dont nous serons saisis pourraient être des questions de confiance. Nous connaissons le bilan des libéraux à cet égard durant la dernière session. Pour des raisons politiques, il semble que les députés libéraux n'aient pas été en mesure d'exprimer leurs convictions lors des votes. À 43 reprises, les conservateurs ont présenté des motions de confiance sur les budgets, le discours du Trône ainsi que des mesures fiscales, mais, pour des raisons qui ne sont pas politiques, et qui ne sont pas associées au Parlement, les libéraux n'ont pas pu agir en fonction de leurs convictions.

J'ai une question pour mon collègue, que je connais bien puisque nous avons travaillé sur divers dossiers ensemble. En cette période économique incertaine et désastreuse, le gouvernement doit faire des choix qui seront d'une importance cruciale pour les familles de travailleurs du pays. Ces décisions auront des répercussions non seulement sur l'exercice actuel, mais peut-être également sur les exercices futurs. Le gouvernement conservateur actuel possède des idéologies très profondes qui l'empêchent de se tourner vers d'autres solutions, de mettre en place de véritables mesures de relance et d'investir réellement dans l'industrie et les collectivités.

Qu'est-ce que le Parti libéral fera en ce qui concerne ces questions de confiance? Quelles limites se fixera-t-il? Sachant que nous sommes en situation de gouvernement minoritaire, aura-t-il le courage d'agir dans l'intérêt de tous les Canadiens?

M. Mario Silva: Madame la Présidente, nous reconnaissons tous la situation difficile dans laquelle ce pays se trouve. Dans mon discours, j'ai parlé du fait que nous sommes aux prises non seulement avec des difficultés économiques, mais aussi avec un manque de confiance à l'égard de nos institutions parlementaires. La faiblesse du taux de participation aux dernières élections devrait nous préoccuper au cours de cette législature.

À titre de parlementaires, nous avons la responsabilité de travailler ensemble pour relever les défis qui nous attendent et de confronter le gouvernement quand il ne réagit pas de la bonne manière à la crise qui sévit à l'échelle mondiale.

Nous voulons voir des solutions pour stimuler l'économie comme celles qui ont été proposées en Europe et aux États-Unis afin que l'économie puisse survivre. J'ai peur que le gouvernement soit en train de manquer une bonne occasion. Les conservateurs n'ont pas géré prudemment l'économie et les finances de notre pays.

Nous avons gaspillé les deux dernières années en négligeant de régler les problèmes importants. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une grave situation financière qui a été causée non seulement par ce qui se passe à l'étranger, mais aussi par les actions du gouvernement.

Nous, les députés de l'opposition, devons veiller à ce que le gouvernement rende compte de ses actes.

• (1335)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Madame la Présidente, dans son excellent discours, le député a parlé du manque de confiance à l'égard de nos institutions parlementaires.

L'Adresse

On s'est rendu compte que les conservateurs avaient rédigé ce qu'on a appelé le guide de la petite obstruction sur la manière de contrecarrer le processus démocratique au Parlement.

Une voix: Un guide de deux cents pages.

L'hon. Larry Bagnell: Un guide de deux cents pages, madame la Présidente, sur la manière de contrecarrer le processus démocratique au Parlement et au sein des comités.

Les conservateurs ne peuvent pas faire cela maintenant alors ils essaient de contrecarrer le processus démocratique au Sénat. Les sénateurs du Parti conservateur font obstruction au Sénat. Ils font obstruction au processus démocratique. Ils font obstruction au progrès dont les gens ont besoin en ces temps difficiles.

M. Mario Silva: Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son excellent travail et pour sa réélection à titre de représentant de la belle circonscription de Yukon.

Nous sommes tous conscients que le défi qui se pose à nous est de taille. Il reste à voir comment réagira le gouvernement. Nous sommes certainement fort impatients d'entendre les remarques que fera le ministre des Finances plus tard aujourd'hui.

Nous connaissons le bilan du gouvernement. Il ne veut pas collaborer. D'après ce que j'ai entendu récemment, il a encore une fois adopté une attitude très hostile envers le Parlement. Le gouvernement conservateur ne veut pas collaborer avec les députés.

C'est la troisième législature d'affilée où nous sommes en situation de gouvernement minoritaire. Nous avons la responsabilité et l'obligation de travailler ensemble. Malheureusement, le gouvernement a encore une fois décidé de se laisser guider par son idéologie et ses tendances réformistes en s'attaquant aux différents partis au lieu de collaborer avec eux.

Le Canada est en crise et il faut agir. Nous ne pouvons pas le faire si le gouvernement conservateur ne cesse de s'en prendre aux partis de l'opposition au lieu de travailler avec eux à la recherche de solutions qui aideront notre pays à surmonter cette grave crise.

M. Greg Rickford (Kenora, PCC): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination. Je partagerai mon temps de parole aujourd'hui avec le député de Wild Rose, mon voisin de banquette.

C'est un grand privilège pour moi d'être ici aujourd'hui et de participer au débat sur le discours du Trône de notre gouvernement. C'est avec beaucoup d'humilité que j'exprime ma gratitude aux électeurs de la belle circonscription de Kenora, que j'aurai l'honneur de servir en les représentant à la Chambre des communes.

Je remercie les centaines de bénévoles des quatre coins de la circonscription, les nombreux amis, les anciens compagnons de classe, les coéquipiers de hockey et les autres qui sont venus de diverses régions du pays pour aider à faire élire un député conservateur dans la circonscription de Kenora pour la première fois en plus de 90 ans.

Je tiens à mentionner aussi Leo Bernier, le dernier grand conservateur à avoir servi la circonscription de Kenora à titre de député à l'Assemblée législative de l'Ontario. Il est devenu un ami et un mentor et me donne des conseils pour m'aider à représenter de façon efficace les habitants de Kenora.

Je suis l'aîné de huit enfants et, à ce titre, je veux remercier ma famille aimante de son appui inconditionnel, en particulier mes parents, David et Dorothy Rickford, qui m'ont enseigné l'importance de servir la collectivité. En plus d'élever une famille nombreuse, de participer à diverses fonctions religieuses et activités communautai-

res, mes parents ont ouvert notre maison à des centaines d'enfants en famille d'accueil au cours d'une période de 30 ans. Je les remercie de m'avoir servi d'inspiration. Ils sont un exemple remarquable de dévouement et de sacrifice, et je suis fier de les représenter ici aujourd'hui.

Je remercie mon arrière-grand-père, William Rickford, qui a participé à la Première Guerre mondiale et qui est maintenant décédé, ainsi que mon grand-père, le révérend Stanley Hugh Kenyon, et mon oncle, Ron Rickford, qui ont tous deux combattu au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais qui sont encore bien vivants aujourd'hui. En fait, je veux remercier tous les braves hommes et femmes qui ont servi ou qui servent actuellement notre pays au sein des Forces armées canadiennes.

Lorsqu'il était jeune, mon grand-père vivait à la campagne, en Saskatchewan. Il a eu 20 ans en 1939. Il s'est porté volontaire pour servir dans l'armée, puis il a passé 4 ans et demi à combattre à l'étranger. Après la guerre, il a été pasteur dans des églises un peu partout au Canada et dans d'autres régions du monde.

J'ai récemment eu le grand plaisir d'être ici dans cette enceinte honorable, avec ma famille, et de présenter à mon grand-père une lettre du premier ministre pour souligner le dévouement dont il a fait preuve envers sa famille tout au long de sa vie, les services remarquables qu'il a rendus à sa collectivité, et les sacrifices qu'il a faits pour son pays en temps de guerre. Écouter mon grand-père nous lire cette lettre à haute voix, tout en portant fièrement les médailles reçues au cours de sa vie, a été un moment de grande fierté pour moi en tant que Canadien.

Comme tant d'autres qui ont précédé et suivi mon grand-père, nos braves soldats servent généreusement notre pays au nom de la paix, de la sécurité et de la liberté. À mon humble avis, ils sont la raison principale pour laquelle mes distingués collègues et moi sommes ici aujourd'hui.

En ce qui a trait au discours du Trône comme tel, celui-ci a déjà fait l'objet de longues observations réfléchies. Je vais donc me borner à souligner certains aspects clés qui, je pense, vont améliorer de façon spectaculaire la qualité de vie de mes électeurs.

Il convient de mentionner que jusqu'à il y a environ deux ans et demi, les électeurs de ma circonscription et, en fait, de la plus grande partie du Nord-Ouest, avaient le sentiment que le gouvernement les tenait pour acquis. Les résultats des dernières élections fédérales tendent d'ailleurs à le confirmer, puisque les libéraux ont été évincés d'à peu près tous les districts électoraux du Nord-Ouest de l'Ontario.

Premièrement, le fait de mettre de l'argent dans les poches des avocats plutôt que dans celles des travailleurs forestiers — en s'engageant dans un long conflit sur le bois d'oeuvre avec les États-Unis — a contribué de façon importante à faire reculer le secteur forestier de plus d'une décennie, ce qui a entraîné la fermeture de scieries, y compris de grandes usines comme Abitibi-Consolidated, à Kenora, et d'autres scieries à Ignis et à Hudson. Le long conflit sur le bois d'oeuvre et les discours anti-américains prononcés par les libéraux et les néo-démocrates à des fins politiques n'ont rien fait pour favoriser les relations harmonieuses que nous devons absolument entretenir avec les États-Unis, qui sont nos amis, notre principal partenaire commercial et aussi l'une de nos principales sources de visiteurs, ce qui est très important dans le cas de Kenora.

L'Adresse

Par ailleurs, je ne saurais trop insister sur l'importance de développer les infrastructures dans ma circonscription pour aider les secteurs forestier et minier, le tourisme et les petites entreprises, ainsi que pour assurer la viabilité globale de nos collectivités. Des programmes comme FedNor, de même que l'appui ciblé accordé à des secteurs traditionnels comme ceux des forêts et des mines, et à d'autres comme les travailleurs en transition, les nouveaux logements et l'enseignement, sans oublier le maintien des paiements de transfert pour les dépenses au titre de la santé et des programmes sociaux par les provinces, ne sont que quelques-unes des nombreuses initiatives dont fait état le discours du Trône, et ce pour le plus grand bien de ma circonscription.

● (1340)

Il est rafraîchissant et progressiste de voir le secteur forestier mentionné dans la section sur l'environnement, l'industrie et le secteur manufacturier, mais je ne suis pas certain que les autres partis le comprennent bien puisque, jusqu'à maintenant, leurs observations sur le secteur forestier traduisent une vision dépassée et une compréhension incomplète de l'avenir excitant de ce secteur. Par exemple, l'utilisation des résidus forestiers comme la sciure de bois, l'écorce et les rognures de bois ainsi que la biomasse secondaire pourrait constituer un moyen de produire un carburant de remplacement renouvelable. Le gouvernement s'est engagé à faire davantage de recherche sur les sources d'énergie propres.

Le discours du Trône traite en long et en large de la nécessité d'investir dans la recherche, l'innovation et la commercialisation de produits comme la pâte de bois et les produits du bois afin de pénétrer des marchés autre que ceux de l'Amérique du Nord pour assurer la viabilité à long terme d'un secteur forestier dynamique à valeur ajoutée. Heureusement, le gouvernement a adopté une vision globale de la manière de s'occuper efficacement des régions du Canada, comme ma circonscription, qui sont en transition et dont les moteurs économiques sont des secteurs clés comme la forêt et les mines.

Le discours du Trône prouve que le gouvernement comprend. Il comprend les pressions que subissent les collectivités de ma circonscription, particulièrement à une époque d'incertitude économique.

La Fiducie pour le développement des collectivités soutient un large éventail d'initiatives comme la formation et le perfectionnement professionnels, des plans de transition pour les collectivités qui comportent un véritable développement économique local, encouragent les métiers spécialisés et l'apprentissage afin de faire en sorte que, dans toute ma circonscription, les gens sont concurrentiels dans l'économie moderne. La fiducie soutient aussi les Premières nations afin que leurs membres puissent également acquérir des compétences, obtenir une formation et devenir apprentis, ce qui les aidera à participer aux initiatives de développement économique comme celles sur la valeur ajoutée aux produits forestiers qu'on verra bientôt et où les Premières nations de ma circonscription auront un intérêt financier.

Le plan Chantiers Canada marque le début d'engagements sans précédent envers une infrastructure dont les collectivités de ma circonscription ont grand besoin, soit le genre d'infrastructure axé sur le développement, qui crée des emplois et stimule la capacité de nos circonscriptions de diversifier leur économie. Dans les secteurs industriels traditionnels, on compte sur Chantiers Canada et ce plan donne l'espoir que nous nous affirmerons dans d'autres secteurs manufacturiers.

Je peux affirmer aux électeurs de ma circonscription que je me battrais pour des priorités clés dans le plan Chantiers Canada comme le doublement de la route entre Kenora et la frontière de Manitoba, le parachèvement de l'usine de traitement des eaux usées de Dryden et des améliorations substantielles à l'aéroport de Red Lake, un des aéroports les plus achalandés du Canada.

Le discours du Trône annonce des mesures en vue de réduire encore davantage les pressions liées à la hausse des coûts auxquelles les entreprises canadiennes sont soumises et d'encourager celles-ci à investir dans des machines et du matériel neufs. Il s'agit d'un point particulièrement important pour nous dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Nous sommes reconnaissants au gouvernement d'avoir permis un amortissement accéléré temporaire pour les investissements dans des machines et du matériel, comme les machines lourdes utilisées par les secteurs minier et forestier de ma circonscription, et d'avoir simplifié et facilité l'accès aux capitaux par l'entremise d'Exportation et développement Canada et de la Banque de développement du Canada afin d'aider les manufacturiers de ma circonscription à relever le défi de la compétitivité mondiale.

Ce gouvernement fixera un objectif voulant que, d'ici 2020, 90 p. 100 de l'électricité produite au Canada provienne de sources non polluantes, comme l'hydroélectricité. Les habitants d'Ear Falls, de Pickle Lake, de Mishkeegogamang et la Première nation du Lac Seul bénéficieront sans doute de ce genre d'engagement. Comme je l'ai mentionné, l'engagement du gouvernement envers le développement de sources d'énergie plus propres pourrait également inclure la biomasse brute composée de résidus forestiers.

Il ressort du discours du Trône que les provinces recevront des paiements de transfert généreux pour les soins de santé et les programmes sociaux sur lesquels comptent les habitants de ma circonscription.

Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples, mais j'aimerais terminer en disant que même si, heureusement, la circonscription de Kenora ne connaît pas une hausse du nombre de crimes majeurs, nous nous réjouissons que le gouvernement reconnaisse que les gens ont besoin d'être rassurés qu'ils sont en sécurité chez eux et dans leur communauté. Le gouvernement prendra des mesures pour lutter contre la criminalité, y compris des peines plus sévères pour les crimes commis à l'aide d'une arme à feu. En même temps, ne pas faire des criminels des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi est un point important pour les habitants de ma circonscription et nous souhaitons l'abolition du registre des armes d'épaule. Bon nombre des habitants de ma circonscription, et en fait, de toute la région du Nord-Ouest de l'Ontario, qui utilisent leur arme à feu de façon sécuritaire et dans le respect de la loi pour le sport, la chasse ou leur subsistance, désirent protéger leur façon de faire qui date depuis —

● (1345)

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Questions et commentaires. Le député de Mississauga-Sud a la parole.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Madame la Présidente, je félicite le député pour son premier discours à la Chambre. Je connais très bien son prédécesseur, M. Roger Valley, qui a énormément travaillé pour les gens du Nord. C'était un excellent député.

Le député est nouveau et il est important qu'il prenne le temps de parler d'espoir pour tous les Canadiens, y compris ceux de sa circonscription, mais la réalité, c'est que nous sommes confrontés à une grave crise économique dont nous n'avons pas encore senti le plein effet. Il faut donner de l'espoir aux Canadiens.

Le député pourrait-il nous dire s'il a vu un plan d'investissement dans les secteurs où nous aurions les meilleures chances de créer des emplois et de prendre les devants? Peut-il affirmer à la Chambre qu'il va continuer à appuyer les programmes de soutien social et du revenu dont ont besoin les Canadiens qui ne s'en sortent pas tout seuls?

M. Greg Rickford: Madame la Présidente, je félicite le député de sa réélection.

Avantage Canada, Chantiers Canada et la Fiducie pour le développement des collectivités sont là pour bien nous confirmer que le gouvernement est déterminé à aider les communautés, en particulier dans ma circonscription. Je suis convaincu qu'à l'avenir nous continuerons à appuyer des programmes répondant aux attentes des communautés de ma circonscription. Il y en a plus de deux douzaines qui sont isolées et inaccessibles par la route. Le gouvernement a à coeur d'appuyer ces programmes à l'avenir et je suis entièrement convaincu que nous serons là pour aider ces populations.

[Français]

M. Luc Desnoyers (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, dans chacun des discours que j'ai entendus ce matin de la part des conservateurs, on ne retrouve aucune notion d'urgence et aucun plan d'urgence pour faire face à la crise importante à laquelle nous sommes confrontés.

Depuis 2002, 400 000 emplois ont été perdus, dont 150 000 au Québec. De plus, des travailleurs perdent leur emploi et leur maison et sont maintenant confrontés à de l'insécurité quant à leur régime de retraite. Ils ne savent plus ce qu'ils auront à la fin de cette crise et on n'a aucune notion d'urgence.

Implicitement, dans le discours du Trône, on parle de crise, mais est-ce que le gouvernement fera quelque chose pour protéger les retraités et ceux qui, éventuellement, seront à la retraite? Protéger les régimes de retraite tout comme on en a dans plusieurs pays

• (1350)

M. Greg Rickford: Madame la Présidente, c'est avec confiance que je dis à cette Chambre que notre gouvernement est bien préparé pour répondre à tous les problèmes, enjeux et défis auxquels font face les gens de partout au Canada.

[Traduction]

Il est parfaitement clair pour moi que le discours du Trône comporte un message de fond pour les Canadiens qui vivent dans les grandes métropoles aussi bien que dans des communautés reculées et isolées.

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je salue le député qui est nouveau comme moi-même.

Ma question porte sur l'hommage émouvant qu'il a rendu aux anciens combattants de sa famille, son père et son grand-père. J'ai trouvé cela noble et touchant.

Je constate cependant qu'il n'est nullement question dans le discours du Trône des anciens combattants et de l'aide qu'on peut leur apporter, que ce soit ceux de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale ou, plus récemment, ceux qui rentrent d'Afghanistan. Je regrette beaucoup qu'il n'y ait pas un mot dans le discours

L'Adresse

du Trône sur les missions en cours et les soins dont ont besoin les anciens combattants, tant dans des établissements qu'au sein de leur famille, lorsqu'ils rentrent chez eux.

Est-ce que cela dérange aussi le député?

M. Greg Rickford: Madame la Présidente, il s'agissait en fait de mon grand-père et de mon arrière-grand-père. Quoi qu'il en soit, je peux garantir au député que les anciens combattants, dont mon grand-père, savent que le gouvernement est là pour eux et qu'il continuera de l'être. Nous continuons à investir pour les anciens combattants qui ont participé à toutes les guerres qui font maintenant partie du riche passé militaire du Canada.

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Reprise du débat. C'est évidemment le député de Wild Rose qui va commencer et nous lui redonnerons la parole après la période des questions.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier le député de Kenora d'avoir accepté de partager avec moi son temps de parole. Après 91 ans de représentation libérale dans cette circonscription, je dois dire que nous sommes emballés d'accueillir un tel député à la Chambre des communes. Nous devons en remercier les résidents de Kenora. Nous avons beaucoup de chance qu'il fasse partie de notre caucus et je sais que les résidents de Kenora ont beaucoup de chance qu'il les représente.

Je ne peux prendre la parole en cette Chambre sans remercier mes électeurs de Wild Rose, des centaines de bénévoles qui ont travaillé très fort à ma campagne aux milliers d'électeurs qui ont fait une petite croix à hauteur de mon nom sur le bulletin de vote. Je suis profondément honoré et flatté par la confiance qu'ils m'ont faite en me demandant de les représenter. J'ai été vraiment honoré de bénéficier de la plus importante majorité jamais enregistrée dans l'histoire de notre merveilleuse circonscription.

À l'automne 2007, tandis que je briguais la nomination de candidat conservateur dans la circonscription, il se trouve que le pasteur de mon église, à Airdrie, Sandy Isfeld, se trouvait ici même, à Ottawa. Il était sur la Colline du Parlement afin prier pour moi, pour ma famille et pour ma campagne. Il m'a raconté ensuite qu'au moment même où il disait « Amen », la cloche de la Tour de la Paix s'était mise à retentir. Depuis, chaque fois que je regarde la Tour de la Paix, elle me rappelle que je ne serais pas ici si ce n'avait été de l'appui et des prières d'un si grand nombre de résidents de ma circonscription, Wild Rose.

Je promets aux électeurs de Wild Rose de faire honneur à l'appui qu'ils m'ont apporté en les représentant fidèlement et en défendant leurs intérêts dans cette chambre.

Je suis certain que n'importe quel député vous dira que ceux qui font le plus gros sacrifice pour nous permettre d'être dans ce lieu et de servir nos électeurs de cette façon, ce sont les membres de nos familles. Quant à moi, je peux affirmer que mon épouse, Tara, et mon fils, Quinn, ainsi que les autres membres de ma famille qui sont là-bas, chez moi, représentent le meilleur appui dont on pourrait rêver. Je les adore et je les remercie.

Déclarations de députés

Je tiens également à remercier quelqu'un qui n'est plus parmi nous: mon grand-père, Mel Richards. Il m'a aidé à devenir ce que je suis aujourd'hui. Il m'a beaucoup appris sur ce qu'est la vie et m'a enseigné à prendre des décisions difficiles, à agir avec droiture et à être toujours fidèle à mes convictions. C'est également lui qui m'a présenté à mon prédécesseur, Myron Thompson, en 1992, lorsque Myron s'est présenté pour la première fois aux élections. Myron m'a dit récemment que lorsque j'ai participé à sa campagne, en 1993, mon grand-père lui avait annoncé que lorsqu'il prendrait sa retraite, c'est moi qui le remplacerais. Je ne sais pas à quel point mon grand-père était sérieux en déclarant cela, mais là où il se trouve, il peut maintenant m'entendre dire: « Je suis ici, grand-père ».

Wild Rose est une des circonscriptions les plus diversifiées du Canada. Comme nous possédons certaines des meilleures terres agricoles du pays, l'agriculture occupe une place importante dans notre économie. Notre économie repose également beaucoup sur le pétrole et le gaz, le tourisme et l'exploitation forestière. Nous avons un certain nombre de villes dans notre circonscription. Elles comptent parmi les municipalités du pays qui connaissent l'expansion la plus rapide. Cela comprend des villes comme Cochrane et Airdrie, la ville d'où je viens.

Le problème du logement abordable se pose dans des endroits comme Canmore et ailleurs. Bien entendu, j'ai la grande chance de compter dans ma circonscription la région que je crois la plus belle de tout le pays, le parc national de Banff, ainsi qu'un grand nombre de nos installations de sports d'hiver et d'athlètes participant aux Jeux olympiques d'hiver. Nous en sommes très fiers.

La population de Wild Rose veut un gouvernement qui ne se contente pas de parler des choses à faire. Elle veut un gouvernement qui agit et ce gouvernement conservateur va tenir ses promesses.

Bien sûr, à l'heure actuelle, le plus grand problème auquel doit faire face le Canada, c'est la situation économique instable à l'échelle mondiale. La principale priorité du gouvernement consiste indubitablement à veiller à ce que le Canada soit dans une bonne position pour traverser cette période difficile et en sortir plus fort que jamais.

Néanmoins, permettez-moi de prendre quelques instants pour parler de certaines des autres mesures importantes que propose le discours du Trône, des mesures qui vont beaucoup plaire aux citoyens de Wild Rose, je le sais.

Lorsque je suis allé frapper aux portes pour rencontrer les gens de la circonscription de Wild Rose aux dernières élections, le problème qu'ils ont évoqué le plus souvent était celui de la criminalité. Ils m'ont parlé de la nécessité de sévir contre les criminels. La sécurité des Canadiens est notre principale priorité. Notre gouvernement va prendre des mesures énergiques contre la criminalité afin que la justice soit rendue rapidement et que les Canadiens se sentent en sécurité dans leurs foyers et dans leurs villes. Les graves infractions seront sévèrement punies.

• (1355)

Les habitants de Wild Rose veulent que leur gouvernement prenne des mesures concrètes pour sévir contre la criminalité. Ils veulent un gouvernement qui passe à l'action, et le gouvernement conservateur obtiendra des résultats.

Cela fait longtemps que les habitants de Wild Rose demandent l'abolition du registre des armes d'épaule. Sous le gouvernement conservateur, les lois sur les armes à feu s'attaqueront au trafic, seront assorties de peines plus sévères pour les crimes commis avec une arme à feu et ne criminaliseront pas les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois. Nous nous débarrasserons du registre ruineux et inefficace des armes d'épaule. Les habitants de Wild Rose

veulent que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour abolir le registre. Ils veulent un gouvernement qui passe à l'action, et le gouvernement conservateur obtiendra des résultats.

La question qui a attiré mon attention il y a vingt ans, quand j'avais 14 ans, celle qui m'a donné envie de me lancer en politiques, était la réforme du Sénat. Nous continuerons sur la même voie en présentant de nouveau notre projet de loi voulant que les sénateurs soient élus et que leur mandat soit limité à huit ans. Les habitants de Wild Rose veulent que leur gouvernement prenne des mesures concrètes pour procéder à la réforme du Sénat. Ils veulent un gouvernement qui passe à l'action, et le gouvernement conservateur obtiendra des résultats.

Il ne faut pas oublier ceux qui produisent nos aliments, les agriculteurs, en ces moments difficiles. Les conditions météorologiques, l'ESB et d'autres facteurs leur rendent déjà la vie difficile depuis plusieurs années. Notre gouvernement est fermement déterminé à offrir aux agriculteurs le choix en matière de commercialisation, à s'assurer que les souhaits des agriculteurs de l'Ouest du Canada soient respectés et à donner à ceux-ci la liberté de vendre leur grain soit sur le marché, soit à la Commission canadienne du blé. Les habitants de Wild Rose veulent que leur gouvernement prenne des mesures concrètes pour offrir aux agriculteurs le choix en matière de commercialisation. Ils veulent un gouvernement qui passe à l'action.

• (1400)

La présidente suppléante (Mme Denise Savoie): Le député disposera de trois minutes à la reprise du débat.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LA NATION QUÉBÉCOISE

M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC): Madame la Présidente, « les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni ». Il y a deux ans aujourd'hui, la Chambre des communes adoptait cette motion à l'unanimité, une motion à laquelle les bloquistes s'opposèrent jusqu'à la dernière minute et défendue âprement par les députés conservateurs du Québec et de partout au pays.

C'est un geste de reconnaissance et de réconciliation qui nous rappelle que les Québécoises et les Québécois sont partie intégrante de la fondation du Canada et ont contribué à son développement — avec une langue et une culture uniques, et un apport particulièrement riche à notre progrès et à notre patrimoine collectif.

Le Québec, comme l'ensemble du Canada, est confronté à de nombreux défis, en particulier sur le plan économique. Le peuple québécois sait que c'est au sein d'un Canada fort et uni, avec un fédéralisme d'ouverture, que nous allons traverser cette crise.

[Traduction]

L'UKRAINE

M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.): Madame la Présidente, samedi dernier, dans ma circonscription, Parkdale—High Park, des milliers de personnes ont participé à une vigile à la chandelle le long de la rue Bloor pour souligner le 75^e anniversaire de l'Holodomor, le génocide par la famine de la population rurale ukrainienne en 1932 et 1933.

Cette famine, qui a entraîné la mort de millions de personnes, a été délibérément provoquée par le régime soviétique de Joseph Staline afin d'anéantir les aspirations des nationalistes ukrainiens à vivre dans une Ukraine libre et indépendante. Ces familles ont subi le pire des sorts et ont été forcées de vivre l'horreur d'être privées de nourriture dans une terre d'abondance. Ce qui fut encore plus inhumain, c'est la violence silencieuse qui a empêché les familles de nourrir leurs propres enfants.

La brutalité de cette tragédie infligée au peuple ukrainien demeure presque incompréhensible pour nous, mais il faut essayer de la comprendre. Il est tentant de chercher à l'oublier, mais la seule façon de témoigner notre respect envers les dix millions de personnes qui ont perdu la vie et envers les survivants, dont plusieurs résident au Canada aujourd'hui, est d'être attentifs, de nous remémorer cette tragédie et de partager nos souvenirs. Nous devons raconter le génocide par la famine aux générations futures et travailler plus fort afin de garantir—

Le Président: La députée de Compton—Stanstead a la parole.

* * *

[Français]

LE DISCOURS DU TRÔNE

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône proposé par le gouvernement est très décevant pour les citoyens de Compton—Stanstead.

Dans ma circonscription, les agriculteurs de la région de Coaticook demeurent inquiets quant à la protection du système de la gestion de l'offre. Les travailleurs des secteurs manufacturier et forestier de Haut-Saint-François ont encore une fois été ignorés, que ce soit pour l'aide aux travailleurs âgés ou pour la réforme de l'assurance-emploi. Les étudiants des deux universités de Sherbrooke continueront d'attendre le règlement du déséquilibre fiscal, notamment les 820 millions de dollars pour l'éducation. Les demandes des mal-logés, des résidents frontaliers et des environnementalistes sont, elles aussi, restées sans réponse.

Bref, même avec un lieutenant politique en Estrie, ce gouvernement a passé outre aux intérêts de notre région. Les conservateurs ont plutôt démontré que seuls les députés du Bloc répondent aux intérêts des gens de chez nous.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Niki Ashton (Churchill, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner le formidable travail accompli par de jeunes chefs de file autochtones de ma circonscription, Churchill. Ces jeunes gens nous font comprendre qu'il faut que les jeunes soient entendus. Ils nous parlent des épreuves qu'ils doivent surmonter: taux de suicide élevés, sentiment de désespoir courant dans leur milieu, mauvais traitements et abus de toutes sortes.

Déclarations de députés

Ces chefs de file, comme Saul Harper, Bobby Monias, Frankie Manoakeesick, Derek Flett, Darcy Linklater, Allison McDougall, John Mason et Dion Lamb, s'emploient à changer les choses. Ils font leur part dans leur collectivité, mais il faut que le gouvernement les écoute et qu'il prenne des mesures en conséquence. Le gouvernement doit investir pour offrir à nos jeunes des choix de vie sains. Il peut par exemple construire des écoles, augmenter le financement des programmes scolaires et en améliorer le contenu, appuyer les loisirs et soutenir les initiatives lancées par des jeunes.

L'engagement dont ces jeunes font preuve devrait être une source d'inspiration qui nous pousse tous à agir.

* * *

● (1405)

LE MOIS NATIONAL DES 4-H

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, novembre est le Mois national des 4-H.

Depuis 95 ans, les membres et les dirigeants des clubs 4-H de partout au Canada expriment leur fierté, leur intérêt et leur enthousiasme pour l'agriculture, le développement des compétences et le leadership.

À l'origine, le mouvement 4-H s'intéressait surtout aux activités agricoles, mais aujourd'hui, cet organisme remarquable offre aux jeunes la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais aussi dans la vie en général.

Tout en s'amusant et en se faisant de nouveaux amis, les jeunes qui participent aux programmes 4-H acquièrent de nouvelles compétences et valeurs essentielles à leur confiance personnelle.

Les clubs 4-H ont donné à des milliers de jeunes Canadiens, comme moi et bien d'autres des régions rurales, l'occasion d'apprendre et de grandir en se mesurant à eux-mêmes et en relevant des défis.

Une étude révèle que les participants aux programmes 4-H deviennent de meilleurs leaders dans leur collectivité, aujourd'hui et dans l'avenir.

Chaque année, 10 000 dirigeants des clubs 4-H de partout au Canada se dévouent et donnent bénévolement de leur temps pour guider et aider environ 28 000 jeunes et leur montrer comment devenir des citoyens responsables et confiants.

Le gouvernement du Canada est fier d'être un commanditaire de longue date des clubs 4-H et de leurs programmes pour les jeunes.

Je félicite les membres et les dirigeants des clubs 4-H de leur excellent travail.

* * *

[Français]

LE PRIX ENTREPRISE DE L'ANNÉE 2008

M. Jean-Claude D'Amours (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je tiens à féliciter l'entreprise Beaulieu Plumbing & Mechanical d'Edmundston qui a été nommée Entreprise de l'année 2008 par le Conseil économique du Nouveau-Brunswick. Le prix Entreprise de l'année dans la catégorie du chiffre d'affaires de plus de cinq millions de dollars a été décerné à Carole et Gaétan Beaulieu, ainsi qu'à leurs deux enfants, Justin et Josée.

Déclarations de députés

Fondée en 1984, Beaulieu Plumbing & Mechanical comptait quatre employés et logeait dans une pièce de la résidence familiale. Aujourd'hui, l'entreprise emploie 90 personnes. Elle dessert l'ensemble de la province du Nouveau-Brunswick et, à l'occasion, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard.

Pour une entreprise comme Beaulieu Plumbing & Mechanical, avoir la reconnaissance de toute une province est une preuve de dynamisme et de détermination. La famille Beaulieu peut être fière de son apport économique à la circonscription de Madawaska—Restigouche et à l'entière province du Nouveau-Brunswick.

Je suis donc heureux de célébrer le succès de gens d'affaires de chez nous et de reconnaître la contribution de la famille Beaulieu à notre communauté. Merci et félicitations!

* * *

[Traduction]

LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

M. Jeff Watson (Essex, PCC): Monsieur le Président, le resserrement mondial du crédit, qui a pris naissance aux États-Unis, a créé un grave problème cyclique pour les grands fabricants d'automobiles de la planète. Pour les trois grands fabricants de Detroit, cette situation s'ajoute à leurs graves problèmes structurels.

Le gouvernement prend au sérieux ses responsabilités envers les travailleurs et leurs familles et les collectivités qui dépendent de ce secteur, de même qu'envers tous les contribuables canadiens.

En s'appuyant sur son plan d'action pour le secteur de l'automobile et son fonds d'innovation pour l'industrie de l'automobile, grâce auquel l'usine de moteurs Ford d'Essex, à Windsor, sera réouverte, notre gouvernement a travaillé de manière bilatérale avec le gouvernement de l'Ontario pour communiquer avec les représentants de l'industrie et du gouvernement américain afin d'examiner les possibilités d'aide pendant la crise. Notre caucus de l'automobile a aussi offert de rencontrer les TCA, qui doivent faire partie de la solution.

Il faut souligner que les trois grands fabricants de Detroit n'ont pas encore établi ce qu'ils demandaient au gouvernement, ni présenté de plan précis de restructuration, ni expliqué comment l'aide gouvernementale serait utilisée. Quand le secteur aura fait sa part, nous ferons la nôtre avec diligence.

Pendant cette période économique difficile, nous agissons de façon responsable pour le secteur de l'automobile.

* * *

[Français]

LE DÉPUTÉ DE RIVIÈRE-DES-MILLE-ÎLES

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais rendre hommage à un nouveau collègue du Bloc québécois et à un vieil ami, le député de Rivière-des-Mille-Îles. Cette fin de semaine, ses collègues et amis souligneront, lors d'une soirée hommage à Québec, le travail qu'il a effectué au sein du Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile, les TCA, où il fut directeur québécois pendant 13 ans.

Tout au long de sa carrière syndicale, il a eu à faire face à de multiples contextes de négociation. En 1995, pendant le long lock-out qui a mis environ 500 salariés de la Kenworth à la rue, il a joué un rôle majeur dans la relance de l'usine, rebaptisée Paccar.

Syndicaliste convaincu et convaincant, il s'est démarqué comme militant progressiste engagé à défendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs québécois. Il fut tout autant engagé

dans le combat en faveur d'une plus grande justice sociale que dans celui de la souveraineté du Québec. Le Bloc québécois est fier de la présence du député de Rivière-des-Mille-Îles au sein de son équipe militante et parlementaire.

Bravo!

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, il est remarquable qu'à son arrivée au pouvoir il y a presque trois ans, le gouvernement ait si rapidement et si efficacement pris des mesures en vue de préparer le Canada à un éventuel ralentissement économique.

Le Royaume-Uni vient d'abaisser sa TPS et le président désigné, M. Obama, vient de s'engager à réduire l'impôt des particuliers. Nous avons pris ces deux mesures il y a plus de deux ans.

De nombreux pays commencent tout juste à réduire l'impôt des sociétés afin d'encourager les entreprises et de créer des emplois. Nous avons fait cela il y a deux ans, et d'autres réductions sont prévues au cours des quatre prochaines années.

Beaucoup de pays commencent tout juste à prévoir des dépenses d'infrastructure. Nous avons, quant à nous, commencé il y a deux ans, et d'autres mesures d'encouragement sont déjà budgétées pour les années à venir.

Les partis de l'opposition viennent tout juste de reconnaître qu'il y a un problème avec l'économie, mais le gouvernement avait prévu le coup en réduisant les impôts et en stimulant l'économie. Les Canadiens continueront de recueillir les fruits de la clairvoyance et de la bonne gestion du gouvernement.

Aucun député de l'opposition ne nous a encore remerciés.

* * *

● (1410)

LE PRIX HUMANITAIRE POUR LES JEUNES DE LA CROIX-ROUGE

Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie d'informer la Chambre du prix qui a été décerné à une jeune femme de ma circonscription.

Heather O'Reilly, de Clarendville, a reçu le Prix humanitaire pour les jeunes de la Croix-Rouge pour Terre-Neuve-et-Labrador. C'est la plus haute distinction décernée par la Croix-Rouge.

À l'âge de 26 ans, Heather a déjà fait plus que la plupart des gens deux fois plus âgés qu'elle pour tendre la main à ses congénères et améliorer leur vie. Heather est actuellement en deuxième année de médecine à l'Université Mémorial de Terre-Neuve. Elle s'est déjà rendue à l'étranger deux fois comme bénévole. En 2002, elle s'est rendue au Guyana, en Amérique du Sud, grâce à Youth Challenge International, un organisme dont elle a appris l'existence pendant qu'elle fréquentait l'Université Queen's et qu'elle participait au programme de médecine mobile de l'université. Grâce à cet organisme, elle a pu travailler tout l'été comme bénévole à Bethany, un petit village du Guyana où elle a aidé à éduquer la population locale en matière de santé et de bien-être.

Son expérience au Guyana et son premier contact avec les inégalités dans le monde lui ont donné l'idée, en 2004, de fonder l'organisme MUNHOPE, dont elle est la directrice exécutive.

En 2007, Heather a travaillé comme volontaire à la clinique médicale d'un camp de réfugiés nommé CHOGO, en Tanzanie.

MUNHOPE est retourné en Tanzanie en 2008 et Heather planifie un troisième voyage en 2009. Comme le dit Heather: « Être au courant des inégalités dans le monde... »

Le Président: La députée de Sarnia—Lambton a la parole.

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Patricia Davidson (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, le 6 décembre sera la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes au Canada. Le 6 décembre 2008, cela fera 19 ans que 14 jeunes femmes ont été assassinées à l'École Polytechnique à Montréal simplement parce qu'elles étaient des femmes.

Pour s'attaquer au problème de la violence faite aux femmes et aux filles autochtones, le gouvernement du Canada contribue à l'Initiative «Soeurs par l'esprit» de l'Association des femmes autochtones du Canada.

Dans le budget de 2008, le gouvernement a annoncé l'élaboration d'un plan d'action, qui prévoira des travaux supplémentaires sur la violence faite aux femmes, y compris dans les communautés autochtones.

Le gouvernement investit également 2,2 millions de dollars pour que soient créés jusqu'à cinq nouveaux centres d'accueil pour les femmes autochtones désireuses d'échapper à la violence familiale. Le gouvernement a coparrainé les Sommets nationaux des femmes autochtones, qui portaient sur la violence et d'autres problèmes de qualité de vie.

Au moment où nous commémorons le 6 décembre 1989, prenons la résolution de travailler encore plus fort au changement, pour la paix et pour mettre fin à la violence sous toutes ses formes.

* * *

LE PRIX DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN COMMÉMORATION DE L'AFFAIRE «PERSONNE»

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, l'une de mes électrices, Mme Shelagh Day, a reçu récemment le prestigieux Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne ».

Cet honneur salue le travail de toute une vie vouée à la défense des droits économiques, sociaux et à l'égalité de toutes les femmes canadiennes. Je prends la parole pour féliciter la lauréate et la remercier au nom de mes électeurs et de l'ensemble de notre caucus.

De nombreuses femmes d'exception comme Mme Day viennent de la circonscription de Vancouver Kingsway. Mme Dorothy Inglis, une ancienne lauréate du Prix de l'affaire « personne », a joué un rôle important dans l'inclusion des droits à l'égalité dans la Charte des droits et libertés. Elle vient elle aussi de Vancouver Kingsway.

Nous félicitons ces deux femmes et plus spécialement Mme Day pour l'honneur remarquable qui lui a été fait récemment. J'en parle aujourd'hui parce que nous célébrons cette semaine la campagne du ruban blanc, une initiative qui exhorte les hommes à dénoncer la violence faite aux femmes. Comme Mme Day a voué sa vie à améliorer le respect envers les femmes, il est particulièrement

Déclarations de députés

opportun de la féliciter de ses efforts au moment où nous soulignons qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

* * *

LE TERRORISME

Mme Nina Grewal (Fleetwood—Port Kells, PCC): Monsieur le Président, je tiens à condamner les actes terroristes qui ont secoué Bombay hier.

Les rapports faisant état de plus d'une centaine de morts et de plusieurs centaines de blessés ont choqué la planète. De nombreux Canadiens, en particulier ceux d'origine indienne, sont profondément bouleversés par les attaques perpétrées hier et plus tôt aujourd'hui à Bombay.

Les attentats à la bombe de cette semaine et des derniers mois ne régleront rien et les démocraties doivent se serrer les coudes afin de résister à des attaques aussi odieuses et lâches.

J'espère que la paix et l'ordre reviendront bientôt à Bombay. Nous sommes nombreux à avoir voyagé à Bombay et ailleurs en Inde et à avoir constaté le grand potentiel de ce pays en tant que partenaire émergent du Canada dans un monde de plus en plus interrelié.

Nous pensons au peuple indien en cette période éprouvante.

* * *

[Français]

LES ATTENTATS DE MUMBAI

M. Jean Dorion (Longueuil—Pierre-Boucher, BQ): Monsieur le Président, horreur et indignation: voilà les mots qui résument nos sentiments, alors que se poursuivent les attaques qui secouent la capitale économique de l'Inde, Mumbai.

Hier, dans la nuit, un groupe terroriste qui se désigne comme les moudjahidines du Deccan a perpétré dix attentats simultanés dans neuf endroits publics. Des lieux achalandés ont été ciblés. Ces hommes, armés de grenades et de kalachnikovs, s'en sont pris au hasard, gratuitement, à des passants, et les prises d'otages effectuées visent les étrangers. Parmi les victimes, on compte possiblement des Canadiens. Le bilan est lourd et il devient d'heure en heure des plus accablants: on compte pour le moment 125 morts et plus de 327 blessés.

Le Bloc québécois exhorte le gouvernement canadien à rapatrier le plus rapidement possible tout ressortissant canadien se trouvant sur les lieux des événements et qui en exprime le désir. Nous souhaitons aussi offrir aux familles des victimes nos plus sincères condoléances.

* * *

● (1415)

[Traduction]

LE TERRORISME

L'hon. Navdeep Bains (Mississauga—Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, nous avons assisté hier avec horreur à des attentats terroristes perpétrés dans la ville de Bombay, en Inde. Les terroristes ont assassiné des gens sans distinction et, selon ce qu'on vient d'apprendre, auraient pris des Canadiens en otage.

Il existe des liens forts entre le Canada et l'Inde, sur le plan personnel. De nombreuses familles canadiennes, y compris des familles de ma circonscription, sont chez elles actuellement en train d'essayer d'appeler des êtres chers pour s'assurer qu'ils sont sains et saufs.

Questions orales

Ces attentats nous rappellent qu'il y a encore des gens qui ont recours à la terreur et à la haine pour tenter de mettre à mal la démocratie. Ils ne parviendront pas à leurs fins.

Je suis certain que le gouvernement ne ménage aucun effort pour aider les Canadiens et le gouvernement de l'Inde à traverser cette crise.

Je suis certain que tous les parlementaires sont prêts à se joindre à moi pour condamner ces actes de lâcheté. Nos pensées et nos prières accompagnent les habitants de Bombay, qui souffrent beaucoup actuellement.

* * *

LE TERRORISME

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, au nom du gouvernement et des Canadiens, je dénonce dans les termes les plus vifs les déplorables attaques terroristes qui ont secoué Bombay, en Inde. Le recours à la violence et à la terreur contre des civils innocents est épouvantable et ne saurait être toléré.

Ce matin, le ministre des Affaires étrangères a offert à son vis-à-vis indien, le ministre Mukherjee, les sincères condoléances du Canada pour les personnes tuées lors de ces attaques et des souhaits de prompt rétablissement pour les personnes blessées.

Le Canada et l'Inde dénoncent unanimement toutes les formes de terrorisme. Les liens qui unissent nos deux pays sont forts et ces attaques ne font que raffermir notre détermination à continuer de collaborer au nom de la sécurité et de la prospérité de nos citoyens respectifs.

Nous continuerons de collaborer de près avec les autorités indiennes afin d'aider les Canadiens touchés directement par ces attaques.

* * *

LA BAIE DE FUNDY

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, Ind.): Monsieur le Président, je veux remercier le Partenariat pour le tourisme de la baie de Fundy d'avoir proposé la candidature de la baie de Fundy comme l'une des sept merveilles de la nature.

Ce concours international reconnaîtra les sites naturels les plus spectaculaires au monde, et la baie de Fundy fait certainement partie de la liste.

C'est le seul endroit au monde où l'on peut voir les marées monter et descendre de 50 pieds, deux fois par jour.

C'est le seul endroit au monde où l'on peut voir des îles, comme l'île Haute et Spencers Island, qui n'ont pas été touchées depuis des milliers d'années.

C'est le seul endroit au monde où l'on peut voir en tout temps 12 espèces de baleines, des phoques et des espèces en voie de disparition.

C'est le seul endroit au monde où l'on peut trouver des villages avec une histoire maritime, comme Parrsboro, Port Greville, Advocate et Spencers Island, où le navire *Mary Celeste* a été mis à la mer pour la première fois avant de passer à l'histoire.

Je demande à tous les députés de songer à voter pour la baie de Fundy comme l'une des sept merveilles de la nature en allant à l'adresse suivante: www.new7wonders.com.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, je vais d'abord donner au premier ministre l'occasion de renseigner la Chambre et l'ensemble de la population sur le statut des Canadiens à risque à Bombay.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, je remercie le chef de l'opposition.

[Français]

J'ai téléphoné au commissaire de l'Inde aujourd'hui et le ministre des Affaires étrangères a fait la même chose avec son homologue, afin d'exprimer nos sympathies et notre solidarité envers leur pays contre les attaques terroristes à Mumbai.

● (1420)

[Traduction]

Nous aimerions évidemment offrir notre sympathie à tous ceux, quel que soit leur pays d'origine, qui ont été blessés dans cette terrible tragédie et aux familles de ceux qui ont perdu la vie. Le ministère des Affaires étrangères fait tout ce qu'il peut pour communiquer avec les citoyens canadiens touchés par ces tristes événements et pour les aider.

Je vais être très clair. Nous nous joignons au reste du monde pour exprimer notre indignation à l'égard de ce genre de manifestation de haine, de brutalité et de violence absolument impardonnable. Nous ferons toujours front commun avec nos amis du monde démocratique pour nous opposer à de telles manifestations.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, le 24 février 1998, Paul Martin s'est levé en cette Chambre pour annoncer aux Canadiens qu'avec les libéraux, ils étaient venus à bout du déficit conservateur de 42 milliards de dollars. Pendant les 10 années suivantes, les Canadiens ont bénéficié de surplus, même durant les années difficiles. Durant l'élection, le premier ministre a déclaré aux Canadiens que de parler de la possibilité d'un déficit au Canada était stupide, était ridicule.

Pourquoi le premier ministre a-t-il induit les Canadiens en erreur?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, le Canada n'a pas de déficit en ce moment, et ce, grâce à la bonne gestion du ministre des Finances, qui présentera son énoncé fiscal et économique un peu plus tard aujourd'hui. Le chef de l'opposition sait bien que les chefs du G20 ont été d'accord, à Washington, sur la nécessité d'un stimulant économique mondial. Si c'est nécessaire, nous le ferons comme les autres pays du monde. Nous avons la position fiscale la plus forte du G7.

[Traduction]

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, c'est vraiment un jour sombre pour le Canada. Nous avons affaire à un premier ministre déconnecté qui a plongé le Canada dans le déficit, qui est paralysé devant la crise économique et qui n'a aucun plan pour remettre notre économie sur les rails.

Questions orales

Le premier ministre est-il même capable de s'élever au-dessus des manœuvres politiques mesquines pour faire quelque chose à propos de ce qui préoccupe les Canadiens, soit l'économie et leurs emplois?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, grâce aux mesures hâtives énergiques prises par le gouvernement, notre pays bénéficie de la position financière et économique la plus solide du G7. Ce fait a été reconnu par tous les pays du monde présents aux événements internationaux auxquels j'ai assisté.

Notre pays est pratiquement le seul à continuer d'afficher un excédent à l'heure actuelle. Nous ne tomberons pas dans un déficit structurel. Nous continuerons d'être dans la meilleure position financière du monde industrialisé, et c'est là quelque chose que tous les Canadiens veulent.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, qu'on songe aux usines de montage de véhicules, aux fournisseurs de pièces, aux concessionnaires ou aux chercheurs, toutes les collectivités canadiennes risquent de subir les contrecoups de la faillite d'un des grands du secteur de l'automobile. Il y a une semaine, on annonçait 70 licenciements à Cap-Breton, hier, les usines Magna d'Aurora et de Newmarket faisaient 855 mises à pied et, aujourd'hui, la société Linamar a remercié plus de 200 de ses employés à Guelph.

Les conservateurs savent depuis des mois que les grands fabricants d'automobiles sont en sérieuse difficulté, mais ils se sont contentés de déléguer un ministre qui est allé s'asseoir dans l'antichambre du Congrès des États-Unis.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas mis en oeuvre la moindre mesure pour venir en aide aux familles des travailleurs?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, on ne pourrait être plus loin de la vérité. Une des premières mesures que j'ai prises à titre de ministre de l'Industrie a été de rencontrer les PDG des sociétés canadiennes pour connaître leur point de vue sur la situation. Je suis ensuite allé rencontrer les dirigeants des sociétés américaines et les grands décideurs à Washington. J'ai agi au nom du gouvernement du Canada et avec l'appui du gouvernement de l'Ontario. Nous travaillons en partenariat.

Les députés connaissent vraisemblablement le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty. Il a affirmé qu'il faut vraiment bien analyser la situation et nous assurer de prendre les mesures appropriées. Nous pourrions offrir un programme d'appui très coûteux et si nous le mettons en oeuvre, les contribuables en particulier souhaitent que nous fassions les choses comme il faut. Nous appuyons M. McGuinty.

• (1425)

M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs tentent autant que possible de s'en cacher, mais s'il y a un gouvernement au Canada qui n'agit pas, c'est bien le leur.

[Français]

La famille qui travaille si fort mérite mieux. Depuis les deux dernières années, les conservateurs ont déjà perdu 45 000 employés reliés au secteur automobile. Le Conference Board du Canada affirme que nous allons perdre 100 000 emplois de plus. Cela voudra

dire éliminer une ville de la taille de Sherbrooke de la main-d'oeuvre canadienne.

[Traduction]

Selon John Gray, le maire d'Oshawa, l'hésitation serait catastrophique, pourtant on a un prétendu ministre de l'Industrie qui est maintenant...

Le Président: Le ministre de l'Industrie a la parole.

[Français]

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, pour le moment, nous rassemblons les faits nécessaires pour nous permettre de prendre une bonne décision.

[Traduction]

Nous voulons bien faire les choses pour les contribuables. Pour cela, nous devons nous assurer d'avoir en main toutes les données pertinentes chaque fois que nous prenons une décision sur un quelconque sujet pouvant avoir des répercussions sur la politique économique. Je sais que cela semble étrange pour les gens d'en face, qui ont l'habitude d'agir avant de penser, mais de ce côté-ci de la Chambre, nous prenons des décisions mûrement réfléchies. Nous voulons nous assurer que ce sont les bonnes décisions tant pour l'ensemble des Canadiens que pour le secteur de l'automobile.

* * *

[Français]

LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, on apprend ce matin par les journaux que le premier ministre profiterait de son énoncé économique pour couper dans le financement des partis politiques. Au lieu de s'attaquer à la crise économique, le premier ministre est en train de créer de toutes pièces une véritable crise démocratique.

Au lieu de sabrer dans le financement des partis politiques pour des raisons purement partisans, pourquoi le premier ministre ne s'attaque-t-il pas au véritable problème, celui qui secoue le monde entier depuis quelques semaines, la crise économique?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, le ministre des Finances annoncera son énoncé fiscal et économique un peu plus tard aujourd'hui et je demande au chef du Bloc d'attendre son annonce. Mais je peux vous assurer que nous prendrons des mesures, comme nous avons pris des mesures l'année passée, pour faire face à cette crise selon la façon dont elle va se développer.

Le Canada est dans la position la plus forte des pays du G7 et nous avons l'intention de maintenir cette position.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, il y a quelques jours, le Bloc québécois proposait une vingtaine de mesures ayant pour but de stimuler l'économie. En Chambre, le gouvernement nous a remerciés, allant même jusqu'à dire qu'il appréciait nos suggestions.

Le premier ministre va-t-il enfin passer de la parole aux actes et mettre en place, aujourd'hui, pas dans trois mois, un véritable plan de relance qui aidera l'économie et la population?

Questions orales

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a pris beaucoup de mesures l'année passée. Par exemple, il y a un an, nous avons coupé la TPS. Le gouvernement britannique a finalement décidé, cette semaine seulement, de faire la même chose pour la crise économique.

Nous prendrons des mesures dès aujourd'hui et d'autres mesures seront prises au cours des semaines à venir, surtout des mesures en collaboration avec nos provinces. J'ai l'intention de rencontrer les premiers ministres des provinces pour discuter d'actions communes en janvier.

M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ): Monsieur le Président, au lieu de provoquer de toutes pièces une crise démocratique, le premier ministre serait mieux avisé de s'attaquer à la crise économique. Le Bloc québécois a proposé des mesures pour venir en aide aux sans-emploi, aux travailleurs âgés, aux aînés, aux jeunes et aux familles.

Le premier ministre va-t-il renoncer à ses faux-fuyants, prendre ses responsabilités et présenter un plan de relance qui intègre les propositions du Bloc québécois?

[Traduction]

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, cette question ne portait pas tellement sur l'emploi. C'est difficile de dire si elle était d'ordre économique ou non.

J'ai pris la parole l'autre jour pour remercier les députés du Bloc québécois de leurs suggestions. Le lendemain, le ministre des Finances faisait la même chose. J'encourage tous les députés à faire de même.

Le ministre des Finances a fait savoir au Bloc qu'il étudierait ses suggestions. Nous en reparlerons au moment de la présentation de notre budget de 2009.

• (1430)

[Français]

M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ): Monsieur le Président, le plan de relance proposé par le Bloc québécois peut faire la différence entre une relance économique et une profonde récession. Les propositions du Bloc québécois permettent d'augmenter la productivité, l'innovation du secteur manufacturier et de relancer la construction.

Qu'attend le premier ministre pour venir en aide aux victimes de la crise, pour soutenir les entreprises et stimuler l'économie?

[Traduction]

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, nous n'attendons rien.

Si le député avait porté attention, il saurait que l'énoncé économique de l'automne dernier prévoyait des mesures de stimulation de l'économie qui ont réellement fait augmenter le nombre d'emplois au Canada. En fait, pour cette année seulement, nous constatons une augmentation nette d'environ 200 000 emplois.

Le gouvernement a réduit les impôts de 31 milliards de dollars cette année, soit de l'équivalent de 2 p. 100 de notre produit intérieur brut. C'est beaucoup plus que ce qui s'est fait dans les autres pays du G7.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens espèrent bien que, tout à l'heure, le gouvernement va faire preuve d'un leadership audacieux et annoncer des mesures radicales et immédiates.

Ils veulent voir une réforme de l'assurance-emploi, ils veulent qu'on prenne des mesures énergiques pour protéger leurs pensions. Ils veulent qu'on garantisse le crédit pour les entreprises en situation critique. L'emploi de ces travailleurs est littéralement en situation critique. Les Canadiens veulent qu'on investisse dans l'infrastructure pour créer du travail.

Or, au lieu de proposer un train de mesures immédiates pour s'attaquer à la récession, le gouvernement va apparemment s'attaquer à la démocratie.

J'aimerais que le premier ministre me dise comment une telle attaque va créer des emplois ou protéger les pensions? Pourquoi protège-t-il le Parti conservateur au lieu de...

Le Président: Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, notre gouvernement a agi rapidement et énergiquement face à la crise économique, y compris en prenant il y a un an déjà des mesures dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Le ministre des Finances a agi de façon très énergique face à cette crise, et c'est pourquoi le Canada est en tête du G7 pour ce qui est de la création d'emplois et de la situation budgétaire.

Ce n'est pas en protégeant les chasses gardées des partis politiques qu'on aidera les Canadiens.

[Français]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, nous faisons face à des temps difficiles. Les Canadiens veulent nous voir travailler ensemble. Ils sont tannés des jeux politiques, des coups bas du gouvernement et des opérations de relations publiques à la place de l'instauration de politiques économiques et financières solides. Les mesures du passé et les cadeaux aux banques n'ont rien stimulé du tout. Une attaque de notre système démocratique ne stimulera rien.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'agir? Pourquoi cet entêtement dans l'inaction?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Au contraire, monsieur le Président, ce gouvernement agit depuis un an déjà. C'est la raison pour laquelle l'économie canadienne crée plus d'emplois que les autres grands pays industrialisés et c'est pourquoi nous sommes un des seuls pays ayant un surplus budgétaire.

Nous agissons. C'est une raison pour laquelle nous avons reçu un mandat renforcé de la population canadienne. Nous continuerons d'agir avec prudence, mais aussi en posant des actes.

[Traduction]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, soyons clairs. Nous avons un premier ministre qui dit que nous sommes en récession; une récession qu'il qualifie de technique. Mais les gens qui perdent leur emploi la qualifient de douloureuse et de tragique. Ils essaient de s'en sortir comme ils peuvent.

S'ils le peuvent, ils vont écouter l'énoncé économique. Et que vont-ils entendre? Apparemment, ils vont entendre un premier ministre qui va s'efforcer de protéger et de défendre le Parti conservateur au lieu de s'attaquer aux problèmes auxquels se heurtent quotidiennement tous ces gens.

À quoi pense le premier ministre tous les jours? Pourquoi ne prend-il pas la défense des Canadiens en faisant quelque chose pour eux au lieu de se contenter de protéger ses amis du Parti conservateur?

Questions orales

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, je suis sûr que quand le ministre des Finances va prendre la parole, il va faire ce qu'il a toujours fait, il va se prononcer sans équivoque pour une économie canadienne qui a bien tiré son épingle du jeu face à la concurrence dans une conjoncture économique difficile. Il va prendre des mesures pour renforcer notre réaction à cette crise mondiale. Il va nous présenter une feuille de route pour l'avenir. Il va veiller à limiter notre déficit structurel. Et en matière de dépenses publiques, il va veiller à ce que les parlementaires, à commencer par les conservateurs, montrent l'exemple.

* * *

● (1435)

LE SECTEUR FORESTIER

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Monsieur le Président, en cette journée où nous risquons d'apprendre que le Canada se dirige à nouveau vers un déficit, on nous dit que l'entente très lacunaire des conservateurs sur le bois d'oeuvre a créé plus d'emplois aux États-Unis qu'au Canada. Encore un autre exemple de la mauvaise gestion du gouvernement conservateur.

Les travailleurs forestiers de la Colombie-Britannique lancent un appel à l'aide. Où donc est le plan du gouvernement pour ce secteur en difficulté et ses travailleurs?

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, comme nous l'avons déjà dit, nous avons un plan intégré pour cette situation. Nous nous y intéressons au plus haut point. Nous comprenons les effets que les fermetures de scieries ont sur les collectivités. C'est la raison pour laquelle nous investissons dans l'innovation et nous élargissons les occasions commerciales. De plus, nous réduisons l'impôt des sociétés pour que nos scieries soient plus concurrentielles.

John Allan, le président du Council of Forest Industries, a déclaré qu'il considérait l'entente avantageuse en rétrospective et que quiconque jugeait l'entente sur le bois d'oeuvre problématique était...

Le Président: Le député de Vancouver-Sud a la parole.

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je recommande à la ministre de lire l'entente et permettez-moi d'expliquer pourquoi.

La ministre conservatrice n'a pas du tout répondu à la question. Permettez-moi de dire très clairement que le rapport d'aujourd'hui révèle que cette entente lacunaire se retourne contre les travailleurs Canadiens, ceux-là même qu'elle était censée aider.

Comme je l'ai dit, les travailleurs crient à l'aide. Au lieu de défendre l'entente boiteuse signée par les conservateurs, pourquoi ne défend-elle pas les travailleurs canadiens et leurs emplois?

L'hon. Stockwell Day (ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC): Monsieur le Président, pour ce qui est de l'entente sur le bois d'oeuvre, les députés de l'opposition ont la mémoire plutôt courte. Ils oublient que, durant des années, le secteur forestier a été accablé par des attaques de la part des Américains, ce qui a occasionné des millions de dollars de frais juridiques et le versement de montants incalculables en raison de contingents.

Les intervenants du secteur forestier appuient l'entente pratique-ment à l'unanimité. Ce secteur est frappé de plein fouet par une crise d'envergure mondiale et les responsables du secteur forestier ont de difficiles décisions à prendre. N'oublions pas que l'entente a occasionné le remboursement de 4,5 milliards de dollars à des

entreprises canadiennes. Ce n'est pas l'entente qu'il faut montrer du doigt.

* * *

[Français]

LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, le secteur de l'automobile fait face à une crise de liquidités sans précédent et a besoin d'une aide urgente.

Pourtant, les demandes de l'industrie sont très claires et connues du gouvernement. Il s'agit ici de la survie d'une industrie très importante non seulement en Ontario, mais aussi au Québec et dans les autres provinces du Canada.

Les conservateurs vont-ils mettre de côté leur idéologie de laisser-faire et aider non seulement à maintenir des emplois, mais aussi à en créer?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, pour le moment, nous rassemblons les faits nécessaires pour nous permettre de prendre une bonne décision. C'est important de partager avec nos partenaires, comme le gouvernement de l'Ontario, bien sûr, pour avoir tous les renseignements et toute l'information pour prendre une décision appropriée pour les contribuables du Canada et pour le secteur lui-même.

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, la réponse du ministre est claire comme du jus de pipe.

Un domaine où le Québec excelle est celui de la recherche et du développement dans le secteur des pièces d'automobiles.

Pour un, General Motors achète annuellement pour plus de 1,1 milliard de dollars des fabricants de pièces du Québec, contribuant à maintenir plus de 13 000 emplois. Ces travailleurs vivent actuellement dans l'incertitude alors que tout ce que les conservateurs ont à leur offrir est un nouveau déficit.

Quand les conservateurs ont-ils l'intention de dévoiler un plan pour venir en aide aux travailleurs?

L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, nous avons déjà annoncé plusieurs plans d'action pour le secteur de l'automobile et plus de 250 millions de dollars pour soutenir l'innovation dans ce secteur. Dans le discours du Trône, nous avons annoncé plus d'argent pour ce secteur. Pendant plus de deux ans, nous avons agi pour le bien de ce secteur, tout comme nous avons agi pour le bien de tous les secteurs industriels du Canada.

* * *

● (1440)

LA CULTURE

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, la coupe injustifiée par le ministère des Affaires étrangères du programme PromArt risque d'entraîner l'annulation de quelque 600 tournées artistiques à l'étranger. Le nouveau ministre sait que ce sont principalement les artistes du Québec qui vont en souffrir.

Le ministre des Affaires étrangères se lèvera-t-il en cette Chambre pour défendre les intérêts des artistes et la culture québécoise, et nous dire qu'il entend rétablir ce programme ou, par son silence, va-t-il faire la preuve que la reconnaissance de la nation québécoise, il y a deux ans aujourd'hui même, ne voulait rien dire?

Questions orales

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, le programme PromArt dont parle ma collègue était un programme libéral qui coûtait sept millions de dollars aux contribuables. Ce programme a coûté, pour l'année 2008-2009, sept millions de dollars. De ces sept millions de dollars, seulement deux millions de dollars étaient dépensés pour les besoins des artistes. Cinq des sept millions de dollars étaient des dépenses administratives. Le Bloc québécois veut avoir un programme qui dépense plus de 70 p. 100 de l'argent pour l'administration et non pour les artistes. Ce n'est pas une approche qui bénéficie aux artistes de notre pays. Notre gouvernement dépense 2,3 milliards de dollars pour les artistes, et cet argent est dépensé de manière efficace.

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, ce programme permettait des milliers de tournées à l'étranger. L'attitude du ministre des Affaires étrangères, qui est complètement silencieux, est semblable à celle de son collègue du Patrimoine canadien, qui a coupé d'autres gouvernements et transféré l'argent au relais de la flamme olympique, et qui refuse de faire marche arrière.

Si le ministre des Affaires étrangères et ses collègues du Cabinet sont si peu intéressés à défendre la culture québécoise, pourquoi ne transfèrent-ils pas tous les pouvoirs en matière de culture et leurs budgets au gouvernement du Québec?

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, je suis toujours étonné par la petitesse du Bloc québécois lorsqu'il s'agit de défendre des dossiers de nature culturelle. Ils savent très bien que nous avons augmenté nos budgets à cet égard. Ils savent très bien que nous avons investi, par exemple, dans TV5. Ils savent très bien qu'à chaque fois que ce gouvernement a été confronté à une décision pour aider les francophones et la culture du Québec, il était présent et ils étaient absents.

* * *

L'AFGHANISTAN

M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, le président afghan, Hamid Karzaï, a déclaré que, s'il le pouvait, il donnerait l'ordre d'abattre les avions de la coalition qui bombardent les villages et qui font plusieurs morts chez les civils.

Le ministre canadien de la Défense nationale, lui, déclare que le président Karzaï se présente à une élection et qu'il faut prendre cette déclaration avec un grain de sel. Il banalise l'affaire au lieu d'avouer que l'intervention, telle qu'elle est menée présentement, se dirige tout droit vers un désastre.

Le ministre des Affaires étrangères se rend-il compte que la stratégie de son gouvernement visant à mettre davantage d'argent du côté militaire que du côté de l'aide humanitaire et la diplomatie est plus que douteuse et devient dangereuse?

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Monsieur le Président, malheureusement, le député ne comprend pas qu'il est impossible de faire du développement sans sécurité.

[Traduction]

Le député ne saisit pas. Il est évident que, sans sécurité, nous ne pouvons pas faire le travail nécessaire de développement et de reconstruction en Afghanistan. C'est pourquoi nous sommes là-bas dans le cadre d'une mission de l'ONU dirigée par l'OTAN. Soit dit en passant, pour la gouverne du député d'en face et du président

Karzaï, il est clair que nous sommes là-bas à l'invitation du gouvernement afghan.

[Français]

M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, j'ai adressé au ministre des Affaires étrangères ma question qui portait sur sa politique en matière d'affaires étrangères. C'est à croire que ce ministre est, comme son prédécesseur le député de Beauce, la courroie de transmission du premier ministre, et qu'il est incapable de répondre lui-même. Quel est son rôle, émettre des passeports?

Je lui pose à nouveau la question. Le ministre des Affaires étrangères se rend-il compte que la vision militariste de son gouvernement en Afghanistan comporte son lot d'échecs et qu'il faut revoir la stratégie d'intervention le plus tôt possible?

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, comme mon collègue l'a mentionné, nous sommes en Afghanistan sur l'invitation des Nations Unies. Nous faisons partie d'un groupe qui travaille à reconstruire ce pays. Nous travaillons à reconstruire ses stratégies de gouvernance. Nous travaillons à reconstruire ses infrastructures. Bref, le Canada et les Canadiens qui s'y trouvent peuvent être fiers de ce qu'ils font. De ce côté-ci, nous poursuivons nos six objectifs, tels qu'ils ont été mentionnés depuis longtemps.

* * *

● (1445)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs ont débloqué des milliards pour que les banques disposent de liquidités. Or, que font les banques, dès qu'elles reçoivent cet argent? Elles augmentent de façon spectaculaire le coût du crédit pour les propriétaires de petite entreprise, dont nous avons besoin pour traverser la crise.

Le ministre des Finances conservateur va-t-il user de la grande influence de son poste pour exiger que les banques réduisent le coût du crédit pour les petites entreprises et leurs clients?

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, nous avons procuré des fonds aux banques exactement comme cela doit se faire, pour que les consommateurs en profitent. Grâce à notre Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, nous avons fait passer cet argent par la SCHL, mais nous avons aussi mis en place un système qui permet aux particuliers d'obtenir du crédit auprès des banques. Les Canadiens ont demandé à avoir du crédit pour pouvoir donner de l'expansion à leurs entreprises.

Les libéraux refusent de l'admettre, mais certaines entreprises se tirent bien d'affaires au Canada et cherchent des fonds pour prendre de l'expansion.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada leur envoie 75 milliards de dollars, mais il est incapable de leur téléphoner pour leur dire d'être raisonnables.

Les petites entreprises sont un élément essentiel de notre économie, et des dizaines de milliers d'emplois dépendent de la possibilité d'obtenir du crédit à coût abordable.

Comme tous les Canadiens, les petites entreprises et leurs clients sont sur le point de payer cher à cause de ce nouveau déficit des conservateurs. Ce sera un double coup dur. Ils n'ont surtout pas besoin de ce déficit des conservateurs, ni de l'augmentation du coût du crédit.

Le gouvernement conservateur va-t-il commencer à aider les petites entreprises dans leur...

Le Président: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Voilà une idée originale, monsieur le Président, aider les petites entreprises. C'est exactement ce que nous avons fait dans l'énoncé économique de l'automne dernier. Nous avons réduit leurs impôts. Et nous avons réduit les impôts des particuliers pour qu'ils puissent lancer de nouvelles entreprises.

Si je me souviens bien, la majorité des partis de l'opposition à la Chambre ont voté contre.

* * *

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, selon nos indices, il y aura des pertes d'emplois massives résultant de la récession conservatrice qui se dessine. Les conservateurs ne tiennent pas compte de cette réalité, tout comme ils n'ont pas tenu compte du reste. Pendant que le monde agit, ils ne font rien.

L'assurance-emploi est un programme essentiel aux Canadiens et les conservateurs n'ont rien fait pour qu'il soit accessible aux travailleurs maintenant que les pertes d'emplois se multiplient.

Compte tenu de l'incapacité du gouvernement conservateur de prévoir la crise ou d'y remédier, la ministre peut-elle garantir que l'assurance-emploi sera accessible à ceux qui en ont besoin quand ils en ont besoin? Quand quelqu'un de ce côté-là commencera-t-il à s'occuper des travailleurs canadiens?

M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, je tiens à ce que la Chambre sache que nous nous occuperons toujours des travailleurs et que nous sommes là pour eux quand ils ont besoin de nous.

Nous avons pris des mesures pour améliorer le régime d'assurance-emploi. Le discours du Trône explique comment nous l'améliorerons encore. Nous ciblerons ceux qui ont le plus grand besoin d'aide. Nous serons là pour ces gens quand ils auront besoin de nous.

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, cette année, les conservateurs ont créé une société d'État chargée de l'assurance-emploi en affirmant que l'économie allait très bien et que nous n'avions besoin que de 2 milliards de dollars dans la caisse. Nous leur avons dit que cela ne suffisait pas. De nombreux experts leur ont dit la même chose en comité lorsque l'opposition dirigée par les libéraux a forcé la tenue d'audiences sur l'assurance-emploi.

Étant donné que les conservateurs ne font absolument rien pour protéger les emplois canadiens, pourquoi les croirions-nous lorsqu'ils affirment qu'ils feront quoi que ce soit pour protéger les travailleurs lorsqu'ils perdent leur emploi?

M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences

Questions orales

et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, nous avons fait en sorte que les cotisations recueillies soient égales aux prestations versées et nous voulons nous assurer que les cotisations servent exclusivement à payer des prestations aux travailleurs et pas à couvrir quelque autre dépense que ce soit.

Il s'agit d'un organisme indépendant qui fixe le montant des cotisations et il a les fonds nécessaires et l'appui du gouvernement. S'il faut davantage de fonds cette année, ces fonds seront disponibles et la situation sera réévaluée l'année prochaine.

* * *

● (1450)

LES FORCES CANADIENNES

M. Brent Rathgeber (Edmonton—St. Albert, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole ici, j'aimerais remercier les citoyens d'Edmonton—St. Albert de m'avoir élu comme député et de me faire ainsi le grand honneur de les représenter à la Chambre.

Les membres de nos Forces canadiennes rendent chaque jour ce monde un peu plus sûr. En ce moment, notre plus important contingent à l'étranger se trouve en Afghanistan et est composé des braves soldats de la BFC Petawawa.

Cette année, ils vont célébrer Noël loin des leurs. Le ministre responsable de Postes Canada pourrait-il faire part à la Chambre des initiatives destinées à aider les familles à rester en contact avec nos troupes à l'étranger pendant le temps des Fêtes?

L'hon. Rob Merrifield (ministre d'État (Transports), PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député d'Edmonton—St. Albert pour sa récente élection. Une caserne des Forces canadiennes se trouve dans sa circonscription et je sais qu'il s'agit là d'un sujet qui lui tient à cœur.

Je suis très fier d'annoncer que Postes Canada acheminera de nouveau sans frais, pendant la saison des Fêtes, les colis destinés à nos soldats à l'étranger. Ils accomplissent un travail remarquable et nous les appuyons dans leurs efforts militaires. Nous pouvons maintenant non seulement les appuyer, mais également les encourager en leur faisant parvenir des colis pour Noël. Nous invitons leurs familles et amis à expédier des colis. Je suis fier de ce geste de la part de Postes Canada.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NDP): Monsieur le Président, au cours d'une autre attaque contre la démocratie, un député conservateur semble s'être ingéré dans l'élection des administrateurs de la Commission canadienne du blé. Le code d'éthique qui s'applique à tous les députés porte qu'un député ne peut pas aider quelqu'un à devenir « un dirigeant ou un administrateur au sein d'une personne morale, d'une association ou d'un syndicat ».

Le député de Cypress Hills—Grasslands doit faire face aux conséquences d'avoir enfreint l'article 3 et l'article 9 de ce code d'éthique. Comment le leader du gouvernement à la Chambre peut-il l'expliquer? Est-ce un manque de jugement ou une ingérence délibérée dans une élection démocratique? Quelles en seront les conséquences pour le député?

Questions orales

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, quand les députés néo-démocrates interviennent à la Chambre, ils ne parlent jamais des vrais problèmes relatifs à la Commission canadienne du blé.

Par exemple, l'année dernière, quand les agriculteurs biologiques ont essayé de vendre leurs céréales, la Commission canadienne du blé a dit qu'elle voulait qu'ils lui paient 9 ¢ sans rien en échange. Cette année, la Commission canadienne du blé dit qu'elle va prélever 30 ¢, mais le député d'en face ne pose aucune question.

L'année dernière, le fonds de réserve dont la Commission canadienne du blé disposait pour protéger le reste des agriculteurs canadiens a perdu 35 millions de dollars. Absolument aucune question n'a été posée. Cette année, le fonds semble avoir encore perdu de l'argent, mais l'opposition ne pose pas de questions non plus.

Nous sommes là pour défendre les agriculteurs de l'Ouest canadien. Nous allons les protéger. Nous allons leur offrir le choix pour la mise en marché de leur production.

M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, le député a cherché délibérément à influencer sur les résultats d'une élection à la Commission canadienne du blé en se servant de son papier à en-tête parlementaire. C'est une infraction flagrante à au moins deux articles du code.

En attendant le rapport officiel du Commissaire à l'éthique, le député va-t-il être suspendu de son poste de secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, surtout en tant que secrétaire parlementaire du ministre responsable de la Commission canadienne du blé?

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, j'avoue que je suis désolé de voir les néo-démocrates aussi ignorants de ce que souhaitent les agriculteurs de l'Ouest canadien. Je déplore qu'ils soient uniquement conseillés par des extrémistes du secteur agricole. Je déplore qu'ils soient ici aujourd'hui en train de défendre la puissante Commission du blé contre les agriculteurs. Néanmoins, je suis heureux de pouvoir dire que notre caucus va défendre les intérêts des producteurs de blé de l'Ouest canadien. Nous allons agir dans leur intérêt. Nous allons leur offrir le choix pour la mise en marché.

* * *

[Français]

L'AFGHANISTAN

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le président de l'Afghanistan, Hamid Karzaï, a signifié lundi qu'il souhaitait une date limite au déploiement des forces de la coalition dans son pays. Ignorant complètement ses propos, le gouvernement canadien a décidé de hausser l'escalade militaire dans la région. Soit dit en passant, le premier rapport trimestriel du gouvernement souligne que la sécurité en Afghanistan se détériore.

Le ministre se rend-il compte que son gouvernement fait fausse route en Afghanistan et qu'attend-il pour corriger la situation pendant qu'il en est encore temps?

[Traduction]

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député était présent, mais un vote

portant sur une date limite a été tenu à la Chambre, et cette date est en 2011.

Quant à la sécurité en Afghanistan, de toute évidence, il reste des défis à relever, mais il incombe au gouvernement et au ministre de la Défense nationale de fournir aux courageux membres des Forces canadiennes la protection dont ils ont besoin. Il faut notamment leur fournir des choses comme des hélicoptères. Il faut prévoir de l'équipement de protection, ce qui fera partie du train de mesures de protection des forces sur lequel nous voterons dans le cadre de l'étude du Budget supplémentaire des dépenses. Je sais que je peux compter sur le député pour appuyer ce budget.

● (1455)

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, ce gouvernement engloutit des sommes astronomiques du côté des équipements militaires de toutes sortes. En plus de cela, il n'a même pas de plan précis. Toutefois, il refuse d'intervenir et reste les bras croisés alors que la crise économique est à notre porte.

Comment le ministre de la Défense nationale peut-il justifier cette nouvelle escalade des dépenses militaires, alors que le gouvernement refuse de payer un seul sou noir aux victimes de cette crise économique? C'est proprement scandaleux.

[Traduction]

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Ce qui est scandaleux, monsieur le Président, c'est que le Bloc et ce député semblent complètement coupés de la réalité quand il s'agit de la nécessité de fournir aux membres des forces armées l'équipement dont ils ont besoin pour accomplir leur mission dangereuse dans un environnement en constante mutation.

Des budgets ont été présentés à la Chambre. Nous avons comparé devant les comités. Nous avons suivi les recommandations formulées par un comité indépendant. Nous agissons dans l'intérêt des Forces canadiennes. Le député devrait manifester un peu plus de solidarité et de soutien à l'endroit des efforts que nous déployons pour fournir aux soldats l'équipement important dont ils ont besoin pour faire leur travail.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Des députés du parti ministériel, au mépris de tout principe démocratique, ont tenté d'influer sur le résultat des élections des directeurs de la Commission canadienne du blé.

Le premier ministre nie-t-il que ces députés, y compris le secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, ont accès à la liste confidentielle contenant les noms et adresses des électeurs et qu'ils s'en servent pour envoyer des lettres? Nie-t-il que les députés qui envoient ces lettres ne sont pas inscrits en tant que tierces parties? Confirmera-t-il que le coordonnateur des élections enquête sur ces pratiques illégales?

Questions orales

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, après les dernières élections, le député de Malpeque avait reconnu que la politique des libéraux en matière d'agriculture ne fonctionnait tout simplement pas. Pourquoi? Parce que ce parti ne représente pas les agriculteurs. Je ne crois pas qu'il y ait un autre dossier où l'échec des libéraux sur le plan de l'agriculture est plus évident.

Nous savons tous que le député n'a pas fait son travail. Nous savons tous que la politique agricole des libéraux a échoué. Nous allons agir. Nous allons protéger les agriculteurs de l'Ouest canadien. Nous leur donnerons le libre choix en matière de commercialisation. Et nous le ferons bientôt.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Y a-t-il une loi que ce parti-là ne violerait pas, monsieur le Président?

On constate que les belles paroles à propos de la démocratie dans le discours du Trône ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites. Pour avoir des élections démocratiques, il faut respecter les règles électorales et la loi. Le secrétaire parlementaire a contrevenu aux règlements électoraux. Nous croyons que d'autres députés ont porté atteinte au privilège parlementaire de franchise postale. De plus, le secrétaire parlementaire a manqué à son serment d'office et s'est servi de listes qui n'étaient accessibles qu'à lui. N'a-t-il aucun respect pour la loi?

Le premier ministre mettra-t-il enfin au pas les transgresseurs de lois de son parti?

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Beaucoup de bruit pour rien, monsieur le Président.

Je me demande où était le député quand un des directeurs qui appuyait la Commission canadienne du blé se servait du logo de la commission dans ses documents électoraux. Je ne l'ai pas entendu se plaindre. Je ne l'ai pas entendu non plus quand la Commission canadienne du blé interdisait aux journalistes qu'elle n'aimait pas d'assister à ses conférences de presse.

Je le répète, nous allons agir. Nous allons protéger les agriculteurs de l'Ouest canadien. Nous leur donnerons le libre choix en matière de commercialisation le plus tôt possible.

* * *

LES FRAIS D'INTERCHANGE DES CARTES DE CRÉDIT

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, nous devons aux petites entreprises un fort pourcentage des emplois créés au Canada. Il nous faudrait donc les aider plutôt que leur nuire.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante demande au gouvernement d'agir avant que les grandes banques n'appliquent les hausses faramineuses qu'elles projettent. Nos petites entreprises font face à une hausse de 10 000 p. 100 des frais que Visa et MasterCard exigent des marchands. Est-ce juste?

Le gouvernement considère-t-il que ce n'est pas son problème ou qu'il peut simplement ne rien faire à cet égard? Qu'en est-il vraiment?

L'hon. Diane Ablonczy (ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme), PCC): Monsieur le Président, le député soulève une question très importante pour les petites entreprises. Comme il le sait, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a abordé la question avec les intervenants. Il faut dire que les banques canadiennes se livrent concurrence. Elles sont libres d'offrir des produits à tous leurs clients, y compris aux petites entreprises.

Le ministre des Finances a écrit aux banques à ce sujet et il leur a demandé de régler cette question. Nous attendons leurs réponses incessamment et nous croyons que nous pourrions travailler ensemble.

* * *

● (1500)

LA SANTÉ

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, les produits de santé naturels sont actuellement menacés. Les conservateurs ont mis sens dessus dessous le processus d'approbation en imposant des délais irréalistes pour la réglementation d'un nombre considérable de produits de santé critiques.

Il y a plus de 10 000 magasins d'aliments naturels au Canada, qui emploient directement plus de 25 000 personnes. Un nombre incalculable de familles comptent sur ces produits. Le processus d'approbation est littéralement paralysé par les retards et on craint même le retour du projet de loi C-51. Les petites entreprises vont faire faillite et les consommateurs vont en souffrir.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à travailler avec le milieu de la santé naturelle et non contre lui.

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à présenter une nouvelle mesure législative dans ce domaine. Nous espérons la présenter l'année prochaine. Nous sommes déterminés à protéger la santé et la sécurité des Canadiens. Nous présenterons notre plan dans les prochains jours.

* * *

LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, le Canada est en tête des pays du G7 et arrive deuxième parmi les pays membres de l'OCDE en matière d'aide à la recherche universitaire.

L'année dernière, le premier ministre a lancé la stratégie des sciences et de la technologie de notre pays. Le gouvernement a investi des sommes importantes pour attirer les meilleurs chercheurs, les doter des meilleures installations et s'assurer que les Canadiens profiteront des retombées économiques de nos innovations.

Le ministre d'État (Sciences et Technologie) peut-il mettre la Chambre au courant des récents progrès dans ce domaine?

L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie), PCC): Monsieur le Président, plus tôt cette semaine, j'ai eu le plaisir d'inaugurer notre 11^e centre d'excellence pour la commercialisation de notre technologie, qui permet de faire passer les réalisations technologiques du laboratoire au marché.

Aujourd'hui, je suis ravi d'annoncer à la Chambre que le Perimeter Institute for Theoretical Physics de l'Université de Waterloo a nommé titulaire distingué de sa chaire de recherche un scientifique et théoricien de réputation internationale, Stephen Hawking.

Le Canada peut être fier aujourd'hui. C'est une excellente nouvelle pour la communauté scientifique et technologique. J'attends avec impatience les autres résultats que donnera cette initiative du gouvernement.

*Travaux de la Chambre***LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT**

M. Todd Russell (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau déficit conservateur découle d'une gestion financière irresponsable et les familles ainsi que les travailleurs du Canada en font les frais.

Néanmoins, les conservateurs ont dépensé des dizaines de milliers de dollars supplémentaires en frais de déplacement et d'hébergement, de location de limousines et de nolisement d'avions, et des millions en marchés à fournisseur unique conclus avec leurs copains, en budgets ministériels excessifs et en personnel.

Si les conservateurs veulent vraiment couper dans le gras, ils devraient peut-être se sortir la tête de l'assiette au beurre.

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, le député parle de la taille de notre Cabinet, alors citons quelques faits.

Le dernier Cabinet de Jean Chrétien comptait 39 ministres, tout comme celui de Paul Martin qui n'avait pourtant que 133 députés à la Chambre. Proportionnellement, c'était le plus gros Cabinet de l'histoire du Canada. Près de 30 p. 100 du caucus libéral faisait partie du Cabinet de M. Martin.

Le député aimerait peut-être aussi savoir que notre Cabinet coûte plusieurs millions de moins que le dernier Cabinet libéral.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DE LA VIANDE

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): Monsieur le Président, les difficultés qui affligent l'industrie de l'abattage et qui forcent une entreprise comme Levinoff-Colbex à réclamer d'urgence une aide du gouvernement fédéral sont les conséquences directes de la mauvaise gestion du fédéral dans le dossier de l'ESB et des bovins de réforme. C'est non seulement la survie de cette entreprise qui est menacée, mais celle de toute l'industrie de l'abattage.

Du montant promis en campagne électorale pour l'industrie de l'abattage, combien le ministre a-t-il prévu spécifiquement pour Levinoff-Colbex? Et cette question commande évidemment une réponse en montant d'argent.

L'hon. Jean-Pierre Blackburn (ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, bien sûr, la question des abattoirs intéresse non seulement la firme dont le député parle, mais d'autres régions du Québec et du Canada qui sont également intéressées par toute cette question des abattoirs. Des choses ont été prévues lors de la campagne électorale. On a parlé d'une somme de 50 millions de dollars, et il faudra attendre le budget pour voir ce qu'il en est.

* * *

● (1505)

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, la Commission des traités de la Colombie-Britannique a indiqué hier que les négociations en vue de conclure des traités sont au point mort parce qu'on doit attendre que le ministère des Pêches et des Océans termine son étude sur le saumon de la côte ouest.

À sept endroits, on est près d'arriver à un accord. Cependant, rien ne peut être finalisé sans qu'on règle la question du saumon.

Le ministre des Pêches peut-il dire à la Chambre et aux populations autochtones dont les projets de traité sont dans les limbes actuellement quand les négociateurs fédéraux vont obtenir le mandat de conclure les négociations?

L'hon. Gail Shea (ministre des Pêches et des Océans, PCC): Monsieur le Président, le ministère des Pêches et des Océans est déterminé à conclure avec les Premières nations des traités sur la pêche qui conviennent aux parties concernées, qui recueillent de larges appuis et qui peuvent être mis en oeuvre. Compte tenu des inquiétudes soulevées récemment au sujet de la protection des ressources, les accords doivent être équitables et tenir compte des autres activités de pêche. De plus, ils doivent être viables. Bien que nous ne voulions pas retarder la conclusion des traités, nous devons veiller à ce qu'il y ait encore du poisson pour les générations à venir.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Raúl de la Nuez Ramírez, ministre du Commerce international de la République de Cuba.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais demander au gouvernement quel est son plan relatif aux travaux de la Chambre pour le temps qu'il reste jusqu'à l'ajournement, le 12 décembre.

[Traduction]

J'aimerais par ailleurs savoir quand le gouvernement compte présenter sa motion de voies et moyens.

Enfin, si le gouvernement n'a pas déjà officiellement désigné les journées qui seront des journées de l'opposition d'ici l'ajournement du 12 décembre, j'aimerais savoir quand il prévoit le faire.

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, si vous me le permettez, j'aimerais me concentrer sur une semaine à la fois.

Aujourd'hui, nous allons terminer le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. En outre, conformément à un ordre pris mardi de cette semaine, les travaux courants seront interrompus à 16 heures cet après-midi, pour que le ministre des Finances présente sa mise à jour économique et financière.

Chaque parti de l'opposition aura ensuite l'occasion de formuler des remarques sur la déclaration, puis la Chambre reprendra le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Demain nous allons discuter du contenu de la mise à jour économique et financière.

L'Adresse

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

Le Président: Avant la période des questions, le député de Wild Rose avait la parole et il dispose encore de trois minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite de nouveau de votre réélection à la présidence. Je reprends où j'en étais avant la période des questions.

Outre les priorités dont j'ai parlé avant la période des questions, il y en a une autre qui me tient à coeur, celle qui consiste à montrer à nos militaires et à nos anciens combattants le respect et l'admiration qu'ils méritent.

Chaque jour, lorsque je me dirige vers les édifices du Parlement, je passe devant le Monument commémoratif de guerre du Canada, où je m'arrête un instant pour penser au courage dont nos militaires ont fait preuve dans le passé et font preuve aujourd'hui, au Canada et à l'étranger. Je pense aussi aux sacrifices qu'ils ont faits et qu'ils font. Je pense particulièrement à ceux qui ont fait l'ultime sacrifice, qui ont donné leur vie pour faire en sorte que nous continuions de jouir de la démocratie dans le pays où nous vivons. Sans le courage et les convictions de ces militaires, nous ne serions pas ici en train de débattre des enjeux actuels et nous ne pourrions pas jouir de la vie dans ce pays formidable que nous avons la chance d'habiter.

Mes concitoyens de Wild Rose s'attendent à ce que le gouvernement joigne le geste à la parole lorsqu'il promet d'appuyer nos militaires. Ils s'attendent à ce que le gouvernement respecte ses engagements. Le gouvernement conservateur fournira à nos militaires l'équipement dont ils ont besoin pour faire leur travail formidable.

Le mois dernier, lors des élections générales, les Canadiens ont donné leur confiance au gouvernement en votant pour renouveler et renforcer notre mandat. Ils l'ont fait en sachant que nous avons la meilleure équipe pour aider le Canada à traverser la tempête économique qui nous menace. Cette tempête s'est abattue sur nous, et les effets de la crise mondiale se font déjà ressentir aux quatre coins de la planète.

En cette période difficile, le gouvernement est conscient du privilège et de la responsabilité qui lui ont été confiés.

C'est avec humilité que j'ai accepté le mandat que mes concitoyens de Wild Rose m'ont confié en m'élisant député. Le travail sera difficile, mais mes concitoyens de Wild Rose savent que je travaillerai sans relâche afin de relever les défis que nous devons affronter ensemble, tant actuellement que dans l'avenir, afin de montrer que nous sommes déterminés à garder notre Canada fort et libre.

L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite féliciter le député de son élection à la Chambre. Le précédent député de Wild Rose était un personnage haut en couleur et il ne sera pas facile de le remplacer. Je souhaite donc la bienvenue au député.

Lundi, le 1^{er} décembre, sera un jour désigné, conformément à l'ordre auquel j'ai fait allusion plus tôt. Après l'étude de la motion de l'opposition lundi, nous allons proposer à la Chambre une motion de voies et moyens, à laquelle la députée a fait allusion et qui a trait à la mise à jour économique et financière. Par la suite, un projet de loi sera déposé pour donner suite à la motion de voies et moyens. Il s'agira du projet de loi C-2, qui fera l'objet d'un débat durant le reste de la semaine prochaine.

* * *

[Français]

RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Monsieur le Président, durant la période des questions orales, la ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) a fait une allusion.

[Traduction]

En réponse à une question posée par le député de Thunder Bay—Superior-Nord, la ministre d'État responsable de la Petite Entreprise et du Tourisme a fait allusion à une lettre.

Monsieur le Président, vous comprendrez que, de l'endroit où je me trouve, il m'est impossible de voir aussi loin, même si j'ai probablement besoin de changer de lunettes. Quoi qu'il en soit, la ministre a fait référence à une lettre qui, semble-t-il, aurait été envoyée par le ministre des Finances aux diverses institutions bancaires et sociétés émettrices de cartes de crédit. Je me demande si la ministre va maintenant déposer la lettre à laquelle elle a fait allusion.

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, la ministre a quitté la Chambre, mais je vais communiquer avec elle et m'assurer que cette lettre soit déposée.

• (1510)

Le Président: Le député n'a pas laissé entendre que la ministre avait lu la lettre. Comme le rappelle si bien le député de Mississauga-Sud, il n'est pas nécessaire de déposer la lettre, sauf si celle-ci est lue en référence à un autre document.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, en réponse à des questions posées précédemment par des députés néo-démocrates et libéraux, le secrétaire parlementaire a nié, contrairement à ce que le personnel de son bureau a déclaré, s'être servi de la liste des électeurs comme source pour effectuer les envois postaux. Le secrétaire parlementaire nie-t-il que son bureau a confirmé qu'il s'est servi de ces renseignements et qu'il l'a fait de façon illégale?

Le Président: Je pense que le député de Malpeque sait que des questions complémentaires ne peuvent être posées dans le cadre d'un recours au Règlement qui suit la période des questions orales. Je lui conseille de patienter jusqu'à demain. Il pourra alors poser ses questions au cours de la période prévue à cette fin.

L'Adresse

Je veux rappeler au député que lorsque le dernier gouvernement conservateur était au pouvoir, nous avions un déficit de 23 millions de dollars, le taux de chômage dépassait les 10 p. 100 et les taux d'intérêts étaient supérieurs à 11 p. 100. La situation a été redressée, mais nous sommes maintenant en présence d'un autre gouvernement conservateur. D'après tous les organismes qui font des prévisions, il semblerait que nous soyons de nouveau dans la même situation et que nous prenions la même direction que les Canadiens ont déjà clairement rejetée, et que le déficit soit de nouveau de l'ordre de 20 à 50 milliards de dollars.

J'ai l'impression d'avoir déjà vu ce film et la fin n'est pas heureuse pour les familles de travailleurs, en théorie et en pratique

Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre a visité toutes les provinces et toutes les villes et il nous a doré la pilule en nous disant qu'il n'y aurait ni récession ni déficit et que quiconque suggérerait le contraire était ridicule.

Quelques jours après les élections, il a changé de refrain et il a dit non seulement qu'un déficit est essentiel, mais que ceux qui n'approuvent pas l'idée d'un déficit raisonnent de façon plutôt simpliste.

Il est évident que le premier ministre savait déjà cela...

● (1515)

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le député pour donner au député de Wild Rose la chance de répondre.

M. Blake Richards: Monsieur le Président, je rappelle au député que nous passons par une période d'instabilité économique mondiale sans précédent et que la situation change rapidement.

Notre gouvernement a prévu le coup et nous avons pris de nombreuses mesures pour que l'économie demeure vigoureuse. C'est pourquoi des groupes, comme le Forum économique mondial, ont affirmé que notre système est le plus solide au monde, et c'est grâce aux mesures prises par notre gouvernement.

Nous continuerons de prendre des mesures vigoureuses et audacieuses pour veiller à ce que notre pays soit plus fort que jamais au terme de cette période d'instabilité économique.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député, qui représente une belle région du pays, Wild Rose, en Alberta.

J'aimerais revenir aux déclarations qu'il a faites à propos des mesures vigoureuses prises par le gouvernement.

Au cours des 20 dernières années, la classe moyenne a connu une importante érosion de ses revenus.

Comme le sait bien le député, sous le gouvernement conservateur de l'Alberta, les recettes agricoles sont tombées au dernier rang au Canada. D'ailleurs, beaucoup d'agriculteurs de cette province enregistrent des pertes nettes à cause des politiques économiques de droite. Les politiques économiques de droite du gouvernement fédéral ont le même genre d'incidence sur l'ensemble du pays, ce qui veut dire que de moins en moins de Canadiens ont foi en notre système politique. C'est d'ailleurs pourquoi le taux de participation aux dernières élections fédérales n'avait jamais été aussi bas.

En tant que nouveau député, mon collègue est-il disposé à encourager son gouvernement à prendre des mesures vigoureuses, comme par exemple annuler l'énorme réduction d'impôts de 50 milliards de dollars accordée aux sociétés?

M. Blake Richards: Monsieur le Président, le député a parlé de période difficile. Nous connaîtrions véritablement une période

difficile au Canada si nous avons le NPD de ce côté-ci de la Chambre.

Mon collègue a parlé des réductions d'impôts. Il en faudrait beaucoup pour me convaincre que la suppression des réductions d'impôts est un bon moyen de stimuler l'économie. Notre gouvernement avait prévu ce qui arrive, et c'est ce qui a justifié bon nombre des réductions d'impôts que nous avons accordées, tant aux entreprises qu'aux particuliers.

[Français]

M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec l'honorable député de Vancouver Kingsway. Je tiens tout d'abord à vous féliciter pour vos élections comme député et à la présidence. J'envisage avec plaisir de travailler avec vous et les autres députés de la Chambre.

Par ailleurs, je me joins à mes collègues néo-démocrates pour offrir mes félicitations au premier ministre, au chef de l'opposition officielle et au chef du Bloc québécois.

Je désire remercier les citoyens de West Nipissing, de Rivière des français, de Rayside-Balfour, de Valley East, d'Onaping Falls, de Folyet et des communautés entourant Nickel Belt qui m'ont élu au sein du deuxième caucus néo-démocrate en importance de l'histoire du parti. Je reconnais humblement la confiance qu'ils m'ont témoignée et la responsabilité qu'ils m'ont confiée. Je leur promets de travailler sans relâche et de ne pas les décevoir. Leur confiance m'honore, et je suis résolu à être toujours présent pour défendre leurs intérêts.

Par-dessus tout, je remercie plus particulièrement ma femme, Marie-Claire, ma fille, Johanne, et mon fils, Michel, de leur appui et de leurs encouragements. C'est grâce à eux si je suis ici.

Quant à mes collègues élus pour la première fois, je suis honoré d'être l'un des leurs, et j'ai hâte de me mettre à l'œuvre avec eux.

● (1520)

[Traduction]

Nous traversons une période qui sera parmi les plus marquantes de notre époque. Dans le monde entier, nous voyons des banques au bord de la faillite, des entreprises vacillantes et des gens qui perdent leur emploi, et ce n'est qu'un début.

Les Canadiens ordinaires s'inquiètent. Ils avaient hâte d'entendre le discours du Trône pour avoir une idée de ce que ferait le gouvernement face à cette situation.

Certaines mesures valables y ont été annoncées. J'ai apprécié le ton général du discours du Trône, qui invitait à la coopération en termes conciliants. Si le gouvernement réussit à agir comme il s'est exprimé, nous aurons un Parlement productif qui travaille au bénéfice de tous les Canadiens.

Les mesures environnementales, l'expansion du programme de rénovation des maisons et le système de plafonnement et d'échange de droits à l'échelle du continent montrent que le gouvernement commence à adopter certaines des politiques que les Canadiens réclament. Les gens de Nickel Belt comprennent et apprécient les mesures de plafonnement et d'échange. Il y a plusieurs décennies, dans un effort nécessaire pour protéger notre environnement, Inco a dû plafonner ses émissions de soufre. Elle avait une date limite pour y parvenir, sinon elle était mise à l'amende. Elle y est parvenue. L'environnement récupère après des années de dégradation due au soufre. Fait à noter, Inco n'a pas quitté la ville.

Pourtant, malgré ces éléments, le discours du Trône était trop vague et indirect. Il ne répondait pas à l'urgence de la situation et ne traitait pas les sujets en profondeur comme il l'aurait fallu pour protéger les familles de travailleurs dans le contexte économique actuel. Les Canadiens attendaient davantage du discours du Trône, et les néo-démocrates aussi.

Il est impossible de voir comment le gouvernement s'y prendra pour inverser la pénurie croissante de médecins. Cinq millions de Canadiens n'ont pas accès à un médecin de famille et doivent s'accommoder des cliniques et des salles d'urgence pour obtenir des soins de base. Dans ma circonscription, par exemple, nous sommes aux prises avec une crise des soins de santé. Les ambulances sont refoulées à la salle d'urgence avec les patients malades pendant que les lits de l'hôpital sont occupés par ceux qui seraient traités plus adéquatement dans des établissements de soins de longue durée.

Nous devons savoir pourquoi FedNor n'a pas fourni le financement nécessaire pour un tel établissement à Chelmsford, ce qui aurait permis du même coup d'alléger le fardeau de notre hôpital de soins actifs.

Le nombre de faillites de consommateurs était de 20 p. 100 plus élevé en septembre qu'en août et il est déjà prévu que le taux de chômage atteindra 7 p. 100 l'année prochaine, mais il n'y a aucun moyen de savoir comment le gouvernement compte s'y prendre pour réparer le régime d'assurance-emploi. En vertu des récentes modifications des règles de l'assurance-emploi, les chômeurs doivent maintenant épuiser leurs épargnes avant d'être admissibles à des prestations. Nous devons nous assurer que l'argent sera réinvesti directement dans l'économie locale pour créer des emplois, garder les petites entreprises en affaires et mettre de la nourriture sur la table.

Dans le Nord de l'Ontario, nous pouvons déjà observer les effets du ralentissement économique. En raison de la diminution du prix du nickel, Xstrata a modifié ses plans pour la durée de vie prévue de deux principales mines. First Nickel a suspendu ses opérations à la mine Lockerby, située dans la circonscription de Nickel Belt, ce qui a entraîné la mise à pied de 140 de ses 160 employés.

Notre économie a besoin de mesures audacieuses et stratégiques. Le XXI^e siècle est inédit et différent. Les bonnes vieilles solutions du siècle d'avant ne fonctionneront plus.

Premièrement, nous devons adopter des règlements financiers permettant de protéger les consommateurs dans ce contexte économique. Même si des règlements rigides ont permis de préserver une certaine stabilité du secteur bancaire, il sera impossible d'échapper aux effets du bouleversement du marché mondial. Des mesures de surveillance plus sévères sont nécessaires pour suivre la piste des 75 milliards de dollars qui ont déjà été versés pour sauver les banques. S'il faut aider les secteurs en difficulté, les contribuables devront connaître tous les chiffres et, lorsque ce sera approprié, recevoir une participation au capital en retour. Le gouvernement

L'Adresse

fédéral peut protéger les consommateurs en interdisant aux compagnies émettrices de cartes de crédit d'augmenter les taux d'intérêt de familles à court d'argent qui sont incapables de faire un paiement à l'échéance.

Deuxièmement, investissons dans la nouvelle économie de l'énergie pour assurer notre prospérité au XXI^e siècle. Nous n'avons pas à choisir entre la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques. Nous pouvons opter pour une nouvelle économie de l'énergie. Nous pouvons mettre un prix sur le carbone et exploiter l'énergie du soleil, du vent et de l'eau. Grâce à notre innovation, nous pouvons devenir des leaders en matière d'énergie renouvelable et créer des emplois de cols verts. Nous pouvons commencer à créer des milliers d'emplois dès maintenant en apportant des améliorations éconergétiques à nos maisons et nos édifices.

Nous pouvons appuyer les entreprises locales et l'agriculture. Dans ma circonscription, Don Poulin Farms pouvait vendre ses pommes de terre aux épiceries locales il n'y a pas si longtemps. Cette entreprise doit maintenant expédier ses pommes de terre aux grandes chaînes à Toronto et ces dernières les réexpédient aux épiceries locales.

• (1525)

On crée des difficultés aux agriculteurs locaux quand on les force à utiliser des ressources pour transporter leurs produits sur de grandes distances. De plus, cette pratique est dommageable pour l'environnement, elle entraîne des coûts supplémentaires et elle pourrait faire perdre des emplois inutilement dans Nickel Belt.

Troisièmement, investissons dans les entreprises du secteur privé et dans l'innovation par le biais de nos institutions de recherche. Nos universités et nos collèges devraient être des chefs de file à l'échelle mondiale pour ce qui est des innovations pratiques. Ils ont déjà prouvé qu'ils étaient à la hauteur. Nous devons en faire davantage en encourageant la création d'emplois, en appuyant mieux la recherche et le développement et en accordant du financement pour l'innovation. Nous pourrions d'ailleurs commencer par affecter des fonds au Centre d'excellence en innovation minière du Nord-Est ontarien.

Quatrièmement, faisons des investissements stratégiques dans l'infrastructure et dans la vraie économie. Associons-nous avec nos collectivités dans un plan ambitieux pour réparer nos villes qui s'écroulent, investir dans le transport en commun et construire des logements abordables. Nous pouvons assurer l'efficacité et l'efficacité de nos systèmes de transport en commun.

Dans ma circonscription, il est pratiquement impossible de trouver un appartement libre et abordable. Nos routes figurent parmi les pires du continent. Nous dépendons depuis trop longtemps des exportations de ressources brutes. Nous avons besoin de garanties de crédit pour les compagnies rentables des secteurs forestier et minier, et nous en avons besoin maintenant.

Cinquièmement, et ce n'est très certainement pas le point le moins important, nous devons investir dans notre infrastructure sociale. En l'absence d'une stratégie nationale de formation professionnelle pour pallier à la pénurie de main-d'oeuvre, nous ne ferons que prolonger le ralentissement économique et en intensifier la gravité.

Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Vancouver Kingsway.

L'Adresse

[Français]

Aux États-Unis, les pensions sont garanties jusqu'à 50 000 \$. Il nous faut des régimes d'assurance des pensions pour protéger les aînés d'aujourd'hui et les générations futures. Nous pouvons créer plus d'emplois dans les garderies et dans le domaine des soins destinés aux personnes âgées, accroître le nombre de médecins et d'infirmières et offrir de meilleures possibilités aux membres des Premières nations.

Le gouvernement doit respecter les 62 p. 100 de Canadiens qui ont voté pour le changement. On a demandé à la présente législature de mettre de côté ses divergences et de surmonter les luttes partisans traditionnelles. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant de donner au gouvernement carte blanche, ce que les Canadiens lui ont refusé.

Le gouvernement doit faire des compromis et l'opposition doit être constructive. Si ces conditions sont réunies, je suis persuadé que la présente législature pourra se montrer à la hauteur de nos attentes et de celles de tous les Canadiens.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NDP): Monsieur le Président, je remercie le député de Nickel Belt pour un excellent discours qui apporte du bon sens ici, à la Chambre. C'est quelque chose que, malheureusement, on n'entend pas aussi souvent qu'on aimerait. Après quelques semaines ici, il a eu la chance de voir un peu l'impact économique et le manque d'action par ce gouvernement conservateur. Il a vu aussi, dans le nord de l'Ontario, l'impact de l'entente sur le bois d'oeuvre et d'autres politiques du Parti conservateur que les libéraux ont appuyées.

J'aimerais qu'il s'exprime sur l'impact sur ses concitoyens de Nickel Belt de toutes ces politiques et l'absence d'une action stratégique de ce gouvernement dans le domaine économique.

M. Claude Gravelle: Monsieur le Président, si le gouvernement ne change pas les règles pour l'assurance-emploi, beaucoup de gens du Nord de l'Ontario en souffriront. Justement cette semaine, à Coniston, il y a une autre compagnie, la Northern Heat Treat Ltd, qui a été affectée. Elle opérait sept jours par semaine, 24 heures par jour. Elle a mis à pied 40 employés et opère maintenant seulement huit heures par jour, cinq jours par semaine. Il faut donc que des changements soient apportés à l'assurance-emploi pour aider ces gens.

● (1530)

[Traduction]

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NDP): Monsieur le Président, je souhaite moi aussi la bienvenue à la Chambre au député de Nickel Belt. Même si nous représentons des régions géographiquement très éloignées l'une de l'autre, soit le Nord de l'Ontario et la côte Ouest de la Colombie-Britannique, j'aimerais qu'il nous parle un peu plus de l'industrie forestière.

Dans ma circonscription, les entreprises forestières ferment leurs portes parce qu'elles n'ont tout simplement pas accès à des lignes de crédit ou à des garanties d'emprunt. Ce sont des entreprises viables, et la Colombie-Britannique a une industrie forestière qui fait depuis longtemps sa fierté.

J'aimerais que le député nous dise à quel point il est important de s'assurer que ces entreprises forestières disposent des moyens nécessaires pour survivre, autant dans ma circonscription que dans la sienne, car une fois la présente période de ralentissement économique passée, nous savons que les entreprises forestières et leurs travailleurs contribueront grandement aux économies locales.

M. Claude Gravelle: Monsieur le Président, l'industrie forestière est elle aussi très importante dans la circonscription de Nickel Belt.

Le cadeau de 1 milliard de dollars que le gouvernement conservateur a fait aux États-Unis n'a pas aidé l'industrie forestière canadienne.

Nous espérons que, pendant la présente législature, le gouvernement du Canada aidera l'industrie forestière d'un bout à l'autre du Canada en garantissant certains prêts.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'humilité et de respect que je prends la parole à la Chambre pour y prononcer mon premier véritable discours.

Tout d'abord, je remercie du fond du coeur la population de Vancouver Kingsway de m'avoir donné le privilège de la représenter. Je ferai tout ce que je peux pour ne pas trahir sa confiance.

Je dois exprimer mes remerciements sentis à ma famille dont l'amour et le soutien m'ont porté, ainsi qu'à tous ceux qui ont travaillé bénévolement à ma campagne, car sans eux, je ne serais pas ici.

Je veux aussi féliciter tous les députés élus. Peu importe le parti auquel ils appartiennent, leur dévouement envers leur collectivité et envers leur pays mérite le plus grand respect. Il est indéniable qu'ils ont mon respect.

Je veux prendre un moment pour expliquer brièvement ce qu'est Vancouver Kingsway et rapporter ce que j'ai entendu les citoyens de ma magnifique circonscription dire pendant la dernière campagne électorale fédérale.

Vancouver Kingsway est un condensé du Canada. C'est une magnifique mosaïque composée de cultures diverses et de collectivités enthousiastes. Cette circonscription déborde d'optimisme par rapport à ce que notre société peut accomplir et à ce qu'elle devrait être.

Ce Canada existe dans les marchés de Victoria Drive, où les transactions sont martelées à cadence rapide en cantonnais ou en mandarin. Il existe dans les salles communautaires de la rue Fraser, où s'expriment les cultures de toutes les provinces et les États des Philippines, du Pakistan et de l'Inde. On le voit aussi dans les petites entreprises de Kingsway, où s'affairent des entrepreneurs d'origines vietnamienne et coréenne et aussi d'à peu près toutes les origines que l'on peut imaginer.

Nous pouvons voir ce Canada à l'oeuvre dans notre merveilleux réseau de centres d'accueil, que ce soit à Collingwood, Cedar Cottage et Little Mountain ou à la Multicultural Helping House, tous des lieux de développement social et d'échanges interculturels.

Nous le voyons dans tous ces groupes de citoyens innombrables, comme ceux de Riley Park, Kensington et Norquay, par exemple, qui sont fréquentés par des personnes qui consacrent temps et talent à créer des quartiers où tous peuvent se sentir à l'aise.

Nous pouvons voir partout et en tout temps dans la merveilleuse circonscription que je représente des gens qui vivent, travaillent et célèbrent dans la collaboration et la tolérance. La circonscription de Vancouver Kingsway est pleine d'énergie et de vitalité et elle fait partie de la grande mosaïque canadienne.

Il existe également, dans la circonscription que je représente, de grands besoins. Plus de 50 p. 100 des familles de Kingsway se débrouillent avec 50 000 \$ ou moins par ménage, et des dizaines de milliers de familles survivent avec beaucoup moins. Le revenu moyen n'est que légèrement supérieur à 21 000 \$ par année. Dans une ville comme Vancouver, où tout est si cher, il n'est pas facile de survivre avec si peu.

L'Adresse

La circonscription compte 6 000 chefs de famille monoparentaux, surtout des femmes. On y compte également 24 000 enfants et jeunes, qui s'inquiètent beaucoup de leur avenir, et dont le quart au moins vit dans la pauvreté.

Des milliers d'immigrants sont sous-employés, vivent des difficultés économiques et sont séparés de leurs familles. Certains aînés vivent dans un grand dénuement, des personnes handicapées sont isolées, et des personnes sans logis vivent dans le désespoir.

Cependant, les citoyens de Vancouver Kingsway sont résilients, débrouillards et confiants en l'avenir. Ils ont exprimé clairement leurs besoins et leurs souhaits au cours de la dernière campagne électorale. Ils ont dit sans détours ce qu'ils attendaient de leur gouvernement fédéral et de nous tous qui avons été élus pour orienter les politiques de notre pays.

Les gens de Kingsway veulent des logements abordables pour que tous les membres de notre collectivité puissent vivre dans la dignité et la sécurité. Il leur faut plus de coopératives, plus de logements locatifs et plus de logements non commerciaux de toutes catégories. Ces gens souhaitent que le gouvernement fédéral reprenne sa place dans le domaine du logement au Canada. Ma circonscription offre diverses occasions de créer des logements à prix abordable à des endroits comme Little Mountain et le quartier général de la GRC, qui sera bientôt inoccupé.

Ils ont besoin de services de garde d'enfants qui sont accessibles, stimulants et abordables. En cette période de difficultés économiques, ils veulent un programme national de garderies qui va aider les femmes et les hommes au Canada à accomplir le difficile devoir d'élever sainement des enfants. Ils désirent de bons emplois qui vont leur permettre de vivre et de faire vivre leur famille. Ils veulent des emplois sûrs et valorisants, où leur dur labeur est récompensé à sa juste valeur.

Ils veulent qu'on protège l'environnement, qu'on lutte contre les changements climatiques et qu'on bâtisse une économie viable pour les enfants et les générations à venir du pays. Ils espèrent que le gouvernement fédéral agira en chef de file et sera leur partenaire pour donner un coup de pouce à la population dans la rénovation domiciliaire et la rénovation d'autres bâtiments, de manière à ce qu'on exploite davantage les sources d'énergie propres que sont le solaire, l'éolien et la géothermie.

Il leur faut un bon système d'éducation et de formation professionnelle accessible à tous, quel que soit le revenu. Ils savent qu'une société bien instruite est une société garante de son avenir, de leur avenir à eux et de l'avenir de leurs enfants.

• (1535)

Ils appellent de tous leurs vœux un système d'immigration équitable, rapide et efficace, dans lequel on reconnaît les titres de compétence acquis à l'étranger, on permet aux familles d'être réunies et on aide davantage les immigrants à réussir leur vie dans leur nouveau pays. Ils ont besoin de plus de transport en commun, d'installations publiques de qualité et d'un solide système public de soins de santé.

Ils veulent que le gouvernement fédéral appuie le secteur des arts et de la culture. Ils sont favorables à l'existence d'un radiodiffuseur public d'envergure. Ils voient d'un bon œil les institutions telles que l'Orchestre radiophonique de Radio-Canada et le ballet de la Colombie-Britannique. Ils veulent que les arts visuels, les arts de la scène et les autres activités créatives soient florissantes au pays. Ils comprennent qu'un pays qui se tient valorise sa culture autant que son économie.

Ils veulent une société qui prend soin des personnes âgées, qui est un riche terreau pour les enfants qui grandissent et qui protège les personnes vulnérables. Ils croient en un Canada pacifique et juste qui soit un modèle de maturité par son comportement sur la scène internationale. Bien qu'ils soient solidaires des hommes et des femmes des Forces canadiennes, ils veulent que le Canada se retire de l'Afghanistan, qu'il cesse d'être une force combattante et qu'il revienne au maintien de la paix.

Les gens de Vancouver Kingsway m'ont envoyé ici pour porter ces objectifs à l'attention du gouvernement du Canada et pour m'employer à les atteindre immédiatement, sans relâche et avec vigueur. Je suis à la fois honoré de me voir confier cette tâche et déterminé à m'en acquitter.

Il y a une question qui revêt une importance particulière pour les citoyens de Vancouver Kingsway et sur laquelle il convient d'attirer l'attention de la Chambre et c'est la question de la démocratie. Brièvement, ils veulent faire savoir le plus clairement possible que les votes de nos citoyens doivent être respectés en tout temps et de toutes les manières possibles. Ils s'opposent fermement à ceux qui corrompent la démocratie en changeant de camp et s'opposent vivement aux partis qui font passer leurs intérêts politiques avant l'expression démocratique de nos citoyens.

Tous les citoyens de notre pays sont redevables aux milliers de citoyens de Kingsway qui ont défendu vaillamment et sans relâche l'intégrité de notre système politique et la démocratie dans notre pays.

Au-delà de ces considérations, les citoyens de Vancouver Kingsway veulent aussi une véritable réforme de la démocratie dans notre nation. Ils veulent que notre gouvernement respecte le fait que les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire et qu'il reconnaisse qu'ils s'attendent à des compromis et à de la collaboration pour le bien du pays. Ils veulent la représentation proportionnelle de sorte que notre Parlement va enfin refléter fidèlement les voix exprimées.

Qui plus est, comme la plupart des Canadiens, les gens de Vancouver Kingsway s'inquiètent pour leur avenir économique, leurs emplois, leurs économies, leurs prêts hypothécaires et leurs pensions. Ils veulent que nous veillions à ce que les intérêts de notre classe moyenne, de nos familles de travailleurs et de notre secteur des petites entreprises soient protégés et défendus.

Même si le discours du Trône contient quelques bonnes mesures, dont j'attribue le mérite au gouvernement, malheureusement, il ne répond pas suffisamment aux vraies préoccupations des gens de Vancouver Kingsway. Je vais néanmoins m'efforcer de convaincre les députés que les mesures que j'ai décrites et d'autres sont non seulement grandement nécessaires, mais que ce sont aussi les mesures qu'il nous faut pour remettre notre économie sur les rails.

Les citoyens de Vancouver Kingsway travaillent fort et ils croient en un pays qui récompense l'effort et l'initiative, mais ils croient également en une nation qui fait preuve de compassion, qui est juste et qui veille à la justice sociale et économique.

Il y a plusieurs décennies, Tommy Douglas exhortait les Canadiens à tenir bon en disant: « courage mon ami, il n'est jamais trop tard pour bâtir un monde meilleur ». Pareil sentiment est particulièrement juste aujourd'hui et les citoyens de Vancouver Kingsway veulent que nous nous attelions à cette tâche. J'entends bien contribuer de toutes les manières possibles à un but aussi noble.

L'Adresse

● (1540)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner les mesures étranges au sujet du Nord contenues dans le discours du Trône, qui laisse essentiellement le Nord de côté.

Les discours précédents contenaient bien des fanfaronnades au sujet de la souveraineté dans le Nord et nombre de ces promesses n'ont jamais été tenues, mais tout cela est absent du présent discours du Trône, qui ne contient que deux mentions mineures. Je pense que le gouvernement s'en est aperçu après coup. Alors le cabinet du premier ministre a rédigé certaines parties des discours des députés en recyclant des vieilles promesses.

Même le premier ministre en a mentionné deux. Il a parlé de pollution, mais il n'a jamais retiré la suggestion faite par les conservateurs il y a plus d'un an et selon laquelle ils autoriseraient les déversements dans l'Arctique. J'ai un projet de loi d'initiative parlementaire contre cela. Il a aussi parlé des brise-glace, quel culot, parce que pour se faire élire il avait promis trois brise-glace aux habitants du Nord et il n'est maintenant plus question que d'un seul.

Le député soutiendra-t-il nos efforts en faveur du Nord et partagera-t-il notre avis que les promesses doivent être tenues? Non seulement on ne parle plus de deux des brise-glace, mais c'est aussi le cas des avions qui avaient été promis pour Yellowknife. Les navires de ravitaillement renforcés contre les glaces ont tous été annulés. C'est bien beau de faire des promesses, mais si elles ne sont pas tenues, cela n'aide pas vraiment les habitants du Nord.

M. Don Davies: Monsieur le Président, je partage l'avis du député en ce qui concerne tant la teneur que les détails de sa question.

Il est extrêmement important que le gouvernement tienne ses promesses. Les gens de ma circonscription, Vancouver Kingsway, trouvent que c'est très important, car ils ont vu un député changer d'allégeance, même s'il avait dit qu'il ne le ferait pas.

La protection de l'environnement dans l'Arctique est d'une importance cruciale. Moi aussi, la mention, dans le discours du Trône, de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières dans cette région m'a inquiété. Cela me rappelle la tentative de M. George Bush de forer dans l'Arctique. Les facteurs environnementaux de ce scénario devraient susciter en nous quelques hésitations.

Je crois aussi que le député soulève une question intéressante lorsqu'il dit que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse au sujet des trois brise-glace. C'est à l'opposition de veiller à ce que le gouvernement parle honnêtement et avec intégrité aux citoyens, et j'appuierai tout député qui agit dans ce sens.

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député de Vancouver Kingsway de sa récente élection et de son travail remarquable pour le compte des gens de sa circonscription.

De nombreux députés savent que, en 1989, M. Ed Broadbent a proposé une motion visant à réduire la pauvreté chez les enfants. Selon un rapport récent de Campagne 2000, la Colombie-Britannique continue d'afficher le taux le plus élevé de pauvreté chez les enfants, toutes provinces confondues, et ce, malgré une économie en pleine croissance. Le discours du Trône n'a fait aucune mention de la pauvreté chez les enfants et, particulièrement, de la pauvreté chez les enfants autochtones.

Le rapport dit aussi que, à long terme, tous les Canadiens bénéficieront d'une stratégie de prévention de la pauvreté et montre que, si on investit dans la lutte contre la pauvreté chez les enfants et les familles, on économise au chapitre de la justice, des soins de

santé, de l'éducation et d'autres domaines de dépenses gouvernementales.

Le député pourrait-il dire précisément quels seraient, à son avis, les éléments importants d'une stratégie de réduction de la pauvreté chez les enfants et les familles en Colombie-Britannique, dans sa circonscription et au Canada?

M. Don Davies: Monsieur le Président, la pauvreté est un problème énorme dans ma circonscription. Comme je l'ai mentionné dans mon discours inaugural, un enfant sur quatre dans ma circonscription vit techniquement dans la pauvreté. Ces enfants ne vivent pas seuls, ils ont des familles. Cela signifie que des milliers de familles au Canada vivent dans la pauvreté.

En 1989, les Communes se sont engagées à éliminer la pauvreté des enfants avant, je crois, l'an 2000. Nous n'avons pas atteint cet objectif. Il est important que la Chambre s'engage à nouveau à atteindre cet objectif.

J'ai écouté le discours du Trône et les réponses du gouvernement lors de la période des questions. Il a dit que l'économie se portait assez bien et a parlé des mesures qu'il avait prises. Il s'attribue le mérite d'avoir amélioré le sort des Canadiens. Ce n'est pas le cas pour bon nombre d'enfants et de familles de Vancouver Kingsway, en Colombie-Britannique et ailleurs au pays.

Nous avons besoin d'un régime d'assurance-emploi solide. Il faut bonifier les transferts aux provinces afin que toutes les familles puissent avoir accès à un soutien social. On doit protéger les emplois canadiens...

● (1545)

Le vice-président: Reprise du débat. Le député d'Avalon a la parole.

M. Scott Andrews (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier les électeurs d'Avalon de m'avoir donné la chance de les représenter. Je leur serai toujours reconnaissant de m'avoir appuyé avec une aussi grande majorité.

Je veux aussi remercier mes travailleurs de campagne et ma famille de leur aide. Je remercie surtout ma femme, Susan, qui est ma fidèle âme soeur, mon amie et la directrice financière de ma campagne. Elle a fait en sorte que tous restent vigilants.

Je remercie aussi ma mère, Erma, ainsi que ma famille et mes amis, qui m'ont aidé à atteindre cet objectif. Sans leur travail acharné et leur dévouement, cela n'aurait pas été possible.

Comme je me déplaçais d'une baie à l'autre, d'une rive à l'autre et de porte à porte au cours de la campagne, j'ai rencontré beaucoup d'amis, des anciens et des récents. J'ai renoué avec certaines personnes. Je me suis fait de très bons nouveaux amis. Ce sont d'anciens conservateurs qui se sont joints à mon équipe au cours de la campagne.

C'est avec humilité que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui. Je suis heureux de partager mon temps de parole avec le député de Don Valley-Ouest.

Nous sommes tous ici pour la même raison, c'est-à-dire pour faire de nos collectivités, de notre province et de notre pays un meilleur endroit où vivre.

Les gens d'Avalon ont envoyé un message lors des élections; ce message portait sur l'Accord atlantique. Ils étaient mécontents que la promesse faite à notre province n'ait pas été tenue. Le message était simple.

L'Adresse

À l'égard de cette importante question, le député de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley a fait exactement la même chose. Il a défendu l'intérêt des gens qu'il représentait et ceux-ci ont reconnu ce qu'il a fait pour eux.

Aujourd'hui, il faut oublier tout cela et aller de l'avant avec un nouvel esprit de collaboration avec les provinces et les municipalités. Nous devons travailler de concert. Le gouvernement en a fait mention dans le discours du Trône, que je me permets d'ailleurs de citer. Il a dit:

Notre gouvernement prendra également des mesures pour renforcer la fédération canadienne. Nous respecterons les compétences des provinces et des territoires et enshrinerons les principes de notre vision du fédéralisme dans une Charte du fédéralisme d'ouverture.

Espérons que le fédéralisme que propose le gouvernement est axé sur la collaboration avec les provinces, non sur la confrontation.

Une voix: Ce serait tout un changement.

M. Scott Andrews: Ce serait effectivement un changement.

Ma circonscription, Avalon, a été témoin d'une croissance considérable et l'économie régionale est prospère. Les gens d'Avalon et de Placentia Bay se réjouiront de la construction de l'usine d'hydrométallurgie de la société Vale Inco à Long Harbour.

À titre de député de cette région, je suis déterminé à collaborer avec les particuliers, les entreprises et les groupes communautaires ainsi qu'avec les administrations municipales et provinciales pour renforcer notre position et relever avec succès les défis.

Le discours du Trône donne peu de détails, mais nous devons nous concentrer sur les questions importantes pour les citoyens de Terre-Neuve-et-Labrador. J'aimerais explorer certaines de ces questions et faire des suggestions au gouvernement.

L'infrastructure communautaire est une question qui me tient à coeur. En tant qu'ancien conseiller municipal de Conception Bay South, j'ai été à même de constater les besoins criants des collectivités en matière d'infrastructure. Les installations pour le traitement de l'eau et des égouts de même que les routes et les activités récréatives sont très importantes pour les municipalités, partout au Canada.

Il faut envisager la construction de brise-lames dans certaines collectivités, dont Hant's Harbour, pour assurer la protection des bateaux de pêche.

Il faut également songer à bâtir de nouveaux quais, notamment à Ferryland qui vient de perdre le sien.

Des installations récréatives s'imposent dans les collectivités en expansion, entre autres à Conception Bay South, à Bay Roberts et à Carbonear, des localités avoisinantes de Conception Bay.

Je signale également un autre problème, celui d'un pénitencier à Harbour Grace, promesse qu'un gouvernement conservateur a faite il y a plus de 25 ans. Nous n'avons encore rien vu de concret à cet égard. Le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. Il nous a cependant mis l'eau à la bouche à maintes et maintes reprises. Il faut que cesse ce genre de politique. Le gouvernement doit respecter la promesse faite aux citoyens et établir un pénitencier à Harbour Grace.

Nous avons besoin d'eau potable et de bonnes routes pour les collectivités comme Trepassey.

Nous devons travailler de concert sur ces dossiers.

La pêche est une autre question qui revêt de l'importance pour moi. Nous n'avons pas entendu le gouvernement parler d'indemnités de retraite anticipée pour les pêcheurs ou les travailleurs d'usine.

C'est un engagement que nous avons pris dans le cadre de notre campagne électorale et dont j'ai entendu parler quand je suis allé voir les gens chez eux. Nous devons collaborer avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour que de tels programmes puissent être mis en place et que les travailleurs puissent prendre leur retraite avec dignité.

• (1550)

L'année 2009 posera de nombreux défis pour l'industrie de la pêche de Terre-Neuve-et-Labrador. En effet, nous exportons la plupart de notre poisson aux États-Unis, et le marché américain sera durement touché par la crise économique actuelle. Il faudra la collaboration de tous les intervenants afin de s'assurer que cette industrie reçoit une indemnisation adéquate.

Il est bien d'aider le secteur de l'automobile, qui est important, mais nous ne pouvons pas oublier l'industrie de la pêche.

Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a travaillé très fort au renouvellement de l'industrie de la pêche, et il s'attend à ce que le gouvernement collabore avec lui et apporte des améliorations à l'industrie dans l'intérêt de toutes les personnes concernées.

Un autre sujet dont les conservateurs parlent depuis des années, depuis l'époque où ils étaient dans l'opposition et depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir, est celui de la gestion axée sur la conservation. Cela a été et continue d'être une question importante pour la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Tandis que le gouvernement conservateur se contente de parler de la question sans rien faire pour la régler, la surpêche se poursuit sur le nez et la queue des Grands Bancs. J'espère que nous pourrions travailler de concert afin de mettre en place des mesures d'exécution adéquates visant à prévenir l'exploitation inutile de nos stocks de poissons.

J'aimerais maintenant parler de deux questions, à savoir la protection de notre environnement et la découverte de sources d'énergie propre. Dans le discours du Trône, sous la rubrique « Lutter contre les changements climatiques et préserver notre environnement », le gouvernement dit ce qui suit:

Notre gouvernement fixera comme objectif le recours à des sources non émettrices, telles que l'hydroélectricité, le nucléaire, le charbon propre ou l'éolien, pour satisfaire 90 p. 100 des besoins en électricité au Canada d'ici l'an 2020.

J'aimerais m'arrêter là un instant. Il a été question d'une garantie de prêt pour le projet d'aménagement hydroélectrique du cours inférieur du fleuve Churchill. Cela fait très longtemps que la province cherche à obtenir une telle garantie. Le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador a communiqué par écrit à deux reprises avec le gouvernement fédéral quand celui-ci faisait des promesses et prenait des engagements envers notre province. J'aimerais lire un extrait de la lettre du premier ministre, car elle explique bien la situation. Elle dit:

Le cours inférieur du fleuve Churchill est reconnu comme étant le projet hydroélectrique non exploité le plus intéressant de l'Amérique du Nord. Ses 2 800 MW pourront alimenter 1,5 million de logements, ce qui représente une réduction potentielle des émissions de gaz à effet de serre de 13 à 16 millions de tonnes par année, et ce, sans qu'il faille inonder une grande superficie. Le projet pourrait beaucoup renforcer le réseau électrique national tout en protégeant l'approvisionnement dans l'Est du Canada.

L'obtention d'une garantie de prêt pour le projet d'aménagement hydroélectrique du cours inférieur du fleuve Churchill est un exercice de consolidation nationale. Compte tenu des difficultés économiques actuelles, il serait idéal d'accorder la garantie car le projet créerait des emplois. Il faut s'attaquer à ce dossier, mais rien n'a été fait.

L'Adresse

Dans sa réponse, le gouvernement conservateur a dit qu'il appuyait la proposition en principe et qu'il estimait qu'il était important que Terre-Neuve-et-Labrador exerce un plus grand contrôle sur ses sources d'énergie. Il a dit qu'un gouvernement conservateur serait heureux de discuter de l'initiative et espérerait qu'un tel projet puisse aller de l'avant. C'était il y a deux ans, en 2006. Que s'est-il passé depuis? Dans ce dossier, rien.

J'aimerais encourager le gouvernement à aller de l'avant dans ce dossier, à mettre en oeuvre le projet. C'est également important pour l'économie.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, c'est également important pour l'environnement de ma circonscription en particulier. J'ai mentionné la nouvelle usine hydrométallurgique qui sera construite dans ma circonscription, à Long Harbour, dans la baie Placentia; c'est une excellente nouvelle.

Cependant, il faudra de grandes quantités d'énergie pour réaliser ce projet. L'électricité du cours inférieur du fleuve Churchill doit entrer dans le réseau de distribution et une ligne de transmission doit l'acheminer dans la province de Terre-Neuve pour une raison très importante: la centrale de Holyrood. Il s'agit d'une centrale thermique qui consomme du carburant pour convertir l'eau en vapeur. Elle consomme depuis plusieurs années du mazout C et elle brûle maintenant 6 000 barils de mazout lourd n° 6 par jour. Cette centrale est responsable d'une quantité importante d'émissions dans l'atmosphère et elle est le septième pollueur en importance au Canada.

Nous avons l'occasion de garantir que de l'énergie hydroélectrique propre du Labrador entrera dans le réseau de distribution et sera acheminé jusqu'à Terre-Neuve-et-Labrador, ce qui nous permettra de fermer la centrale de Holyrood. Newfoundland Hydro a fait de l'excellent travail pour réduire ses émissions, mais il faut en faire davantage.

Pour conclure, j'aimerais parler des enfants, des étudiants et des aînés. En cette période de ralentissement économique et de compressions, nous ne devons pas oublier les personnes les plus vulnérables de notre société, celles qui ne peuvent s'occuper d'elles-mêmes. Il doit y avoir de l'aide financière pour répondre aux besoins essentiels des enfants et permettre aux familles d'obtenir de bons services de garde. Les étudiants doivent pouvoir compter sur des programmes de financement pour leur éducation et être prêts à devenir nos chefs de demain. Nous ne devons pas les oublier. Nous, les libéraux, nous intéressons aux plus démunis dans notre société.

• (1555)

L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour sa première intervention en réponse au discours du Trône. Il connaît manifestement très bien sa collectivité. Il a cherché, dans le discours du Trône, ce qui pouvait s'y rapporter, et il n'a pas trouvé grand-chose.

Il a fait référence à certains des besoins de ce pays en matière d'infrastructure sociale. Selon lui, quels investissements supplémentaires seraient nécessaires dans sa collectivité, outre ce qu'il a recommandé au sujet de l'environnement?

M. Scott Andrews: L'infrastructure est très importante, monsieur le Président. Elle est même essentielle pour de nombreuses collectivités. Selon moi, infrastructure sociale est synonyme d'installations de loisirs, de lieux où les jeunes peuvent passer de bons moments avec leurs pairs, leurs amis et leur famille.

Il est important de tenir compte de l'infrastructure sociale, soit des installations de loisirs comme de nouvelles patinoires, de nouvelles

pistes de curling et de nouveaux terrains de jeux pour les enfants. Bien des vieux terrains de jeux de ma circonscription sont envahis par les mauvaises herbes faute d'entretien.

Nous devons tenir compte de l'aspect social des choses. Nous devons nous pencher sur l'infrastructure offerte aux collectivités de ma circonscription et d'ailleurs au pays. Nous ne sommes pas les seuls à vivre cela. Des gens de nombreux coins de ma circonscription se rendent dans les plus grands centres, mais nous devons nous préoccuper des plus petites agglomérations et ne pas oublier les régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador et du reste du pays. Il est très important que nous tenions compte des besoins en infrastructure des collectivités.

Comme le discours du Trône n'a pas abordé ce sujet, nous devons donc examiner de près ce qui nous sera proposé. En période de ralentissement économique, nous devons examiner attentivement ce que le gouvernement aura à offrir en matière d'infrastructure pour les collectivités dans le but de relancer l'économie.

M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député et j'ai remarqué qu'il a parlé du potentiel de l'aménagement hydroélectrique du cours inférieur du fleuve Churchill.

Comme le député le sait peut-être, les génératrices du complexe hydroélectrique se trouvant en amont, sur le fleuve Churchill, ont été construites dans ma circonscription, Peterborough. Ma circonscription possède une riche expertise dans le domaine de l'hydroélectricité. Nous avons construit des génératrices pour des projets hydroélectriques de grande importance un peu partout dans le monde.

Le député a parlé des infrastructures. Le gouvernement a établi un fonds gigantesque pour les infrastructures. Je suis certain qu'il en est pleinement conscient ou qu'il en prendra pleinement conscience au fur et à mesure qu'il apprendra à connaître les dossiers dont il est question dans cette enceinte.

Le problème de l'aménagement du cours inférieur du fleuve Churchill est l'utilisation des lignes de transmission pour que l'électricité parvienne dans les marchés. Je me demande s'il sait que Terre-Neuve-et-Labrador ou la société d'hydroélectricité de cette province a un accord avec Hydro-Québec pour la transmission de l'électricité. Cet accord empêche la réalisation du projet, comme le député le sait.

Le vice-président: À l'ordre, je vous prie. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Burnaby—New Westminster, Le commerce international.

Le député d'Avalon a la parole.

M. Scott Andrews: Monsieur le Président, l'argent accordé dans le cadre du programme d'infrastructures que le gouvernement a mis sur pied n'a pas encore été versé aux autorités locales. Je connais ce programme d'infrastructures.

En ce qui concerne le harnachement du cours inférieur du fleuve Churchill et la transmission de l'électricité, il est d'une importance capitale d'envisager la construction d'un réseau national pour la transmission est-ouest, de manière à ce qu'on puisse acheminer l'électricité jusqu'aux marchés. Nous devons vraiment examiner cette question. Elle ne concerne pas seulement le marché canadien. Nous pouvons examiner la possibilité de fournir de l'électricité dans toute l'Amérique du Nord. Il est très important que nous nous concentrons sur cette question. C'est un projet qui ne se concrétisera pas à moins que le gouvernement fournisse une garantie de prêt.

J'invite le député à retourner voir ses collègues et à agir dans ce dossier pour que des emplois soient créés dans ma circonscription et dans la sienne. Il faut que la réalisation de ce projet commence le plus tôt possible.

• (1600)

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un plaisir immense et un privilège de prendre la parole pour la première fois à la Chambre. Je commencerai par vous féliciter de votre élection. Je m'engage à faire de mon mieux pour respecter les traditions, les protocoles et l'étiquette que vous avez suggérés pour que la Chambre soit plus conviviale et le Parlement plus efficace.

Je suis très honoré de représenter la population de Don Valley-Ouest et les communautés de Leaside, Thorncliffe Park, Flemington Park, Don Mills, Lawrence Park, Toronto—Nord et York Mills. Je la remercie de m'avoir appuyé lors de cette élection. Je la remercie de m'avoir fait confiance pour être son porte-parole au Parlement.

Je remercie aussi les membres de mon équipe de campagne qui m'ont fait confiance et m'ont appris à avoir une stratégie gagnante. Ils m'ont toléré dans mes pires moments durant de longues campagnes électorales, dans le cadre d'abord d'une élection partielle puis d'élections générales. La circonscription de Don Valley-Ouest réclame l'excellence de ses représentants, et je remercie particulièrement mon prédécesseur, l'honorable John Godfrey. Le travail qu'il a fait sur des questions importantes pour tous les Canadiens, comme les garderies, le programme pour les villes et surtout le changement climatique et l'environnement, a placé la barre très haut pour moi. Tout ce que j'espère, c'est de servir mes électeurs et mon pays avec autant d'intelligence, d'élégance et de rigueur.

Nous discutons actuellement du discours du Trône prononcé la semaine dernière par Son Excellence la Gouverneure générale. Comme toujours en cette occasion, les gens fondaient de grands espoirs sur le programme du gouvernement pour cette législature. Les députés d'en face et peut-être même certains de ce côté-ci de la Chambre seront peut-être étonnés d'apprendre que j'ai noté un certain nombre d'éléments louables dans ce discours. En fait, il était beaucoup moins brutal que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre après les échanges enflammés de la campagne électorale.

Certes, ce discours s'en tenait aux généralités, mais il abordait néanmoins certains thèmes qu'on souhaite voir mentionner dans un discours du Trône. J'ai en particulier été impressionné de voir le gouvernement annoncer que, contre toute attente, il semblait en fait croire qu'il pouvait être une force du bien dans la vie des gens et qu'il était correct qu'il intervienne pour protéger notre avenir, surtout notre avenir économique. Le gouvernement semble penser qu'il est correct qu'un gouvernement collabore avec les entreprises et l'industrie pour stimuler l'économie et qu'il est parfois nécessaire de financer une partie de la relance économique pour éviter que d'innombrables Canadiens soient les victimes innocentes de la dégringolade de notre économie.

L'Adresse

Ce qui me surprend dans tout cela, c'est que cela ne ressemble en rien à ce que les députés d'en face ont dit aux électeurs semaine après semaine pendant la campagne électorale. En fait, les conservateurs ont mené leur campagne en martelant qu'il n'y aurait pas de déficits et de dépenses non budgétées et en s'entêtant à ne pas reconnaître que le Canada glissait vers la récession.

Il y a deux interprétations possibles à la volte-face du gouvernement sur le front de l'économie et, pour tout vous dire, aucune des deux n'est jolie. La première, c'est qu'il est possible que le gouvernement ait mal interprété les indicateurs économiques internationaux qui étaient visible pour la plupart d'entre nous. La deuxième, c'est qu'il est possible qu'il n'ait pas vu que les politiques économiques nationales suivies lors de son premier mandat, c'est-à-dire les réductions d'impôt irresponsables et la poussée des dépenses gouvernementales, l'ont laissé tout à fait incapable de bien réagir ou de réagir rapidement à la situation. Je parle ici d'une incompétence extrême.

Le premier ministre a lui-même dit: « Ce pays ne glissera pas dans la récession l'an prochain et il sera à la tête des pays du G7. »

C'est ce qu'il a dit juste avant les élections, déclarant toujours aussi hardiment qu'il n'y avait pas de risque de déficit. Il a fait ces déclarations il y a seulement six semaines, alors qu'on nous présentait quantité de faits indiquant le contraire. Ces déclarations sont celles d'une personne qui se targue d'être ou d'avoir été économiste.

Si ces déclarations étaient sincères, mais naïves, elles témoigneraient d'une incompétence flagrante et totale. Par contre, s'il ne s'agit pas d'incompétence, d'incapacité ou de mauvaise gestion, je crains que le problème ne soit beaucoup plus grand pour le gouvernement. S'il ne s'agit pas d'incompétence, il s'agit de duperie ou de fausse représentation. La campagne des conservateurs a été au mieux fallacieuse et au pire malhonnête.

Une des principales raisons qui m'ont incité à participer à la vie publique, c'est que je voulais rehausser la barre en matière d'éthique. Les Canadiens veulent que les politiciens disent ce qu'ils pensent et fassent ce qu'ils disent.

• (1605)

L'apathie des électeurs, le cynisme des citoyens et un vrai dégoût à l'égard des hommes et femmes politiques tiennent au fait que les dirigeants politiques refusent de dire ce qu'ils pensent vraiment et, pis encore, ne font jamais ce qu'ils disent. Les électeurs sont de plus en plus avertis et ils en ont plein le dos des politiques qui leur tiennent un discours qu'ils croient susceptible de plaire et qui font ensuite volte-face et agissent complètement différemment.

On trouve au cœur du discours du Trône la réalité éthique qui oriente le gouvernement. Celui-ci est capable de dire et de promettre n'importe quoi pour se faire élire, mais les Canadiens ne lui feront pas confiance, ils en sont incapables. Le discours du Trône révèle essentiellement que le gouvernement n'a aucune morale. Il a perdu ses points de repère moraux.

Jusqu'à maintenant, j'ai parlé seulement du contenu du discours du Trône, mais je n'ai rien dit de ce qui en est absent. Le discours révèle que les conservateurs sont à la dérive, sur le plan éthique, qu'ils manquent d'imagination et de créativité, et ils poursuivent toujours leurs objectifs cachés, soit d'abolir le cadre social qui définit le Canada. Quoi qu'il en soit, le plus important, c'est ce que le discours du Trône ne dit pas.

Où se trouve la stratégie nationale du logement? Voilà ce que cherchent les habitants de Don Valley-Ouest.

Affaires courantes

Où est la volonté de lutter contre la pauvreté dans les familles et chez les enfants, la pauvreté où crouissent de trop nombreux aînés? Voilà ce que demandent les habitants de Don Valley-Ouest.

Où sont les fonds pour les initiatives en faveur des jeunes, les arts et la culture, l'éducation postsecondaire et les programmes destinés aux femmes? Voilà ce que les électeurs de Don Valley-Ouest m'ont demandé les uns après les autres lorsque j'ai fait du porte à porte.

Où se trouve l'aveu que le système d'immigration ne fonctionne plus, que les nouveaux venus que nous accueillons sont plus que des agents économiques, qu'ils ajoutent aussi à la beauté et à la richesse du Canada de bien des façons? Voilà ce que les habitants de Don Valley-Ouest veulent entendre.

Qu'est devenu l'engagement d'assumer notre part de l'aide internationale et de rétablir le rang du Canada sur la scène internationale dans les opérations de maintien de la paix?

Où sont les soins pour les anciens combattants, jeunes et vieux? Voilà ce que les patients de l'aile des anciens combattants, à l'hôpital de Sunnybrook, me demandent.

Où est passée l'imagination nécessaire pour aider les pauvres et ceux qui perdront leur emploi à cause de la conjoncture actuelle, au moment où le gouvernement a dilapidé toutes ses ressources?

Voilà les préoccupations des habitants de Don Valley-Ouest. C'est pourquoi ils m'ont élu. Et c'est la voix que je veux faire entendre dans cette assemblée. C'est ce que mon parti a à offrir et c'est ce à quoi je m'engage à travailler.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de son premier discours à la Chambre, qu'il a consacré à une question très importante. L'évolution du contexte politique fait surgir la question du respect envers le Parlement et les Canadiens. Le député en a parlé au cours de son intervention, et il voudra peut-être préciser davantage sa pensée au sujet de la crédibilité du gouvernement et de sa responsabilité d'assurer l'ordre public et un bon gouvernement.

S'il voulait bien parler de cette question, ce serait utile.

Le Président: À l'ordre. La question a été posée, mais je crois que nous n'entendrons la réponse que lorsque la Chambre se sera un peu calmée.

Comme il est 16 h 10, en vertu de l'ordre adopté le mardi 25 novembre 2008, j'invite le ministre des Finances à faire une déclaration.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, je dépose l'Énoncé économique et financier du gouvernement pour 2008.

Je suis heureux de présenter aujourd'hui l'Énoncé économique et financier du gouvernement, dans lequel nous établissons nos principaux objectifs à court et à long terme en prévision du prochain budget fédéral. C'est dans un contexte de dégradation sans précédent des systèmes économiques et financiers, partout dans le monde, que je dépose cet énoncé.

Il ne fait aucun doute qu'ici comme partout ailleurs, nous vivons une rude période qui nous obligera à faire des choix difficiles.

●(1610)

[Français]

Il est important de reconnaître à quel point les choses ont changé rapidement et radicalement. Les effets en cascade de la crise internationale du crédit ont été soudains et dévastateurs. La contraction inattendue du crédit à l'été de 2007 et la récession entraînée par la chute libre du marché du logement aux États-Unis se sont propagées partout dans le monde.

[Traduction]

À l'heure actuelle, le Fonds monétaire international prévoit que la croissance mondiale sera la plus faible observée depuis 1993. La rapidité avec laquelle cette crise s'est intensifiée et les dommages qu'elle a causés à l'ensemble des pays sont tout simplement incroyables. Tous les pays tentent de surmonter cette crise.

La zone euro est en récession pour la première fois depuis sa création en 1999. Cette récession atteint maintenant aussi le Japon. Tout indique que le ralentissement se prolongera aux États-Unis. Les dépenses des consommateurs y ont chuté et près de 1,2 million d'emplois ont été perdus depuis le début de l'année. La liste des institutions financières américaines qui se sont effondrées, qui ont été renflouées ou qui ont été prises en charge est longue: Citigroup, Fannie Mae, Freddie Mac, Bear Stearns, Lehman Brothers, Washington Mutual, AIG, Wachovia. Des sauvetages financiers sont en cours aux États-Unis, et d'autres efforts semblables sont déployés dans divers pays d'Europe.

La crise a fait ressortir les graves lacunes de nombreux aspects du système financier international: des institutions non bancaires mal réglementées dont les activités dépendaient d'emprunts; des institutions financières qui n'avaient pas les capitaux suffisants pour surmonter le bouleversement des marchés financiers; une tendance gravement imprévoyante à sous-estimer le risque en période de prospérité. Tous ressentent aujourd'hui les erreurs de certains.

[Français]

Nous n'avons pas été épargnés par le ralentissement économique mondial qui a suivi. Les prévisions du monde entier n'ont pas deviné l'ampleur de cette crise économique. La volatilité observée au sein de l'économie mondiale est sans précédent. Elle touche le Canada et entraîne à la baisse nos acomptes de croissance économique. L'économie canadienne n'a pas été si durement mise à l'épreuve depuis une génération.

[Traduction]

Les projections économiques sont maintenant beaucoup plus sombres que lors du dépôt de notre dernier budget. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance du produit intérieur brut réel d'à peine 0,6 p. 100 cette année et 0,3 p. 100 l'an prochain. La grande majorité de ces prévisionnistes s'attendent maintenant à une récession technique, avec une croissance négative au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009.

Aucun gouvernement, quel que soit son niveau, ne peut garantir l'avenir. En fait, compte tenu de la grande incertitude qui règne, personne ne peut garantir à 100 p. 100 les projections financières contenues dans l'énoncé économique que je présente aujourd'hui.

[Français]

Nous devons faire face à des choix difficiles dans la préparation de notre prochain budget étant donné la détérioration du contexte économique international. Ces choix doivent découler d'un plan clair qui protégera notre avenir.

Affaires courantes

Dans le discours du Trône de la semaine dernière, nous avons exposé un plan en cinq points afin de protéger la sécurité économique du Canada, un plan qui définit les choix que nous ferons. Avec nos partenaires internationaux, nous transformerons les finances mondiales. Ici, au pays, nous allons assurer des budgets rigoureux. Nous protégerons les emplois en pensant aux familles et aux collectivités. Nous élargirons l'investissement et le commerce, et nous rendrons le gouvernement plus efficace.

• (1615)

[Traduction]

Nous savions très bien qu'une période difficile était à prévoir au moment où j'ai présenté notre énoncé économique l'automne dernier. Nous avons fait notre planification, en effectuant des choix qui ont permis de raffermir la situation économique du Canada.

Ainsi, depuis 2006, nous avons réduit la dette fédérale de 37 milliards de dollars. Nous avons réduit les impôts et les taxes de près de 200 milliards pour 2007-2008 et les cinq exercices suivants. Nous aurons réduit le taux d'imposition des nouveaux investissements des entreprises, ce qui nous donnera le plus bas niveau du G7 d'ici 2010. Nous avons effectué des investissements sans précédent dans l'infrastructure qui créent des emplois. Nous avons investi dans les sciences et la technologie, l'éducation et la formation.

Entre l'année dernière et l'an prochain, notre gouvernement aura doublé le niveau du financement fédéral octroyé aux projets d'infrastructure des provinces, des territoires et des municipalités.

Les Canadiens et nos entreprises paieront près de 31 milliards de moins en impôts et en taxes l'an prochain, grâce aux allègements adoptés depuis 2006. Cette somme correspond à tout près de 2 p. 100 du produit intérieur brut du Canada. Il s'agit là d'une importante mesure de stimulation financière, une stimulation aux effets durables.

À la différence d'autres pays, le Canada accorde des allègements fiscaux viables et permanents, qui aident chaque jour les familles canadiennes.

Nous avons adopté nos mesures au moment où il le fallait. Notre rendement depuis a prouvé que cela en valait la peine. Cependant, ces mesures n'ont pu nous mettre complètement à l'abri des influences externes. Nous sommes toujours exposés à la conjoncture mondiale, qui s'est grandement détériorée en 2008. Nous avons dû prendre d'autres mesures exceptionnelles pour le secteur financier, en réaction à un resserrement mondial du crédit bien indépendant de notre volonté, mais qui menaçait de nous submerger si nous tardions à réagir. Une fois de plus, nous avons une longueur d'avance sur d'autres pays.

Le Forum économique mondial considère que la solidité de notre système financier n'a pas son pareil dans le monde.

[Français]

Le Fonds monétaire international a conclu que le système financier du Canada était parvenu à maturité, qu'il était moderne, bien géré et capable de surmonter des chocs majeurs. Nous avons agi pour protéger cette stabilité de façon à ce que les entreprises et les familles canadiennes puissent continuer d'avoir accès au crédit. Les entreprises ont besoin de crédit pour investir ou pour payer leurs employés. Les familles ont besoin de crédit pour financer une maison ou d'autres achats. Tous ces éléments sont des composantes vitales et fondamentales de l'économie canadienne.

[Traduction]

Nous avons adopté des mesures pour maintenir la disponibilité du crédit à plus long terme en achetant des blocs de prêts hypothécaires assurés, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Cette mesure novatrice permet aux institutions financières canadiennes de continuer à prêter aux consommateurs, aux acheteurs de maisons et aux entreprises du Canada, à un coût abordable.

Notre gouvernement a aussi créé la Facilité canadienne d'assurance aux prêteurs, qui offre une assurance temporaire sur les emprunts à terme des institutions financières sur les marchés de gros. Ce filet de sécurité permet à nos institutions financières de ne pas être désavantagées sur le plan de la concurrence internationale.

Nous avons haussé les pouvoirs d'emprunt d'Exportation et développement Canada et de la Banque de développement du Canada. L'effet combiné de l'aide de près de 4 milliards de dollars apportée par notre gouvernement se traduira par un plus grand nombre de choix pour les entreprises canadiennes qui doivent emprunter.

Nous avons annoncé l'été dernier de nouvelles règles applicables aux prêts hypothécaires garantis par le gouvernement afin d'éviter une bulle immobilière comme celle observée aux États-Unis; ces règles sont déjà en vigueur.

Notre approche raisonnable, typiquement canadienne, rapporte des dividendes. Notre pays ressortira de cette crise économique en position de force, parce que nous y entrons en position de force.

Devant les menaces venues de l'étranger, nous avons répondu en démontrant notre leadership au pays, si bien que notre situation financière est la meilleure de tous les pays du G7.

La prochaine année financière sera difficile, mais les Canadiens peuvent être certains que nous allons surmonter les difficultés qui nous attendent en 2009 et par la suite.

• (1620)

[Français]

Tout comme les gouvernements, les familles font face chaque jour à des difficultés économiques qui ne dépendent pas d'elles. Devant ces difficultés, les familles doivent revoir leurs priorités. Tout comme les gouvernements, elles doivent alors faire des choix difficiles mais réalistes qui leur donneront un peu de souplesse pour mieux affronter la tempête.

[Traduction]

C'est en pensant à l'avenir que les familles font ces choix. Afin de protéger l'avenir qu'elles souhaitent, elles font des sacrifices immédiats. Notre gouvernement adopte la même démarche. Nous protégerons notre avenir en maintenant une saine gestion budgétaire et financière.

Ce n'est pas avec plaisir que nous annonçons que, malgré nos grands efforts, il est possible que nous ne puissions maintenir un excédent, même faible. Par contre, dans une telle situation, il ne serait pas sage de tenter de réaliser un excédent simplement pour le principe.

L'énoncé d'aujourd'hui présente un plan qui nous permettra d'équilibrer le budget pour l'instant. Cependant, dans les semaines qui viennent, nous déciderons de l'ampleur des stimulants que nous injecterons dans l'économie, en unissant nos efforts à ceux de nos partenaires internationaux.

Affaires courantes

Toutes les nouvelles mesures que nous prendrons pour soutenir l'économie auront une incidence sur les résultats nets de notre prochain budget. Ces mesures, ou encore une détérioration plus grave des conditions économiques mondiales, pourraient amener un déficit. Nous ne prenons pas à la légère la perspective d'un déficit. La possibilité d'un déficit structurel à long terme – dont le gouvernement pourrait être incapable de se dégager malgré une amélioration économique – serait encore plus grave. Nous avons vécu des années, des décennies même, de déficits chroniques. Peu importe ce que nous réserve 2009, ces périodes de déficits ne doivent jamais réapparaître.

[Français]

Nous devons assurer la vigueur de notre économie, protéger les emplois, favoriser l'investissement et permettre aux entreprises de prendre de l'expansion. Nous devons agir ainsi en protégeant la situation financière à long terme du gouvernement, de façon à revenir rapidement à l'équilibre budgétaire dès que la conjoncture s'améliorera. Aujourd'hui, notre gouvernement annonce une série de mesures pour raffermir la situation financière du Canada en cette période instable. Avec ces mesures, nous miserons sur un cadre d'équilibre budgétaire, tout en tenant compte des risques potentiels de détérioration.

[Traduction]

Nous ne pouvons demander aux Canadiens de se serrer la ceinture en période difficile sans d'abord faire notre propre examen. Les Canadiens sont en droit de s'attendre à ce que le gouvernement donne l'exemple. Nous avons la responsabilité de faire preuve de retenue et de respect à l'égard des fonds publics. Les fonds publics que les Canadiens nous confient sont précieux. Ils ne peuvent être dépensés à la légère, sans égard pour ceux et celles qui les versent.

Les Canadiens paient des taxes et des impôts afin que les administrations publiques leur offrent des services essentiels. Ils ont confiance que leurs élus mettront cet argent au service de la société et qu'ils ne l'utiliseront pas à leurs propres fins. Or, la vérité est que l'argent des contribuables sert depuis longtemps à soutenir les partis politiques. Par exemple, nous profitons du remboursement de nos dépenses électorales pour aider à financer nos activités politiques permanentes, tandis que les contribuables ont droit à un crédit d'impôt pour leurs contributions à des partis politiques. Les fonds publics sont ainsi généreusement octroyés aux politiciens. Il n'est pas nécessaire d'en dire plus, je crois, mais l'histoire ne s'arrête pas là, au contraire, car nous réclamons une subvention de 1,75 \$ par chaque vote que nous récoltons dans une élection.

Les Canadiens paient leurs propres factures, et certains d'entre eux ont de plus en plus de difficulté à le faire. Les partis politiques doivent aussi payer leurs propres factures, sans puiser à outrance dans les fonds publics. Même dans le meilleur contexte économique, les partis devraient compter en premier lieu sur le soutien financier de leurs membres et de leurs donateurs.

Notre gouvernement élimine la subvention de 1,75 \$ par vote reçu que les contribuables versent aux politiciens et à leurs partis, à compter du 1^{er} avril 2009. Les partis politiques ont fini d'obtenir des avantages sans contrepartie, et de laisser les contribuables payer la note. Le train s'arrête ici. Le même principe s'appliquera au reste de l'administration fédérale.

• (1625)

[Français]

Le même principe sera appliqué au reste de l'administration fédérale. Nous ordonnerons aux ministres et aux sous-ministres de

chacun des ministères et organismes de limiter leurs dépenses de déplacement, d'accueil, de participation à des conférences, d'échanges et de services professionnels. Cela inclut les dépenses consacrées aux sondages, aux services d'experts-conseils et aux services juridiques externes.

[Traduction]

Dans une perspective plus vaste, nous élargirons la portée du nouveau Système de gestion des dépenses que nous avons établi en 2007. Nous appliquerons cette approche systémique pour aider à maintenir la croissance des dépenses sur une trajectoire viable. Grâce à ce nouveau système, le gouvernement examine toutes les dépenses de programmes des ministères. Il a déjà passé en revue 13,6 milliards de dollars de dépenses des ministères en 2007, et il analyse cette année des dépenses de programmes qui s'élèvent à 25 milliards.

Pour la première fois en près de 15 ans, le gouvernement étend cet examen pluriannuel, inspiré de principes commerciaux, aux biens de l'État, c'est-à-dire les sociétés d'État, les biens immobiliers et d'autres actifs. L'examen appliquera une démarche prudente concernant la vente des biens publics, en tenant compte des conditions du marché et en veillant à obtenir une juste valeur marchande pour les contribuables.

Notre gouvernement s'attend à économiser plus de 15 milliards de dollars dans les cinq prochains exercices grâce au nouveau Système de gestion des dépenses. Ce système constitue un outil très précieux dans nos efforts pour maintenir un budget équilibré, de pair avec les autres mesures annoncées aujourd'hui.

[Français]

Comme il a été dit la semaine dernière dans le discours du Trône, le gouvernement propose aussi une loi qui rendra la rémunération du secteur public fédéral très visible. Notre gouvernement reconnaît la valeur du travail considérable des fonctionnaires. Ils doivent être rémunérés équitablement pour les tâches qu'ils accomplissent au service des Canadiens. Nous devons aussi nous rappeler que ce sont les Canadiens qui paient les salaires des fonctionnaires.

[Traduction]

Nous déposerons un projet de loi qui limitera la croissance des salaires dans le secteur public à un niveau que les contribuables peuvent se permettre de payer en période de ralentissement économique. Cette loi prévoit une imposition de limites annuelles dans la fonction publique de 2,3 p. 100 en 2007-2008 et de 1,5 p. 100 les trois années suivantes. Cette restriction s'appliquera aussi aux députés, aux sénateurs, aux ministres et aux hauts fonctionnaires. La loi suspendra aussi temporairement, soit jusqu'à la fin de 2010-2011, le droit de grève pour des motifs liés aux salaires.

Nous voulons aussi régler une autre question, celle de l'approche axée sur le recours aux tribunaux, l'affrontement et les plaintes, qui prévaut en matière d'équité salariale. Depuis le milieu des années 1980, cette approche a coûté aux contribuables canadiens plus de 4 milliards de dollars en règlements d'équité salariale. Ces règlements résultaient de plaintes déposées devant la Commission canadienne des droits de la personne. Les plaintes avaient été déposées après même la conclusion d'ententes salariales pour la fonction publique dans le cadre de la négociation collective.

De nouvelles plaintes sont encore déposées de nos jours, parfois au nom de groupes qui ont déjà reçu des règlements d'équité salariale dans le passé. Ces plaintes représentent des coûts potentiels importants pour les contribuables. Ce régime coûteux de double équité salariale, axé sur les litiges, existe depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous présenterons une proposition législative qui fera de l'équité salariale un élément à part entière de la négociation collective.

• (1630)

[Français]

Nous ajoutons aussi plus de certitude à la croissance de la péréquation en plaçant cette croissance sur une trajectoire viable. Une nouvelle moyenne mobile de trois ans qui harmonise la croissance de la péréquation avec celle du produit intérieur brut nominal apportera équité et stabilité aux provinces et au gouvernement fédéral, tout en tenant compte de l'évolution de l'économie canadienne. Nous faisons en sorte que la péréquation continue d'augmenter, parce qu'il s'agit d'un programme fédéral clé à l'appui des provinces.

[Traduction]

Nous protégeons aussi le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Les provinces doivent pouvoir planifier avec précision, surtout par rapport à certains des postes de dépenses les plus importants de leur budget, à savoir les soins de santé et les services sociaux.

Ces paiements de transfert poursuivront leur croissance inhérente, à des taux de 6 p. 100 pour le Transfert canadien en matière de santé et de 3 p. 100 pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Nous veillerons à ce que les nouvelles mesures d'aide à l'économie soient choisies avec soin, en vue d'un bénéfice maximal. Au moment de préparer le budget de 2009, nous veillerons à ce que les dépenses soient aussi efficaces que possible, et qu'elles correspondent aux priorités des Canadiens.

L'infrastructure constitue un bon exemple de dépenses judicieuses. Les investissements dans l'infrastructure créent des emplois, pour aujourd'hui et pour demain, et ils forgent des liens essentiels entre les collectivités et les régions. L'augmentation des dépenses d'infrastructure que nous ferons l'an prochain sera la plus importante connue; elle portera le montant injecté dans l'économie à plus de 6 milliards de dollars.

[Français]

Notre gouvernement s'est engagé à accélérer l'application de son plan sans précédent de 33 milliards de dollars, Chantiers Canada, afin que les projets soient mis en marche le plus tôt possible, en particulier pour la prochaine période de construction. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires afin de définir d'ici janvier 2009 un nombre limité de projets clés d'infrastructures dans l'ensemble du pays.

Ces investissements aideront le Canada à continuer à progresser à l'heure où l'économie mondiale ralentit.

[Traduction]

La détérioration rapide des conditions dans les secteurs financiers d'autres pays a contribué à ce ralentissement. Ici, au Canada, nous devons disposer de la souplesse nécessaire pour réagir rapidement et avec décision et protéger notre système financier des risques mondiaux.

Notre gouvernement propose d'accorder au ministre des Finances une marge de manœuvre plus grande pour soutenir les institutions

Affaires courantes

financières et le système financier dans des circonstances exceptionnelles. Cette mesure s'harmonise aux pouvoirs additionnels que nous avons consentis à la Banque du Canada plus tôt cette année. Elle concorde aussi avec les plans d'action que nous avons arrêtés avec nos homologues étrangers aux réunions du G7 et du G20.

Les mesures proposées prévoient notamment les pouvoirs suivants: le financement, dans le cas peu probable où la Facilité canadienne d'assurance aux prêteurs devrait déboursier des fonds; l'établissement, par la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), d'une banque provisoire qui assurerait des fonctions bancaires essentielles; la hausse du plafond d'emprunt de la SADC à hauteur de 15 milliards de dollars pour tenir compte de la croissance des dépôts assurés, la première augmentation de ce plafond depuis 1992; le pouvoir d'ordonner à la SADC d'adopter des solutions pour assurer la stabilité financière en cas de besoin; la capacité législative d'injecter des capitaux dans une institution financière sous réglementation fédérale de manière à protéger les fonds publics.

[Français]

Toutes ces mesures s'ajoutent à notre boîte d'outils, mais j'espère que nous n'aurons pas à les utiliser. Par contre, les derniers mois nous ont enseigné qu'il faut se préparer en fonction de tous les risques, même les plus improbables. Grâce à ces mesures, nous serons prêts. Nous adoptons aussi des mesures pour aider les aînés canadiens. Nos aînés ont bâti ce pays et ils méritent de vivre dans la dignité et le respect. Plusieurs d'entre eux sont préoccupés, à juste titre, par l'impact de la baisse soudaine des marchés sur leur épargne-retraite.

• (1635)

[Traduction]

Les fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR), et les exigences de retrait qui s'y appliquent, suscitent une préoccupation particulière. L'an dernier, notre gouvernement a relevé, de 69 à 71 ans, l'âge limite de conversion d'un régime enregistré d'épargne-retraite en un FERR.

Les aînés m'ont fait part de deux grandes questions qui les touchent aujourd'hui : d'abord, certains croient que les actifs détenus dans un FERR doivent être vendus pour s'acquitter des exigences de retrait et, ensuite, la baisse brutale de la valeur marchande de certains actifs. Il n'est aucunement nécessaire, en vertu des règles de l'impôt, de vendre ces actifs afin de satisfaire aux exigences de retrait minimum d'un FERR, et il faudrait éviter que les aînés croient que tel est le cas. Les actifs peuvent être laissés tels quels, de manière à prendre de la valeur dans l'avenir.

Pour aider à régler cette question, j'ai écrit la semaine dernière à toutes les institutions financières sous réglementation fédérale. J'ai demandé à ces institutions de donner suite aux demandes de transferts « en nature » des actifs d'un FERR, sans frais pour les clients, ou encore qu'on propose aux clients une autre solution qui aboutit au même résultat.

Nous traversons maintenant des circonstances exceptionnelles et c'est pourquoi nous prenons des mesures pour que les détenteurs de FERR puissent conserver une plus grande part de leurs économies dans ces fonds. Afin d'aider les aînés à faire face à la situation, je propose aujourd'hui un changement ponctuel qui permettra aux détenteurs de FERR de réduire de 25 % le retrait minimum requis pour la présente année d'imposition.

Affaires courantes

Ainsi, pour une personne qui devrait retirer 10 000 \$ de son FERR en 2008, le retrait requis sera réduit à 7 500 \$. Si cette personne a déjà retiré plus que 7 500 \$, elle pourra verser dans le FERR une cotisation égale au montant retiré en trop jusqu'à concurrence de 2 500 \$ et demander une déduction compensatoire pour l'année d'imposition 2008.

[Français]

Nous nous attaquons aussi aux conséquences immédiates des perturbations financières pour les travailleurs canadiens qui contribuent à des régimes de pension sous réglementation fédérale. Étant donné l'évolution récente, et suivant les règles actuelles, la baisse de valeur de l'actif de ces régimes obligera les entreprises à faire maintenant des versements importants, c'est-à-dire au pire moment pour les entreprises en difficulté.

[Traduction]

Ces sommes dont les entreprises auraient besoin pour combler les actifs pourraient autrement servir à de nouveaux investissements stimulant la croissance.

Le gouvernement propose de permettre aux régimes fédéraux de doubler, de 5 à 10 ans, la période de versement des déficits de solvabilité. Les entreprises qui veulent se prévaloir de cette possibilité devront remplir l'une des deux conditions suivantes: obtenir l'accord des participants et des retraités avant la fin de 2009; ou obtenir une lettre de crédit garantissant la différence de paiements sur cinq ans, afin de protéger les pensionnés.

L'annonce d'aujourd'hui donne à ces entreprises une option de plus à utiliser dans une situation exceptionnelle.

En ce qui concerne les préoccupations à plus long terme exprimées au sujet des régimes de pension, nous lancerons bientôt une série de consultations à propos des problèmes qui touchent les régimes à cotisations et à prestations déterminées, en vue d'y apporter des changements permanents dès l'an prochain.

[Français]

Comme les régimes de pension relèvent soit de la réglementation fédérale, soit de la réglementation provinciale, notre gouvernement coordonnera ses efforts avec ceux des provinces et des territoires de manière à créer un système de pension qui permet de relever les défis à venir, quels qu'ils soient.

Cette question occupera une place prioritaire dans les discussions avec mes collègues provinciaux et territoriaux lors de notre rencontre du mois prochain.

●(1640)

[Traduction]

Tout en aidant les travailleurs canadiens à épargner, nous aiderons aussi les entreprises qui les emploient, en particulier au niveau de leur capacité d'emprunt. Nous bonifierons l'offre de crédit pour les entreprises de fabrication axées sur l'exportation, y compris le secteur de l'automobile, ainsi que pour les petites et moyennes entreprises.

En plus de la récente augmentation de 2 milliards de dollars du pouvoir d'emprunt d'Exportation et développement Canada, j'annonce aujourd'hui une injection de capitaux propres de 350 millions qui soutiendra une augmentation du crédit d'environ 1,5 milliard pour les entreprises canadiennes d'exportation. Le secteur des exportations a été durement frappé par la crise financière. EDC pourra maintenant bonifier les quelque 80 milliards de dollars d'exportations et d'investissements qu'elle aide à rendre possibles

pour les entreprises canadiennes, y compris 4 milliards pour le secteur de l'automobile à lui seul.

Le gouvernement injectera également des capitaux propres de 350 millions de dollars dans la Banque de développement du Canada, afin d'aider les petites et moyennes entreprises. Cette nouvelle injection haussera d'environ 1,5 milliard la capacité de prêt de la BDC, et elle s'ajoute à l'augmentation de 1,8 milliard du pouvoir d'emprunt annoncée plus tôt cette année.

Nous agissons rapidement aussi dans le domaine de la réglementation des valeurs mobilières. Notre système à 13 organismes de réglementation est contraignant et lourd et représente une faille évidente dans notre démarche d'avant-garde visant à favoriser la stabilité financière. Le gouvernement recevra sous peu le rapport du Groupe d'experts sur la réglementation des valeurs mobilières. Ce rapport devrait établir la meilleure façon d'améliorer le contenu, la structure et l'application des mécanismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada. Nous donnerons suite rapidement à ce rapport. Nous invitons tous les participants à collaborer avec nous en vue d'améliorer notre système de réglementation.

[Français]

Notre gouvernement est arrivé au pouvoir avec une vision qui s'étendait sur plusieurs années. C'est précisément grâce à cette approche que notre pays est en meilleure position aujourd'hui, et ce ne sont pas les problèmes à court terme qui vont nous détourner de notre objectif global. Dans un même temps, nous sommes loin d'en avoir fini avec les menaces économiques et financières sans précédent. Il y a des avertissements dont nous devons tenir compte si nous voulons demeurer un modèle à suivre pour le reste du monde en cette période d'incertitude.

[Traduction]

Nous nous attaquerons à nos défis externes immédiats de la même manière que nous réaliserons nos objectifs à plus long terme: en continuant de gérer les fonds publics avec sagesse, en investissant uniquement là où c'est essentiel et en mettant l'accent sur ce qui compte vraiment – la prospérité à long terme de tous les Canadiens.

Nous vivons une période difficile, mais n'oublions pas que notre pays a déjà traversé de graves difficultés. Nous nous sortirons de celles-ci de la même façon.

Notre approche pour relever le défi de la prochaine année sera la même que pour terminer l'année en cours, c'est-à-dire en nous appuyant sur des valeurs chères aux Canadiennes et aux Canadiens: agir avec prudence et mesure, en y ajoutant notre travail acharné et en restant tournés vers l'avenir.

Les chapitres les plus marquants de l'histoire s'écrivent toujours dans les moments les plus difficiles. J'ai la conviction que nous sommes en train d'écrire de nouveaux chapitres éclatants de la réussite de longue date de notre pays. Nous écrivons l'histoire des nouvelles réalisations d'un pays aux prises avec une crise mondiale exigeante, mais qui en ressortira encore plus fort de l'avoir affrontée.

●(1645)

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, à une époque où les Canadiens sont préoccupés par l'avenir économique de leur pays, à une époque où les marchés financiers internationaux sont en crise, le monde se dirige vers une récession, les entreprises canadiennes sont menacées de fermeture et les Canadiens craignent pour leur emploi et leurs économies. Aujourd'hui, les Canadiens méritent un gouvernement qui présente un véritable plan d'action afin d'aider l'économie canadienne à surmonter les défis qui l'attendent.

Cependant, plutôt que de nous présenter un plan, les conservateurs ont préféré le symbolisme au concret, les discours creux aux actions véritables et la duperie aux décisions. Ils n'ont rien offert d'autre que des mots alors que les Canadiens ont besoin d'un plan de match.

[Français]

Aujourd'hui, les conservateurs n'ont rien fait pour aider à protéger les emplois et les économies des Canadiens. Les conservateurs n'ont pas de plan économique: rien pour les manufacturiers, rien pour le secteur de l'automobile, rien pour le secteur forestier, et presque rien pour les aînés ou pour les travailleurs qui font face à des mises à pied.

[Traduction]

Aujourd'hui, le premier ministre essaie de détourner l'attention des Canadiens de sa propre incompétence en matière économique. Il espère que nous ne remarquerons pas qu'il a bousillé l'économie lorsque les choses allaient bien et qu'il n'a aucun plan économique pour aider le Canada à traverser une période difficile.

On ne s'étonnera pas qu'aujourd'hui, le premier ministre veuille détourner l'attention de l'économie vers la politique. Mais nous ne le laisserons pas faire.

Notre travail de député consiste à ramener l'attention sur l'économie, sur la population. Les Canadiens souffrent et ce ne sont ni la politique ni les partis politiques qui doivent retenir notre attention, ce sont les Canadiens.

Ce qui doit retenir notre attention, c'est ce jeune homme de la Nouvelle-Écosse avec qui j'ai discuté la semaine dernière dans l'avion vers Halifax. Notre conversation est vite passée des banalités aux choses sérieuses. Ce jeune homme m'a dit que ces derniers mois, il avait perdu une bonne partie de ses placements et de ses économies. Il s'est tourné vers moi et a déclaré que lui et moi avions le temps de récupérer nos pertes, mais qu'il était très inquiet pour ses parents qui craignaient ne pas pouvoir vivre des économies qu'ils avaient faites en prévision de leur retraite.

Ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas la politique, ce sont les gens.

On parle ici de l'ami que j'ai connu à l'école et que j'ai rencontré l'autre jour, lorsque j'ai fait le plein au dépanneur Sanford, à Burlington, en Nouvelle-Écosse. Jamie m'a dit qu'après 20 ans à l'emploi de l'usine locale de gypse, il a été licencié avec 49 autres travailleurs ruraux de la Nouvelle-Écosse, dont la majorité avaient travaillé à cet endroit toute leur vie.

On parle ici de Maynard Williams, qui est propriétaire de Cornwallis Chevrolet, à New Minas, et de ses 32 employés, qui craignent pour leur avenir.

Ces Canadiens ordinaires ne m'ont pas parlé du financement des partis politiques. Ils m'ont parlé de ce qui était important pour eux. Ils ont parlé de l'économie, de leurs emplois et de leurs économies.

C'est aussi ce que moi et le Parti libéral allons faire aujourd'hui. Nous n'allons pas faire de la basse politique. Nous allons défendre les Canadiens et protéger leurs économies et leurs emplois.

Le premier ministre néglige de répondre aux besoins des Canadiens en ne leur présentant pas un plan pour l'économie canadienne. Il manque à ses obligations envers les Canadiens en ne leur disant pas la vérité, et la vérité c'est que le Canada se retrouve en situation de déficit. Le premier ministre ne dit pas aux Canadiens pourquoi nous nous retrouvons encore en déficit. Il ne leur dit pas que sa mauvaise politique fiscale et sa politique de dépenses extravagantes sont les causes de ce déficit.

Affaires courantes

Si les députés jettent un coup d'oeil à la page 51 de l'énoncé économique, ils verront qu'il est écrit noir sur blanc que l'an prochain le Canada connaîtra un déficit de 5,9 milliards de dollars.

Plus tôt aujourd'hui, le ministre des Finances a dit qu'il serait malavisé de créer un excédent uniquement pour dire que nous en avons un. Or, c'est exactement ce que fait le gouvernement conservateur. Il prétend avoir un excédent alors qu'il a en fait un déficit.

Le gouvernement conservateur tente de cacher son nouveau déficit. Dans un premier temps, il présente de beaux chiffres sur la croissance, au moment où nous entrons dans une période de récession. Il prédit une croissance de 0,3 p. 100, alors que l'OCDE prédit un recul de 0,5 p. 100 dans l'économie canadienne.

Pour cacher davantage ce nouveau déficit, les conservateurs prévoient des coupes importantes. Personne ne devrait être surpris d'apprendre que l'une des coupes qu'ils comptent faire — et dont ils sont fiers au point d'en faire mention dans ce document — vise le budget consacré à l'équité salariale.

Il ne faut pas se surprendre du fait qu'au moment où ils commencent à faire des coupes en période difficile, les conservateurs agissent en fonction de leur idéologie. Après tout, où ont-ils coupé en période faste? Ils ont sabré dans les budgets destinés à l'alphabétisation et au droit des femmes à l'égalité, et ils ont supprimé le Programme de contestation judiciaire.

Ce qui est particulièrement troublant, c'est que pour cacher leur nouveau déficit, les conservateurs sont prêts à vendre une liste imaginaire d'actifs de l'État. Ils veulent vendre alors que le marché est favorable aux acheteurs.

Si le gouvernement envisage de se départir d'actifs, ce n'est évidemment pas pour profiter d'un marché porteur, c'est parce qu'il est obligé de les brader à cause de sa situation budgétaire désespérée. C'est comme vendre la maison pour payer l'épicerie.

Je vois cela d'ici. On va voir fleurir partout au Canada des panneaux devant les propriétés du gouvernement disant: « Grande liquidation de M. Déficit. Faites-nous une offre. Vendeur fortement motivé ». Le ministre des Finances est fortement motivé pour faire disparaître le déficit qu'il a créé.

● (1650)

Le précédent gouvernement libéral n'affichait pas des rentrées tant qu'il n'avait pas vraiment vendu un actif. Cela me paraît logique. Mais les conservateurs, eux, affichent des rentrées avant de savoir combien ils vont vendre leurs actifs. Aujourd'hui, nous avons demandé aux autorités financières la liste des actifs que le gouvernement a l'intention de vendre. En fait, cette liste n'existe pas. Le chiffre de 10 milliards de dollars est une pure chimère qui correspond simplement au montant dont ils ont besoin pour éponger le déficit qu'ils ont créé.

Il n'y a pas de liste des actifs que les conservateurs veulent vendre. Ils n'en sont pas encore là. On n'a pas encore fixé de prix pour ces actifs, mais ils ont déjà comptabilisé les recettes.

Les conservateurs ne sont pas honnêtes quand ils parlent du déficit et de ses causes. La semaine dernière, Kevin Page, le directeur parlementaire du budget, a clairement déclaré:

La faiblesse de notre situation budgétaire résulte en grande partie des décisions politiques antérieures plutôt que de l'affaiblissement de l'économie.

Affaires courantes

Il est manifeste, et M. Page le dit clairement, que ces mauvaises décisions politiques, ce sont la politique fiscale erronée du gouvernement et son programme de dépenses somptuaires. Sous le gouvernement libéral qui l'a précédé, les dépenses ont augmenté en moyenne de 2,5 p. 100 par an pendant 13 ans, parallèlement à l'inflation. Mais sous les conservateurs, les dépenses publiques ont grimpé de 25 p. 100 en trois ans, avec une croissance annuelle de 8 p. 100.

C'est ce gouvernement flambeur avec une politique fiscale malencontreuse qui a créé un nouveau déficit conservateur, qui trouve ses origines ici même au Canada. Il y a trois ans, les conservateurs ont hérité du meilleur climat budgétaire et économique dont ait jamais bénéficié un nouveau gouvernement au Canada. Nous avons un excédent de 13 milliards de dollars et le plus fort taux de croissance économique du G8. Aujourd'hui, le Canada est en déficit et au cours de la première moitié de l'année, nous avons eu la pire croissance économique du G8. Et cela, c'était bien avant la tourmente financière mondiale.

Non seulement les conservateurs ont dilapidé l'excédent avec leur lamentable politique fiscale et leurs dépenses somptuaires, mais ils ont aussi éliminé la réserve pour éventualités qui devait servir à protéger le Canada en cas de coup dur. Les conservateurs ont liquidé toutes les réserves quand les choses allaient bien et éliminé toute la marge de manoeuvre budgétaire du Canada qui aurait servi à aider les Canadiens vulnérables en cette période sombre. Aujourd'hui, dans cette tourmente, quand les Canadiens espéreraient qu'on fasse preuve d'un peu de leadership économique, qu'on leur donne un peu d'espoir pour l'avenir et qu'on leur propose des idées pour améliorer et consolider l'économie pour l'avenir, le gouvernement n'a aucun plan à leur proposer.

Le contraste entre la démarche de notre gouvernement au Canada et celle de notre principal partenaire commercial, les États-Unis, est flagrant. Les titres le résumaient parfaitement hier: « Le Canada attend, les États-Unis se lancent ». Le premier ministre du Canada attend, le président désigné, M. Obama, agit. Pendant que les États-Unis prennent des mesures audacieuses, tout ce qu'on voit au Canada, ce sont des manigances politiques.

• (1655)

[Français]

Depuis quelques jours, le président élu Obama a rassemblé les plus grands penseurs économiques aux États-Unis pour créer un plan d'action économique qui aidera à protéger les emplois et l'économie américaine.

[Traduction]

Toutefois, nous avons au Canada un premier ministre qui se qualifie d'économiste, qui est au pouvoir depuis trois ans et qui a promis aux Canadiens, aux dernières élections, qu'un nouveau programme économique serait présenté dans les semaines qui suivraient son accession au pouvoir, c'est-à-dire cet automne, mais nous n'avons toujours pas ce programme.

Au lieu de faire preuve de leadership, le premier ministre cherche à politiquer et c'est surtout évident en ce qui concerne le secteur de l'automobile. Pendant qu'aux États-Unis, le Congrès et le Sénat travaillent avec le secteur de l'automobile pour élaborer un plan, notre gouvernement attend dans l'espoir que nous allions pouvoir participer à une entente à la dernière minute.

Les conservateurs ne semblent pas se rendre compte que les représentants du Congrès et les sénateurs américains cherchent à exiger aux fabricants d'automobiles l'engagement de créer des

emplois dans leur district. Hier, quand le député de Guelph a demandé au ministre de l'Industrie de dire à la Chambre qui il a rencontré, au sein du gouvernement Bush et de la nouvelle équipe économique d'Obama pour s'assurer que les emplois canadiens seraient protégés, le ministre a éludé la question. Il a eu peur d'avouer qu'il n'a eu aucune réunion importante aux États-Unis.

Le fait est que les travailleurs canadiens de l'automobile ont besoin, plus que jamais, que le gouvernement canadien se fasse entendre aux États-Unis sur cette question. Néanmoins, quand le ministre de l'Industrie est allé récemment participer à des réunions à Detroit, il a oublié que ce jour-là, les dirigeants de l'automobile de Detroit étaient tous à Washington. Non seulement le ministre conservateur de l'Industrie n'est pas à la table des négociations, mais il ne sait même pas où se trouve cette table. Espérons qu'à cause de sa maladresse, les travailleurs canadiens de l'automobile ne devront pas se contenter de quelques miettes.

Les autres pays agissent également. La Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et le Japon prennent tous des mesures importantes en cette période de crise alors que le gouvernement du Canada n'a aucun plan. Je vois seulement quatre raisons pour lesquelles les conservateurs n'agissent pas, pourquoi ils n'ont aucun plan.

Premièrement, est-ce parce que leur gaspillage et leur mauvaise politique fiscale leur enlèvent toute capacité financière d'aider les Canadiens?

Deuxièmement, est-ce parce que leur foi absolue dans une idéologie néo-conservatrice rigoureuse les empêche de voir que les forces du marché ne suffiront pas à nous sortir de ce marasme? Ils ne croient pas que le gouvernement peut et doit jouer un rôle pour aider les gens en période difficile.

Il se peut aussi, troisième possibilité, que les conservateurs ne sachent absolument pas quoi faire. Ils ont tellement mal traité l'économie durant les périodes d'abondance qu'il est de plus en plus probable que cette troisième possibilité constitue au moins une partie du problème.

La quatrième possibilité, c'est que cela les indiffère.

Quelle que soit la raison, en ne faisant rien pour protéger les emplois et les épargnes des Canadiens, le gouvernement conservateur manque à sa parole envers les Canadiens. Il n'en fait pas assez.

Nous ne devrions pas être surpris que le gouvernement n'ait ni plan ni vision aujourd'hui, en période difficile, puisqu'il n'a présenté ni plan ni vision pour le Canada au cours des trois dernières années. Depuis trois ans, le gouvernement cherchait davantage à acheter des votes qu'à assurer la prospérité, et il nous déçoit encore une fois.

Ce sont les économistes qui ont dit aux conservateurs que leur politique fiscale n'était pas la bonne, que nous étions le seul pays du monde à augmenter l'impôt sur le revenu tout en réduisant la taxe à la consommation. Mais les conservateurs n'ont pas écouté. Ce sont les économistes qui leur ont dit que nous avons besoin d'un véritable plan concernant l'infrastructure, un plan qui prévoit des investissements dans les gens, qui crée de l'emploi, de nouveaux emplois verts, qui aide les Canadiens à faire des études postsecondaires, qui les aide à se recycler pour garder leurs connaissances à jour, pour se perfectionner, afin qu'ils puissent subsister et prospérer dans le cadre de la nouvelle économie. Le premier ministre se dit économiste depuis tellement longtemps qu'il a oublié qu'il n'en est pas réellement un, et il n'écoute pas les véritables économistes, qu'on soit en période de prospérité ou de crise.

Affaires courantes

Quand les Canadiens ont besoin d'un leadership énergique sur le plan économique, tout ce qu'ils obtiennent des conservateurs, ce sont des combines politiques intéressées. Nous avons besoin de leadership. Nous avons besoin d'une nouvelle entente, mais le premier ministre dit aux Canadiens qu'il n'y aura pas d'entente.

Il n'est plus question de politique, mais bien des gens.

• (1700)

Les députés libéraux, en tant que parlementaires responsables, se porteront à la défense des Canadiens. Nous allons défendre leurs intérêts. Nous offrirons aux Canadiens une claire vision d'espoir dans un avenir meilleur et de fierté à l'égard d'un Canada plus fort. Nous ne ferons pas de combines politiques comme celles du premier ministre.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, la semaine dernière, en réplique au discours du Trône, je disais ceci:

Nous vivons des temps de crise, et les gens comptent sur nous. Il y a des moments dans la vie politique, en particulier dans un Parlement minoritaire, où l'idéologie et le manque d'ouverture deviennent carrément déplacés.

C'est ce que je disais la semaine dernière, avec l'espoir que le gouvernement comprenne ses responsabilités. L'inverse s'est produit. Ce que le gouvernement conservateur a présenté aujourd'hui, ce n'est pas un énoncé économique, c'est un énoncé idéologique. C'est une idéologie qui aveugle le gouvernement à tel point qu'il ne voit pas l'urgence d'agir.

Au lieu de présenter un plan de relance de l'économie, de lui donner de l'oxygène, le premier ministre a choisi d'étouffer l'économie. Le premier ministre a décidé de laisser tomber les entreprises, les régions et les gens. Le gouvernement conservateur a abdiqué toutes ses responsabilités. Pire encore, au lieu de s'attaquer à la crise économique, le gouvernement conservateur a décidé de s'attaquer à la démocratie ainsi qu'aux droits des femmes et des travailleurs. Le premier ministre a fait passer l'idéologie avant l'économie. Il a fait passer la partisanerie avant la démocratie. Il a choisi de s'attaquer au Québec.

Le gouvernement vient de provoquer de toutes pièces une crise démocratique. L'économie est menacée par l'idéologie du Parti conservateur. Les principes démocratiques aussi sont menacés par le Parti conservateur. Les droits des travailleurs et des femmes sont menacés par le Parti conservateur, et la situation financière du Québec est menacée par le Parti conservateur. Cet énoncé va très clairement à l'encontre des intérêts fondamentaux du Québec. Les Québécois nous regardent. Comment les élus de cette Chambre pourront-ils, à leur tour, les regarder dans les yeux s'ils n'agissent pas de façon décisive pour combattre de toutes leurs forces la crise économique qui s'abat sur nous? Comment les élus de cette Chambre pourront-ils regarder les citoyens dans les yeux s'ils ne protègent pas les droits des travailleurs et des femmes, la situation financière du Québec et la démocratie?

Une chose est certaine: tous les élus du Bloc québécois pourront regarder les Québécois dans les yeux car ils ne plieront pas sur ces principes fondamentaux.

Tous se souviennent que le premier ministre a choisi de déclencher des élections pour des raisons strictement partisans. Il a ainsi décidé de dépenser plus de 300 millions de dollars, 300 millions de dollars qui auraient pu être consacrés à cette bataille qui doit être menée contre la crise économique. Surtout, le premier ministre a perdu un temps précieux. Le contraste est frappant entre ce gouvernement conservateur et les autres gouvernements dans le

monde. Le gouvernement chinois, par exemple, a décidé d'agir en mettant en place un plan de relance de 700 milliards de dollars. L'Europe a annoncé un plan de 318 milliards de dollars. Nos voisins américains y vont d'un plan de près de 850 milliards de dollars. La plupart des pays européens sont en déficit et pourtant, ils n'hésitent pas à agir avec force pour soutenir et relancer leur économie. Le gouvernement américain multiplie les déficits et pourtant, malgré cela, il n'hésite pas à agir avec force pour soutenir et relancer l'économie. Si les gouvernements du monde entier agissent avec vigueur, c'est qu'ils sont conscients de l'urgence d'agir.

Ici, malgré les surplus qui se sont multipliés depuis 10 ans, le gouvernement conservateur a non seulement refusé de présenter un plan, de donner de l'oxygène, il a sciemment choisi d'étouffer l'économie pour faire avancer son idéologie rétrograde de réduction de l'État.

Nous sommes prêts, bien sûr, à faire des économies sur nos salaires et à réduire la croissance des dépenses bureaucratiques du gouvernement. Mais le but de ces économies, ce ne doit pas être de réduire l'État sous le prétexte d'éviter un déficit ponctuel, mais de soutenir l'économie, soutenir les gens.

• (1705)

Le premier ministre affirme qu'il a déjà agi en baissant les impôts. Mais si les actions du premier ministre étaient suffisantes, comment se fait-il que, selon son propre aveu, le Canada entrera en récession, si ce n'est pas déjà fait?

Tout le monde peut constater que le gouvernement conservateur n'a aucune imagination, aucune idée novatrice et aucun plan sérieux pour faire face à la crise. C'est tout le contraire au Bloc québécois, nous qui avons proposé un plan de relance de l'économie avec des propositions constructives, réalistes et nécessaires. En rejetant ces propositions, le premier ministre a montré qu'il n'avait aucunement l'intention de faire preuve d'ouverture, de faire les compromis nécessaires. Le premier ministre a fait passer l'idéologie avant l'économie.

On connaît le Parti conservateur du premier ministre, qui n'est en fait que le Reform Party affublé d'un masque. Cet énoncé en est la preuve. Le gouvernement a en effet décidé de profiter de la crise pour s'attaquer aux droits des femmes et des travailleurs. Le gouvernement propose en effet de suspendre le droit de grève des fonctionnaires. Il a décidé de s'attaquer aux droits des femmes en soumettant leur droit à l'équité salariale à la négociation. Depuis quand les droits sont-ils soumis à la négociation? C'est odieux. Jamais nous n'accepterons que le gouvernement s'attaque ainsi au droit des femmes et des travailleurs. Jamais nous n'accepterons cela.

Au lieu de se préoccuper de l'économie, le premier ministre a encore une fois décidé de s'attaquer au Québec. Le premier ministre a passé la dernière campagne à déclarer son amour au Québec. On voit bien maintenant que ses déclarations n'étaient pas sincères. Il a encore une fois répété sa volonté d'imposer une agence fédérale des valeurs mobilières, allant ainsi à l'encontre de l'unanimité de l'Assemblée nationale.

Affaires courantes

Il va plus loin en ouvrant la porte à un régime centralisé de pensions à Ottawa. De plus, en imposant un plafond à la péréquation, le gouvernement conservateur menace très sérieusement la situation financière du Québec. Selon une étude de la Banque Toronto-Dominion, cette décision pourrait coûter 450 millions de dollars annuellement au gouvernement du Québec. On appelle cela pelleter ses problèmes dans la cour du voisin. Ces décisions s'ajoutent à l'abandon de l'économie forestière et manufacturière, à l'abandon des régions du Québec, aux coupes en culture et aux compressions contre les organismes de développement économique. Jamais le Bloc québécois ne va laisser passer ça.

Non satisfait de faire passer l'idéologie avant l'économie, de s'attaquer aux travailleurs, aux femmes et au Québec, le premier ministre ajoute l'insulte à l'injure en faisant passer la partisanerie extrême qui le caractérise avant la démocratie. Je cite le premier ministre, qui s'exprimait ainsi le 8 décembre 2005, à propos de sa réforme du financement des partis politiques. Il disait:

Ces mesures sont directement inspirées des réformes amenées par René Lévesque, il y a une trentaine d'années, des réformes dont tous les Québécois peuvent être très fiers, a expliqué Stephen Harper. Le Québec a été un pionnier dans la réforme électorale.

En annonçant son intention d'éliminer le financement public des partis politiques, le premier ministre trahi la mémoire de René Lévesque. Le financement public était au coeur de la réforme de René Lévesque. Cette volonté de sabrer le financement est une attaque directe contre la démocratie. En prétextant la crise économique et des économies de 30 millions de dollars, le gouvernement conservateur a exposé à la face du monde toute l'étendue de son hypocrisie.

Il y a à peine quelques semaines, le premier ministre a en effet déclenché des élections pour des raisons strictement partisans. Il a dépensé 300 millions de dollars, soit dix fois plus que les économies qu'il irait chercher en éliminant le financement des partis politiques. Qu'est-ce que le premier ministre va nous annoncer de nouveau dans le prochain budget? Songe-t-il à fermer le Parlement pour économiser 500 millions de dollars?

Le premier ministre a créé une crise démocratique de toutes pièces, simplement pour se donner un avantage partisan, parce que ce gouvernement a pour but de faire taire toute forme d'opposition: faire taire les artistes, faire taire les femmes, faire taire les syndicats et faire taire l'opposition.

• (1710)

C'est triste et c'est indigne d'un chef d'État.

Les rares mesures positives dans cet énoncé sont soit de vieilles mesures déjà annoncées, soit des mesures insuffisantes. La décision de reprendre des blocs hypothécaires est sensée, mais en aidant ainsi les banques, pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas ses conditions? Pourquoi ne pas en profiter pour mettre sur pied une équipe de veille pour s'assurer que les petites et moyennes entreprises ont bel et bien accès au crédit?

Pour ce qui est des retraités, réduire de seulement 25 p. 100 et pour seulement une année le retrait obligatoire des FERR, c'est nettement insuffisant. Le gouvernement aurait dû repousser à 73 ans l'âge auquel les retraités ont l'obligation de transférer leur REER en FERR.

En définitive, le gouvernement conservateur a fait passer l'idéologie avant l'économie et avant les gens. Il s'est attaqué aux droits des femmes, des travailleurs et il s'est attaqué au Québec.

Cet énoncé va très clairement à l'encontre des intérêts et des valeurs du Québec, et nous allons nous y opposer catégoriquement.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, je demande l'appui unanime de la Chambre pour partager mon temps avec le député d'Outremont.

Le Président: Y a-t-il consentement unanime pour permettre la division du temps?

Des voix: D'accord.

Le Président: L'honorable député de Toronto—Danforth a donc la parole.

L'hon. Jack Layton: Monsieur le Président, je remercie mes chers collègues.

[Traduction]

Nous vivons un moment historique à la Chambre, monsieur le Président. Les Canadiens s'attendaient à des mesures audacieuses et surprenantes en réponse à la crise économique qui touche leurs familles.

Tout le monde à qui nous parlons dans nos circonscriptions est préoccupé. Les gens espéraient que quelque chose allait se passer ce soir. Ils étaient convaincus que les partis se devaient de collaborer en ces temps difficiles. Ce n'a pas été le cas. Cela ne s'est pas passé comme l'espéraient les Canadiens.

Ils ont plutôt constaté que leur gouvernement n'a pas agi. Il a refusé de prendre des mesures audacieuses, comme d'autres gouvernements dans le monde pour s'attaquer à une crise comme on n'en a pas connue depuis des générations. Le gouvernement a également échoué un test fondamental en matière de leadership, puisqu'il se devait de travailler avec les autres partis, d'autant plus qu'il forme un gouvernement minoritaire, afin de déterminer la marche à suivre.

[Français]

Nos citoyens et nos citoyennes espéraient que quelque chose allait changer. Ils espéraient peut-être, sachant le gouvernement minoritaire, que les partis politiques et le gouvernement travailleraient ensemble à trouver des moyens d'aider les familles qui souffrent dans cette crise. Mais le gouvernement, ce soir, a rejeté l'idée de travailler ensemble pour les familles. Il a plutôt choisi de poursuivre les objectifs partisans du Parti conservateur. C'est injuste. On ne peut pas accepter cela. On le rejette.

[Traduction]

Nous avons désespérément besoin de mesures pour stimuler l'économie. Chaque jour, des travailleurs perdent leur emploi et ces gens s'attendaient à ce que le gouvernement propose une stratégie économique qui, à tout le moins, aurait pu leur donner une lueur d'espoir. Il s'attendaient à ce que leur gouvernement comprenne ce à quoi ils doivent faire face lorsqu'ils rentrent à la maison avec un avis de renvoi, et à ce qu'il leur dise qu'il examinera les mesures de soutien offertes, comme l'assurance-emploi, dans le but de les améliorer afin qu'ils puissent nourrir leurs enfants. Mais tout ce qu'ils ont vu, ce sont des manoeuvres partisans.

Affaires courantes

Qu'est-ce que les conservateurs comptent dire aux travailleurs dans les usines alors qu'ils savent très bien que la direction de ces usines a besoin d'aide pour obtenir la ligne de crédit dont elle a besoin pour payer ses factures et maintenir la production? Les travailleurs espéraient que le gouvernement passe à l'action, comme l'ont fait d'autres États, appuie nos entreprises, nos travailleurs et nos collectivités et appuie les Canadiens au lieu de veiller à ses propres intérêts. Les conservateurs n'ont pas répondu à leurs attentes, et c'est inacceptable.

Tout cela n'est que poudre aux yeux. Nous avons déjà vu, en Ontario, certains députés d'en face appliquer les mêmes stratégies et les mêmes tactiques. Nous avons déjà vu cela, mais j'avais espéré que les choses se déroulent autrement.

Je me suis entretenu avec le premier ministre et tous les leaders pour voir si nous pouvions trouver des façons de travailler ensemble. C'est ce que j'ai fait chaque fois qu'on a eu un gouvernement minoritaire. Les Canadiens veulent que nous travaillions ensemble. Le premier ministre et ses représentants sur les banquettes avant nous ont-ils donné le moindre signe indiquant qu'ils étaient prêts à ce que nous travaillions ensemble? Pas le moindre signe. Au contraire, ils ont injurié, insulté et rabaisé des représentants élus. J'en ai assez et les Canadiens en ont assez de tout cela.

Les gens espéraient qu'on prenne des mesures pour protéger leurs pensions et leurs économies. Ils voient ce qui se passe aux États-Unis. Ils voient le président élu, Barack Obama, qui propose un plan qui a au moins le mérite de susciter l'espoir et l'optimisme. Ici, c'est le déni. Le gouvernement dit qu'il n'y a pas vraiment de problème. Il dit qu'il a tellement bien fait, qu'il n'y a pas de problème. À quel point le gouvernement est-il déconnecté de la réalité?

• (1715)

[Français]

Les gens réclament à grands cris des actions ou des initiatives comme celles qu'ils voient ailleurs, dans les autres pays. Or ce gouvernement n'écoute rien et ne fournit que des explications qui ne tiennent pas du tout la route.

[Traduction]

Je tiens à saluer les députés de l'opposition qui ont pris la parole avant moi dans ce débat et qui ont eu le courage de s'élever contre ce type d'idéologie politique.

Les Canadiens ont des idées quant à la manière dont on peut améliorer la situation. Nous les avons consultés. Nous avons fait part de leurs idées à la Chambre. Nous avons dit qu'on devait prendre des mesures pour protéger les consommateurs qui se font escroquer par les sociétés qui obtiennent de l'aide gouvernementale. Le gouvernement n'a aucun sens des responsabilités, de l'aide ou du soutien.

Nous voulions voir des investissements dans l'innovation de manière à ce que nous puissions améliorer notre productivité. Nous voulions voir des investissements dans les infrastructures. Il y a des milliers de projets de construction prêts à démarrer aux quatre coins du Canada, et les travailleurs sont prêts à commencer.

• (1720)

[Français]

Nous devons investir à ce moment-clé pour la création d'emplois et pour aider nos communautés et leurs familles. Ce sont nos priorités, et j'espère qu'on pourra agir avec un plan efficace pour les gens.

[Traduction]

Je tiens à dire ce soir que nous ne jouerons pas les jeux partisans et que nous ne tolérerons pas les attaques contre la démocratie alors que des milliers de Canadiens se retrouvent dans la rue à cause de la récession et de la perte de leur emploi. Nous ne sommes pas prêts à appuyer un énoncé économique qui laisse les Canadiens pour compte. Nous nous y opposerons fièrement au nom des Canadiens que nous représentons.

[Français]

M. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, nous devons recevoir aujourd'hui une mise à jour de l'état des finances et quelques propositions pour faire face à une crise. Regardons quelque chose de très spécifique en ce qui concerne les finances. Les conservateurs se targuent d'être d'excellents gestionnaires. Depuis leur élection au début de 2006, les dépenses de programmes ont augmenté de 24 p. 100 au Canada, soit 40 milliards de dollars. Telle est la gestion à laquelle nous avons eu droit.

Aujourd'hui, une partie de leurs petites manœuvres idéologiques consiste à blâmer les élus en faisant de la classe politique quelque chose que l'on dénigre, tout comme Karl Rove avait appris à George W. Bush à le faire aux États-Unis — soit attaquer et diviser. Nous en sommes déjà rendus à ce que seulement 59 p. 100 de la population vote, et pour les conservateurs, c'est déjà trop, puisqu'ils veulent museler l'opposition, enlever les vivres, et ce, sans agir de quelque manière que ce soit à l'intérieur de la pire crise économique que le Canada ait jamais connue depuis des générations. C'est une honte!

[Traduction]

Pour qu'ils puissent proposer tout changement concret ou toute idée structurelle, quelque chose qui permettrait d'édifier l'économie, de créer des emplois et de les maintenir, il faudrait que les conservateurs admettent qu'il y a un problème ou qu'ils ont fait des erreurs. Évidemment, cela demanderait un minimum de modestie de leur part. Même s'ils forment encore un gouvernement minoritaire, ils sont incapables d'admettre qu'ils ont fait des erreurs ou que le public ne leur fait pas suffisamment confiance pour leur donner une majorité.

Examinons les faits. Présentement, 350 000 familles canadiennes, ce qui correspond aux 350 000 emplois perdus dans le secteur manufacturier à cause des conservateurs, ne croient pas que l'État ou le gouvernement ait un rôle à jouer dans l'économie. Par conséquent, les conservateurs ne sont pas intervenus. Ils ont accordé des réductions d'impôts généralisées, mais évidemment, si une entreprise n'a pas fait de bénéfices l'an dernier, elle n'a pas payé d'impôts et n'a pas profité des réductions d'impôts. Qui en a profité? Les entreprises du secteur pétrolier et les banques, qui n'avaient pas besoin d'argent. Les entreprises des secteurs forestier et manufacturier de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec, notamment, n'en ont pas profiter. C'est dans ces régions que les familles ont perdu leurs emplois et que les collectivités sont au chômage. C'est la situation désespérée dans laquelle on se trouve et les conservateurs refusent de l'admettre et d'agir.

Motion d'ajournement

[Français]

Quelle supercherie, monsieur le Président. Il faut les voir faire. La semaine dernière, Kevin Page a dit qu'on se dirigeait vers un déficit de 6 milliards de dollars à cause de leurs mauvais choix. Que racontent-ils dans leur document aujourd'hui? Il faut le lire pour le croire, c'est de toute beauté. Je lis cette phrase, qui ne s'invente pas: « Le gouvernement prévoit que le budget sera équilibré pour l'exercice en cours et les cinq suivants, mais il ne peut garantir l'équilibre budgétaire en raison des risques à la baisse qui pèsent... » Ils disent une chose et son contraire dans la même phrase. Est-ce cela, des bons gestionnaires de l'avoir public? C'est pitoyable! Et c'est ce à quoi on a eu droit depuis deux ans et demi.

C'est pour cela que le NPD, au nom des Canadiens, regarde les chiffres, regarde ce qui est proposé, regarde la vente projetée de l'avoir public, par exemple. Les grands avoires qu'on a acquis depuis des années, ils veulent les brader pour arriver à un équilibre budgétaire. Regardons aussi ce qu'on a bâti et créé au Canada depuis des générations sur le plan institutionnel: les droits sociaux, le droit de négocier collectivement, reconnu par la Cour suprême du Canada. Ils veulent les retirer d'un trait de crayon en enlevant, sans le moindre prétexte, le droit de grève. Ils veulent enlever le droit des femmes d'avoir un salaire égal pour un travail égal.

J'invite mes collègues à regarder — ça vaut vraiment un coup d'oeil — la différence de rédaction entre le discours prononcé par le ministre rébarbatif, récriminatoire, « *homo reformensis* » à l'état pur, et le document un peu plus large, avec une envolée un peu plus lyrique, qui dit que ce pourrait être un autre système. Ils sont en train de jouer cela pour leur base réformiste. Ils n'ont jamais appris la leçon de la dernière élection.

Dans notre système constitutionnel, il y a un remède à cela. Une partie du remède sera administrée par le NPD. J'espère que tout le monde de ce côté-ci va se tenir debout contre cette idéologie de droite qui n'a plus sa place dans un pays ouvert, construit, moderne et avec des institutions socioéconomiques qui respectent tout le monde. Les familles et les générations futures ont droit à plus. Nous ferons notre part pour restaurer l'égalité et les libertés ici, au Canada.

• (1725)

[Traduction]

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Cela met un terme au débat conformément à l'ordre spécial concernant l'énoncé économique.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion, modifiée, portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

Le Président: Reprise du débat. La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le vote porte sur la motion modifiée. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion modifiée?

Des voix: D'accord.

Des voix: Avec dissidence.

Le Président: Je déclare la motion modifiée adoptée.

(La motion modifiée est adoptée.)

M. Tom Lukiwski: Monsieur le Président, je propose de faire comme s'il était 18 h 30.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1730)

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je parlerai du commerce international.

Je crois qu'il convient de dire qu'à la lumière des événements d'aujourd'hui et de la forte offensive idéologique dont nous venons d'être les témoins de la part du gouvernement, les réactions sont beaucoup plus vives que ce que le gouvernement avait prévu lorsque le ministre des Finances a pris la parole pour nous imposer son idéologie.

Je prends la parole au sujet d'un autre aspect du plan idéologique du gouvernement, qui a été révélé il y a seulement quelques jours lorsque le gouvernement a signé à la hâte une entente commerciale entre le Canada et la Colombie.

Comme nous le savons, cette entente a été fortement critiquée en raison de la lamentable situation des droits de la personne en Colombie. Le nombre de syndicalistes tués, des gens ordinaires qui revendiquent simplement le droit de négocier collectivement avec leurs collègues de travail, a atteint des proportions épidémiques. Des milliers de syndicalistes, de simples travailleurs qui se rassemblent avec leurs compagnons de travail pour obtenir un milieu de travail organisé, ont été massacrés par des paramilitaires étroitement liés au gouvernement colombien, qui ne fait pratiquement rien pour protéger ces travailleurs.

Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a choisi de faire? Il a choisi de signer un accord. C'est toute la protection qui est offerte aux travailleurs colombiens qui se font massacrer. Je devrais mentionner que le nombre de travailleurs ordinaires assassinés et massacrés par les paramilitaires avec l'accord tacite du gouvernement a augmenté cette année. Nous ne parlons pas seulement d'une épidémie, nous parlons d'une épidémie qui s'aggrave.

Essentiellement, le plan du gouvernement consiste à imposer une amende. Une amende symbolique sera donc imposée si les meurtres de défenseurs des droits de la personne ou de syndicalistes se poursuivent. Dans sa grande sagesse, le gouvernement du Canada, entièrement guidé par son idéologie, a prévu une amende symbolique.

Les gens peuvent continuer d'être massacrés et assassinés sans discernement, et le gouvernement du Canada demandera poliment au gouvernement de la Colombie de se payer à lui-même une petite amende. En d'autres mots, il existe un fonds de solidarité, et le gouvernement de la Colombie n'a qu'à cracher une petite amende symbolique pour en profiter. J'ignore s'il y aura un rabais sur le volume: le gouvernement de la Colombie paiera 100 000 \$ si cinq ou six syndicalistes ou défenseurs des droits de la personne sont assassinés, mais il décidera lui-même comment utiliser cet argent. C'est tout à fait ridicule et irresponsable.

La question que je pose au secrétaire parlementaire est simple. Est-ce que le fait de laisser un gouvernement qui s'est rendu coupable de nombreuses et graves violations des droits de la personne et du droit fondamental de former des syndicats s'en tirer avec une toute petite amende qu'il se paie à lui-même constitue une illustration de la manière conservatrice d'être ferme envers les criminels? Est-ce là ce que les conservateurs proposent de faire à l'égard des criminels canadiens?

M. Gerald Keddy (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de vous voir occuper le fauteuil. Je veux également souhaiter un bon retour à la Chambre des communes à mon collègue de Burnaby—New Westminster.

Le député parle du passé de la Colombie, mais il évite soigneusement de parler de son présent et de son avenir. De plus, il fait fi de la réalité, ce qui est tout à fait typique de lui.

Le gouvernement conservateur considère que la libéralisation des échanges ainsi que la promotion et la protection des droits de la personne et des droits dans le domaine du travail sont complémentaires. Cette approche responsable et équilibrée guide l'engagement du gouvernement conservateur envers les Amériques.

Lors de la négociation des accords de libre-échange, l'approche de notre gouvernement permet de s'assurer que ces accords comprennent des dispositions rigoureuses sur la collaboration en matière d'environnement et de main-d'oeuvre. Ces dispositions forcent les partenaires à collaborer afin d'assurer un niveau élevé de protection des travailleurs et de l'environnement. Cela prouve que la libéralisation du commerce et des investissements peut aller de pair avec la protection des droits des travailleurs et de l'environnement.

La semaine dernière, le ministre du Commerce international a signé un accord exhaustif de libre-échange avec la Colombie. Cet accord et les accords parallèles sur la coopération en ce qui concerne la main-d'oeuvre et l'environnement, signés par le ministre des Affaires étrangères, amèneront de réels avantages économiques au Canada et à la Colombie. En même temps, ces accords obligent le Canada et la Colombie à respecter des normes exécutoires utiles en matière de protection des droits de la personne et d'environnement.

En ce qui a trait à la main-d'oeuvre, les deux pays se sont engagés à ce que leurs lois soient conformes à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Cette déclaration, qui date de 1998, protège la liberté d'association et reconnaît le droit à la négociation collective. Elle abolit le travail des enfants et élimine le travail obligatoire et la discrimination.

Je suis certain que le député voudrait ignorer cette partie de l'accord, mais elle existe bel et bien.

Les accords prévoient en outre des mécanismes de protection de la santé et de la sécurité au travail, des normes minimales pour régir le travail, comme le salaire minimum et la rémunération des heures supplémentaires. Ils accordent aux travailleurs migrants la même

protection juridique que celle dont jouissent les travailleurs du pays relativement aux conditions de travail.

L'accord de coopération dans le domaine du travail comprend des obligations et d'autres dispositions permettant au public de porter plainte. Ce dernier peut communiquer avec les parties à l'accord pour leur indiquer ce qu'il croit être un manquement aux obligations prévues dans l'accord. Nous croyons que la libéralisation du commerce et la protection de l'environnement doivent aller de pair.

En ce qui concerne la protection de l'environnement, les deux pays se sont engagés à respecter des normes élevées, à appliquer leurs lois et leurs politiques et à ne pas y déroger pour accroître les échanges commerciaux ou les investissements. L'accord favorise les pratiques volontaires de responsabilité sociale de la part des entreprises et respecte les engagements internationaux pris dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique.

La promotion et la protection de l'environnement et des droits de la personne constituent une priorité pour notre gouvernement dans ses engagements avec la Colombie.

La Colombie est un pays qui a fait beaucoup de chemin.

Le député et moi nous sommes rendus en Colombie avec les autres membres du comité il y a quelques années seulement. À l'époque, on ne pouvait pas y circuler en sécurité. J'ai des amis originaires de Colombie qui ont dû quitter ce pays en raison de l'anarchie qui y régnait. Ils craignaient pour leur propre sécurité.

La Colombie est désormais à des années-lumières de cette situation. C'est un pays transformé. Nous pouvons l'encourager à garder le cap. Nous pouvons accueillir la Colombie dans la ligue des nations ou nous pouvons lui tourner le dos. Nous avons pris la bonne décision en signant un accord commercial progressiste avec la Colombie.

• (1735)

M. Peter Julian: Monsieur le Président, la réponse du secrétaire parlementaire est presque risible.

Il s'est rendu en Colombie avec moi et d'autres membres du comité permanent. Le comité a voté très clairement contre la conclusion d'un accord avec la Colombie, tant et aussi longtemps qu'une évaluation complète, impartiale et indépendante de la question des droits de la personne ne serait pas faite.

Les parlementaires ne sont pas d'accord avec le secrétaire parlementaire. Nous nous sommes déplacés à Bogota en étant accompagnés de gardes armés qui, à un moment donné, formait presque un régiment complet des forces militaires de la Colombie. La prétention du secrétaire parlementaire selon laquelle la situation s'est améliorée dans ce pays ne tient tout simplement pas la route.

En fait, le nombre de syndicalistes et de travailleurs syndiqués qui ont été tués en 2008 a augmenté. Pourtant, ces personnes voulaient simplement obtenir de meilleurs salaires pour eux et pour leurs familles.

Le secrétaire parlementaire peut-il confirmer que la limite visant la seule disposition de l'accord qui a le moindre poids est fixée à 15 millions de dollars? Est-ce à dire que le gouvernement colombien peut tuer autant de personnes qu'il le désire puis obtenir un rabais au volume, relativement à l'amende de 15 millions de dollars qu'il va se verser à lui-même?

Motion d'ajournement

•(1740)

M. Gerald Keddy: Monsieur le Président, le député continue de ne pas tenir compte des faits et d'induire les Canadiens en erreur dans cet important dossier. En réalité, c'est le gouvernement de la Colombie qui a pris des mesures concrètes pour promouvoir la sécurité et la paix dans le cadre de la protection des droits de la personne et de la primauté du droit. Oui, nous étions à Bogota, et oui, je me suis promené seul dans les rues de Bogota, et oui, je me sentais en sécurité.

Le gouvernement conservateur croit fermement que les perspectives économiques qui s'ouvrent grâce au libre-échange peuvent renforcer la démocratie en Colombie. Nous croyons aussi que

l'accroissement de l'activité économique et le sentiment de responsabilité vont de pair.

Que ce soit parfaitement clair: les efforts du Canada en Colombie visent non seulement à promouvoir la prospérité, mais aussi à renforcer les efforts de consolidation de la paix et le respect des droits de la personne.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): La motion d'ajournement est adoptée d'office.

Par conséquent, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 17 h 41.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 27 novembre 2008

AFFAIRES COURANTES			
Les délégations interparlementaires			
M. Patry	319	Mme Wasylycia-Leis	340
Mme Ratansi	319	M. Komarnicki	340
Pétitions		M. Savage	342
L'Orchestre radiophonique de CBC/Radio-Canada		Mme Wasylycia-Leis	342
M. Siksay	319	M. Woodworth	342
Le pont interprovincial		M. Cannis	344
M. Bélanger	319	Mme Wasylycia-Leis	344
Le prix de l'essence		M. Scarpaleggia	344
M. Bagnell	319	M. Cullen	346
Questions au Feuilleton		M. D'Amours	346
M. Lukiwski	320	M. Silva	347
Privilège		M. Cullen	348
L'utilisation du papier à en-tête de député et des privilèges de franchise postale		M. Bagnell	348
M. Easter	320	M. Rickford	349
M. Lukiwski	320	M. Szabo	350
Mme Neville	321	M. Desnoyers	351
M. Bagnell	321	M. Oliphant	351
Les comités de la Chambre		M. Richards	351
M. O'Connor	321	DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
Motion	321	La nation québécoise	
Adoption de la motion	322	M. Blaney	352
DISCOURS DU TRÔNE		L'Ukraine	
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse		M. Kennedy	353
M. Cardin	322	Le discours du Trône	
M. Blaney	323	Mme Bonsant	353
Mme Shea	324	Les affaires autochtones	
M. Easter	325	Mme Ashton	353
M. Cullen	325	Le Mois national des 4-H	
M. Desnoyers	326	M. Calkins	353
Mme McLeod	326	Le prix Entreprise de l'année 2008	
M. Rafferty	328	M. D'Amours	353
M. Easter	328	Le secteur de l'automobile	
M. Cullen	328	M. Watson	354
Mme Duncan (Etobicoke-Nord)	328	Le député de Rivière-des-Mille-Îles	
M. Cullen	330	M. Paquette	354
M. Blaney	330	L'économie	
M. Cannis	330	M. Benoit	354
M. Rafferty	331	Le Prix humanitaire pour les jeunes de la Croix-Rouge	
M. Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe)	332	Mme Foote	354
Mme Raitt	332	La violence faite aux femmes	
M. McTeague	333	Mme Davidson	355
Mme Brunelle	334	Le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire «personne»	
M. Duncan (Île de Vancouver-Nord)	334	M. Davies (Vancouver Kingsway)	355
M. Silva	335	Le terrorisme	
M. Thibeault	336	Mme Grewal	355
M. Crête	336	Les attentats de Mumbai	
M. Blaney	337	M. Dorion	355
M. Bagnell	338	Le terrorisme	
Mme Freeman	338	M. Bains	355
M. Bagnell	339		

Le terrorisme			
M. Obhrai	356	M. Menzies	360
La baie de Fundy		M. McKay	360
M. Casey	356	M. Menzies	361
QUESTIONS ORALES			
Les affaires étrangères		L'assurance-emploi	
M. Dion	356	M. Savage	361
M. Harper	356	M. Komarnicki	361
L'économie		M. Savage	361
M. Dion	356	M. Komarnicki	361
M. Harper	356	Les Forces canadiennes	
M. Dion	356	M. Rathgeber	361
M. Harper	357	M. Merrifield	361
L'industrie automobile		La Commission canadienne du blé	
M. Kennedy	357	M. Siksay	361
M. Clement	357	M. Anderson	362
M. Kennedy	357	M. Siksay	362
M. Clement	357	M. Anderson	362
Le financement des partis politiques		L'Afghanistan	
M. Duceppe	357	M. Bachand	362
M. Harper	357	M. MacKay	362
L'économie		M. Bachand	362
M. Duceppe	357	M. MacKay	362
M. Harper	358	La Commission canadienne du blé	
M. Bouchard	358	M. Easter	362
M. Menzies	358	M. Anderson	363
M. Bouchard	358	M. Easter	363
M. Menzies	358	M. Anderson	363
M. Layton	358	Les frais d'interchange des cartes de crédit	
M. Harper	358	M. Hyer	363
M. Layton	358	Mme Ablonczy	363
M. Harper	358	La santé	
M. Layton	358	M. Davies (Vancouver Kingsway)	363
M. Harper	359	Mme Aglukkaq	363
Le secteur forestier		La recherche-développement	
M. Dosanjh	359	Mme Gallant	363
Mme Raitt	359	M. Goodyear	363
M. Dosanjh	359	Les dépenses du gouvernement	
M. Day	359	M. Russell	364
Le secteur de l'automobile		M. Hill	364
M. Patry	359	L'industrie de transformation de la viande	
M. Clement	359	M. Bellavance	364
M. Patry	359	M. Blackburn	364
M. Clement	359	Les pêches et les océans	
La culture		Mme Crowder	364
Mme Lavallée	359	Mme Shea	364
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam) ..	360	Présence à la tribune	
Mme Lavallée	360	Le Président	364
M. Cannon	360	Les travaux de la Chambre	
L'Afghanistan		Mme Jennings	364
M. Crête	360	M. Hill	364
M. MacKay	360	Recours au Règlement	
M. Crête	360	Questions orales	
M. Cannon	360	M. McTeague	365
L'économie		M. Hill	365
M. McKay	360	M. Easter	365

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Richards	365
M. Murphy (Charlottetown)	365
M. Julian	366
M. Gravelle	366
M. Julian	368
Mme Crowder	368
M. Davies (Vancouver Kingsway)	368
M. Bagnell	370
Mme Crowder	370
M. Andrews	370
Mme Sgro	372
M. Del Mastro	372
M. Oliphant	373
M. Szabo	374

AFFAIRES COURANTES

Énoncé économique et financier

M. Flaherty	374
M. Brison	378
M. Duceppe	381
M. Layton	382
M. Mulcair	383

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Adoption de la motion	384
-----------------------------	-----

MOTION D'AJOURNEMENT

Le commerce international

M. Julian	384
M. Keddy	385

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>